

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13115 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 29-LUNDI 30 MARS 1987

La «dame de fer» au Kremlin

La visite que M^{me} Thatcher devait commencer le samedi 28 mars en URSS sort de la routine diplomatique. C'est la première fois, d'abord, depuis douze ans, qu'un premier ministre britannique se rend officiellement à Moscou. Autant dire que Soviétiques et Britanniques ont entretenu ces dernières années des relations de faible intensité. Le paradoxe est peut-être que ces relations aient commencé à se réchauffer dès 1984 entre la «dame de fer», peu suspecte de complaisance envers les Soviétiques, et M. Gorbatchev, qui n'était pas encore le numéro un du Kremlin.

L'intérêt majeur de ce voyage, pourtant, dépasse de loin les relations bilatérales. M^{me} Thatcher est le premier chef de gouvernement d'Europe occidentale à se rendre en URSS depuis que l'option «zéro» — la disparition des armes nucléaires de moyenne portée en Europe — est devenue une probabilité. Les entretiens de M^{me} Thatcher avec M. Gorbatchev et avec le chef de l'opposition, M. Iouri Iavlinski, ont précédé et préparé le voyage à Moscou, surtout le premier ministre britannique sinon à parler au nom de ses alliés européens, du moins à le faire avec une parfaite connaissance de leurs points de vue. C'est un aspect des conversations dont on ne peut être que très conscient à Moscou, où l'on doit bien admettre que depuis Reykjavik les Européens n'ont guère eu la possibilité de s'insérer dans le dialogue entre les deux Super-Grands.

Les dossiers techniques sont d'une infinie complexité, d'énormément des euro-milliards étant involontairement liés, qu'on le veuille ou non, à des projets d'accords sur d'autres types d'armements. Soviétiques et Américains en conviennent plus ou moins, l'essentiel étant que la volonté politique d'aboutir existe des deux côtés. Mais, d'évidence, cette volonté est encore très floue chez les Européens, qui constatent que quarante ans de paix leur ont été assurés par l'existence d'arsenaux nucléaires propres à brider, de part et d'autre, toute tentation d'agression.

M. Gorbatchev, le 16 février à Moscou, a fait le procès de ceux pour qui l'arme nucléaire est un mal nécessaire pour conjurer le mal encore plus redoutable qu'est la guerre. Son réquisitoire n'a pourtant pas convaincu les tenants d'une stratégie de la dissuasion, garantie la plus sûre à leurs yeux non seulement de leur sécurité, mais aussi de la maîtrise de la paix. Il lui faudra de puissants arguments pour que les dirigeants d'Europe occidentale adoptent, comme il le souhaite, une «nouvelle mentalité» à cet égard.

Lui-même ne doit-il pas modifier sa vision? L'idée d'une défense européenne n'a jamais été en faveur à Moscou. On ne parle que de cela ces temps derniers à Paris, à Londres et à Bonn, et M. Mitterrand souhaitait cette semaine que les Européens préparent sans attendre «le moment où l'Europe, dotée d'un pouvoir politique central, décidera elle-même des moyens de sa sécurité». Le sujet n'est pas simple, pour cette raison essentielle que chaque pays ne se fait pas la même idée des moyens de défendre ses propres «intérêts vitaux». Le pouvoir de déclencher le feu nucléaire, en outre, saurait-il se partager?

Il demeure que les Européens, sous peine d'être tenus à l'écart des négociations, reconnaissent qu'ils ne peuvent éviter de réfléchir à leur défense commune.

(Lire nos informations page 3.)

Le différend sur la mer Egée

Brusque montée de la tension entre la Grèce et la Turquie

La tension a brusquement monté, le vendredi 27 mars, entre la Grèce et la Turquie, membres de l'OTAN, provoquant une réunion d'urgence de l'alliance atlantique à Bruxelles. Tandis que la Maison Blanche et le secrétaire général de l'ONU les appellent au calme, les alliés de ces deux pays leur recommandaient d'«entamer immédiatement des discussions et d'éviter le recours à la force».

Y a-t-il réellement menace d'affrontement armé? Le vocabulaire auquel ont eu recours vendredi les responsables d'Athènes et d'Ankara pourrait le laisser penser. Le premier ministre grec, M. Papandréou, a mis en garde ses alliés contre une guerre éventuelle et contre les conséquences «destructrices» qu'aurait l'entrée en mer Egée du navire turc *Sinik 1*, objet du différend.

Les alliés de M. Papandréou sont habitués de sa part à une certaine emphase, mais on n'était pas le cas jusqu'à la partie turque, qui, à chaque fois qu'un incident l'oppose à Athènes, se flat-

te au contraire de garder sa sérénité face à ce qu'elle considère comme des gesticulations de M. Papandréou. Il est donc peu commun d'entendre le premier ministre, M. Özal, se servir de la menace de guerre comme il l'a fait vendredi: «S'ils touchent un de nos navires, ce sera un motif de guerre», a-t-il dit, tout en affirmant que la Turquie n'entendait pas prendre l'initiative d'une crise ouverte. Une partie de l'armée turque a été mise en état d'alerte.

CLAIRE TRÉAN

(Lire la suite page 3.)

Surtaxe de 100 % pour l'électronique japonaise

Washington menace Tokyo d'une guerre commerciale

Les Etats-Unis sont au bord d'une guerre commerciale avec le Japon. Le président Ronald Reagan a tiré un coup de semonce, le vendredi 27 mars, en appliquant une surtaxe pour les importations électroniques japonaises. C'est la première fois, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, que les Etats-Unis prennent une telle mesure de rétorsion unilatérale.

Brusque poussée de fièvre dans le différend américano-japonais sur les semi-conducteurs: les Etats-Unis ont l'intention d'imposer des droits de douane, allant jusqu'à 300 millions de dollars, sur les importations nippones de produits grand public. Une mesure qui s'explique par les inquiétudes croissantes devant leur déficit croissant dans l'électronique (13,1 milliards de dollars en 1986). Le Japon demande l'ouverture, dès la semaine prochaine, de discussions, et menace à son tour de prendre des «mesures appropriées» dans le

cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). L'agressivité des Etats-Unis est assez mal venue, dans la mesure où la compétitivité de l'économie américaine va continuer de s'améliorer rapidement, le dollar ayant atteint en fin de semaine son plus bas cours historique par rapport au yen. L'accord du Louvre du 22 février dernier est-il déjà caduc?

(Lire les articles de BERNARD GUETTA page 13 et de FRANÇOIS RENARD page 15.)

Accord à EGF

Le personnel sera intéressé aux progrès de la productivité.

PAGE 16

La dette des Philippines

Manille paiera avec des titres d'investissements.

PAGE 13

La mort d'Eugen Jochum

Un chef d'orchestre de la taille des géants.

PAGE 9

Le Monde

RÉGIONS

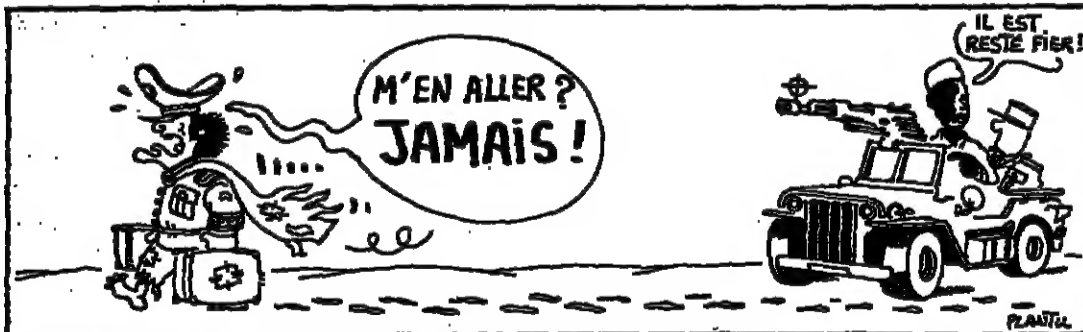
■ Les Yvelines jouent le golf. ■ L'avenir de la DATAR: un point de vue de Michel Giraud.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

La chute de Faya-Largeau

Un pas décisif dans la «reconquête» du Tchad



Prévisible depuis quarante-huit heures, la chute de Faya-Largeau, ultime place forte des troupes libyennes dans le nord du Tchad, est le dernier en date d'une série de succès militaires et diplomatiques remportés par le président Hissène Habré. La prise de contrôle de la préfecture du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) est sans doute une victoire plus facile que les autres, dans la mesure où il s'agit de la garnison d'environ deux mille cinq cents soldats libyens avait évacué la grande palmeraie avant l'entrée des troupes tchadiennes, dans la soirée de vendredi 27 mars, mais elle est la plus significative du point de vue symbolique.

Tant que Faya-Largeau, ville natale du président tchadien, qui avait été conquise par les forces de Tripoli en août 1983, restait occupée par des forces étrangères, M. Habré n'attendait sa légitimité de chef d'Etat que sur une partie, certes la plus vaste, de son territoire. Cette légitimité, aujourd'hui, ne peut plus guère être contestée, même si l'armée tchadienne ne contrôle pas — et n'est probablement pas prête de contrôler — le Tibesti et, plus largement, la bande d'Acouda, que les Libyens considèrent comme faisant partie intégrante de leur territoire.

La prise de Faya-Largeau pouvait être sérieusement envisagée depuis celle de la base de Ouadi-Doum, le dimanche 22 mars. Les troupes libyennes, retranchées dans la palmeraie, étaient, en effet, coupées de leurs bases arrière, c'est-à-dire dans l'impossibilité de se faire ravitailler, à la fois par voie terrestre et par voie aérienne. La base aérienne de Ouadi-Doum, dotée d'une piste d'atterrissage en béton de

3 800 mètres, constituait un relais indispensable pour les avions libyens décollant de la base de Maaten-Es-Sarra, située en territoire libyen. Dès la chute de Ouadi-Doum — dont on s'étonne encore qu'elle ait été si rapide (environ deux heures de combats, semble-t-il) en raison des affirmations de responsables militaires à la fois français et tchadiens sur l'importance du dispositif libyen, — les forces tchadiennes avaient commencé à descendre en direction de Faya, coupant les pistes de communication vers le nord. Faya était devenue une nasse.

Il est donc vraisemblable, s'il se confirme que Faya a été reconquise sans combats majeurs, que le colonel Kadhafi, dont les troupes avaient déjà été défaits à Fada et à Ouadi-Doum, a voulu «limiter la casse», en faisant remonter ses forces vers le nord avant qu'il ne soit trop tard. L'ivresse de la victoire de Ouadi-Doum dans les rangs tchadiens, dont les militaires français craignaient les effets, a, au bout du compte, été payante. Sans désemparer, les forces du président Hissène Habré se sont lancées à l'assaut de la préfecture du BET. Leur avance a pourtant été retardée par un fort vent de sable qui a également permis aux Libyens d'évacuer l'essentiel de leurs troupes. En annonçant, vendredi soir, que la localité était «totalement sous [leur] contrôle», les forces armées tchadiennes ont indiqué que l'armée libyenne avait évacué Faya-Largeau en laissant «à leur crête sort de nombreux Tchadiens enrôlés de force dans la Légion islamique et qui se sont ralliés aux FANT».

Le colonel Kadhafi a, apparemment, admis sa défaite, puisque, selon les informations fragmentaires actuellement disponibles,

les troupes libyennes seraient en train de se regrouper dans le Tibesti. Si tout le Borkou et l'Ennedi, soit le centre et l'est de la partie du territoire tchadien située au nord du seizième parallèle, est maintenant sous contrôle des forces de N'Djaména, il n'en est pas de même du Tibesti.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 5.)

Le chef de l'Etat et l'échéance de 1988

Le chapeau de M. Mitterrand

Invité d'une édition spéciale de «7 sur 7», le dimanche 29 mars à 19 h 30 sur TF1, M. Mitterrand devrait commenter un an d'actualité. A la veille d'un voyage en France-Comté, le président de la République a accordé, d'autre part, un entretien à «l'ESPRESSO», dans lequel il critique implicitement le gouvernement pour l'aggravation des inégalités et les difficultés grandissantes de la vie quotidienne.

par Jean-Yves Lhorneau

«J'ai fait un cauchemar. C'était le 1^{er} janvier. Vous interveniez à la télévision et vous disiez: «Ça suffit comme ça, Françaises, Français, je m'en vais!» Au visiteur qui lui confie ses angoisses, M. Mitterrand répond, souriant: «C'est impossible. Si j'adoptais pareil compor-

tement, cela voudrait dire que je vais me représenter.»

Le 14 mars à Nevers, devant le président de la fédération qui s'apprête à passer la main à son successeur, il remarque: «C'est à d'autres d'assumer les succès futurs. Quel est l'homme responsable qui n'applique pas à lui-même ce raisonnement?» L'évidence, le bon sens, prennent parfois valeur d'énigme.

Le 21 mars à Villenave, un admirateur supplie sur son passage: «Représentez-vous! Représentez-vous!» M. Mitterrand répond: «Je vous entends, cela ne veut pas dire que je vous écoute... Le mystère s'épaissit.

Le président, c'est certain, s'amuse un brin. On l'imagine riant sous cape, à l'écoute ou à la lecture des supputations les plus subtiles sur ses intentions les plus secrètes. A l'occasion, il alimente ce docte débat d'une image, d'un symbole. Pressé dans ses derniers retranchements, il avait, en septembre 1986, au cours d'un voyage officiel en Indonésie, confié l'indiscrète, révéler le signe qui ne tromperait point: «Vous verrez bien. Quand je sortirai avec mon écharpe et mon chapeau...» Car le président, bien que de solide constitution, prend grand soin d'épargner sa voix pour les meetings de campagne électorale.

Da coup, M. Mitterrand a passé tout l'hiver, ou presque, sans chapeau. Ou, du moins, sans son couvre-chef préféré, un feutre noir qui, surplombant le cache-col, lui confère, vu de loin, une silhouette à la Léon Blum. On l'a deviné sous une chapka, le 23 février, dans les neiges du Puy-de-Dôme, et l'on a photographié sa casquette sur les Champs-Élysées, le 10 mars. Le feutre noir n'a réapparu que le 16 mars à Strasbourg. A cinq jours du printemps, il était temps. Le signal — vaut ce qu'il vaut, et le plus donné des magiciens ne sortira jamais un président de son chapeau.

Si M. Mitterrand fait le mystérieux, c'est qu'il ne peut agir ostensiblement. Qu'il aspire ostensiblement à la retraite, et c'en sera terminé de l'autorité présidentielle, jusqu'à l'échéance de 1988.

(Lire la suite page 6.)

Au départ, il y a la Vigne, le Vigneron et le Viticulteur.

A l'arrivée, la Maison de la Vigne et du Vin de France, la maison des professions Viti-Viticoles et du Savoir Vin.

Dans son cadre s'ouvre un restaurant de grand prestige:

Le Bacchus Gourmand

A deux pas des Champs Élysées, tout est fait pour être en harmonie avec les Vins de France: boiseries claires, lumières tendres, soleil au clair de lune en terrasse aux beaux jours, ambiance festive. C'est une inoubliable qualité et aussi une nouveauté pour la fête.

Le vin y est roi avec sa carte forte des 300 appellations du vignoble français et son sommelier qualifié à l'heure du choix. Et autour du vin, il y a des plats classiques ou d'autres originaux venus de chacun des terroirs français, mais cette cuisine régionale est modernisée et allégée par le Chef Thierry Coué. Grande Carte. Menu d'affaires: 250,00 F.

A l'heure d'un monde pressé, le Bacchus Gourmand sait s'effacer devant les Caveaux du Bacchus Gourmand où le Vin n'est pas davantage oublié dans le menu à prix fixe: 160,00 F service compris.

La Maison de la Vigne et du Vin de France
21, rue François 1^{er}
75008 PARIS

Réserve par téléphone: 47.20.15.83 - 47.20.11.63

Parking à la porte même de l'immeuble.

Dates

Il y a quarante ans

L'insurrection malgache

RENDEZ-VOUS

Dimanche 29 mars. — *New York* : visite officielle de J. Chirac (jusqu'au 31). Entretien avec Reagan le 31 ; *Haiti* : référendum sur la nouvelle Constitution.

Lundi 30 mars. — *Bruxelles* : réunion des ministres de l'Agriculture des Douze ; *Alger* : visite officielle du ministre des affaires étrangères espagnol ; *Rabat* : visite officielle du chef de l'Etat turc.

Mardi 31 mars. — *Rimini* : congrès du PS italien (jusqu'au 4 avril) ; *Suriname* : vote d'une nouvelle Constitution ; *Istanbul* : grève illimitée des ouvriers du secteur pétrolier.

Mercredi 1^{er} avril. — *Israël* : visite de Raymond Barre (jusqu'au 6) ; *Montevideo* : début de la visite du pape en Uruguay et au Chili (jusqu'au 6) ; *Tunis* : 87^e session du conseil ministériel de la Ligue arabe ; *Washington* : rapport Reagan au Congrès sur les pays qui entretiennent des relations militaires avec Pretoria ; les visas américains seront payants pour les Français.

Jeudi 2 avril. — *Bonn* : réunion de la commission économique germano-occidentale ; *Bogotá* : reprise du procès intenté à Union Carbide.

Vendredi 3 avril. — *Bruxelles* : réunion informelle des ministres des finances des Douze.

Samedi 4 avril. — *Rome* : nouvelles élections dans le Land de Hesse ; *Ottawa* : visite officielle de Ronald Reagan (jusqu'au 16).

LE 29 mars 1947, à 22 heures, quelques centaines de Malgaches attaquent des postes de gendarmerie, des bâtiments administratifs et des concessions européennes dans la région de Manakara, sur la côte orientale de la Grande Ile.

A quelques quatre cents kilomètres de là, à minuit, environ deux mille conjurés pénètrent dans la ville de Moramanga. Ils investissent la gare et l'hôtel Larrieu où dorment la plupart des officiers français de la garnison, encerclent le camp Tristan. Ils veulent les armes et tuent sur-le-champ plusieurs hommes de troupe. Des officiers tentent de riposter et trouvent la mort à leur tour. Confusion pendant quelques heures. Les assaillants se retirent à l'aube, sans butin important, après avoir incendié des cases de « collaborateurs ».

La nouvelle met quarante-huit heures pour parvenir en France. Dans son numéro daté du 1^{er} avril, *Le Monde* lui consacre quatorze lignes sous le titre « Un camp militaire français attaqué par des individus armés de sables et de coups de couteau ». A partir du lendemain, « les troubles de Madagascar » s'installent à la rubrique « Union française » du journal. Titre du 2 avril : « Certains indices laissent croire à une campagne d'agitation généralisée ». 3 avril : « Les rebelles semblent avoir obéi à un mot d'ordre lancé par un parti autochtone ». 6 avril : « Une mission aérienne a dû mitrailler un rassemblement de rebelles ».

En quelques jours, Paris prend la mesure exacte de l'événement. *Le Monde* pose la question qui est sur toutes les lèvres dans les cabinets ministériels : le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM), vainqueur de récentes élections, va-t-il « désavouer la violence de certains éléments extrémistes pour collaborer sincèrement au bien-être de l'Ile au sein de l'Union française ou, au contraire, estimerait-il que les récents débats sur l'Indochine lui permettent de s'engager dans la dangereuse voie du Vietnam » ?

Pins de 89 000 morts

Préidé par Ramadier, le gouvernement comprend des socialistes de la SFIO, des démocrates-chrétiens du MRP et des communistes. Après avoir approuvé les mesures d'urgence, ces derniers claquent la porte du conseil des ministres le 16 avril. L'ampleur de la répression leur permet de s'attribuer le rôle des justes indignés, quelles que soient leurs arrière-pensées.

Le Haut Commissariat français avait cru l'insurrection « morte dès le premier soir ». Il doit vite déchanter. Jusqu'en juillet, le mouvement de révolte ne cesse de s'étendre. Il gagne les banlieues de Tananarive, Fianarantsoa et Tamatave. Pour éviter un embrasement général, Paris envoie la Légion étrangère et fait « traquer » les zones de rébellion par l'aviation. En quelques semaines, les effectifs militaires triplent et passent à dix-huit mille hommes, dont de nombreux tirailleurs sénégalais.

Des deux côtés, la guerre proprement dite s'accompagne de nombreuses atrocités. Les unités combattantes de l'insurrection n'ont jamais dépassé 20 000 hommes. Pour associer la population à la lutte, la terreur est largement employée : exécutions punitives contre les villages ralliés, de gré ou de force, aux Français, exécutions en tous genres. Des milliers de « soumis » sont enterrés vivants. Les parties génitales sont arrachées, des cadavres dépecés sont jetés aux chiens.

Parmi les forces de l'ordre, les « bavures » se multiplient. L'action psychologique « fait ses débuts à Madagascar ». Des « postes de pacification » — SAS algériennes avant la lettre — sont créés. Des tracts sont lancés au-dessus des forêts où se cachent les insurgés. Mais parfois, en guise de propagande, les avions lâchent des prisonniers vivants à hauteur des villages suspects. Les unités chargées de la « pacification » reviennent du combat en exhibant déjà des lobes d'oreille.

Encerclés, affamés dans la forêt, les insurgés sont décimés par les armes ou la maladie. Quelques chefs se rendent, sou-



vent pour mourir dans un hôpital. La révolte est définitivement anéantie en décembre 1948. En vingt mois, elle a touché des territoires surtout situés dans la partie orientale de l'Ile, peuplés par environ un million et demi de personnes.

Bien qu'une telle comptabilité ne change rien à la nature des faits, des polémiques se sont prolongées des années au sujet des pertes humaines. Dans l'ouvrage de référence sur l'insurrection — paru chez Maspéro en 1974 — Jacques Tronchon écrit : « Le chiffre véritable ne sera sans doute jamais connu. Celui de 89 000 morts avoué par l'état-major français — chiffre fondé sur la différence négative trouvée entre le nombre d'habitants du quadrilatère d'insurrection avant et après les hostilités — est sans doute assez proche de la réalité ». Parmi ces morts, il faut compter environ 1 900 Malgaches victimes de l'insurrection, militaires enrôlés dans les forces françaises ou fonctionnaires demeurés loyaux envers l'administration coloniale.

« Les pertes humaines sont considérables en regard de la courte durée et à la localisation des combats, ainsi qu'au chiffre global de la population malgache (4 100 000 habitants) et européenne (60 000 personnes) », écrit Jacques Tronchon. Elles traduisent cependant un écart disproportionné entre les victimes malgaches et les victimes étrangères. Ces derniers représentaient environ 530 personnes, dont près de 350 militaires.

Le « complot des parlementaires »

Un des éléments troublants de l'affaire malgache, demeurée un sujet largement tabou en France, est que l'administration coloniale était informée de ce qui se préparait, sans en deviner la portée. De nombreux documents l'attestent. « Derniers renseignements précisés : attaque générale de Madagascar dans la nuit du 29 au 30 mars », télégraphie quelques heures avant l'événement le colonel Léopold, gouverneur militaire du Sud, sans obtenir de directives précises. Le chef de district de Fort-Dauphin informe aussi le Haut Commissariat des massacres en perspective après avoir été alerté par un prêtre malgache.

Ce que tant de gens savaient dans la Grande Ile, les cinq députés malgaches siégeant au Palais-Bourbon et les cinq élus au Conseil de la République ne l'ignoraient pas non plus. Mais ils ne le dirent pas, estimant que les troubles devaient accélérer le processus vers l'indépendance. Certains d'entre eux avaient eu des contacts compromettants. Des conjurés, parlant parfois sous la torture, affirmèrent qu'ils étaient convaincus d'obtenir à des ordres émanant des parlementaires du MDRM.

Rapidement ce parti se désolidarise des insurgés qu'il traite de « malfaiteurs » et de « criminels ». Mais ses élus sont

accusés de double jeu et traduits en justice, leur immunité parlementaire ayant été levée après des débats houleux. Six accusés sont condamnés à mort par la cour criminelle de Tananarive en octobre 1948. La sentence n'est pas exécutée.

En fait, dans ce procès éminemment politique, les mesures de grâce étaient décidées par Paris avant même l'énoncé d'un verdict destiné à calmer les colons. En 1960, MM. Rabemananjara et Ravahangy seront ministres dans le gouvernement de Madagascar indépendante. Le second sera décoré de la Légion d'honneur par l'ambassadeur de France en 1969.

Du « complot des parlementaires » on est passé assez rapidement à celui des « Hova ». Ramadier : « Les descendants des anciens conquérants, les Hova, caste aristocratique et riche, sont à l'origine des troubles ». Pierre de Chevigné, député MRP, nommé haut commissaire en 1948 : « Quelques féroces aigris et ambitieux ont exploité, au nom d'un prétendu nationalisme, la crédulité d'une population dépourvue de toute notion politique ».

« Priez pour Hitler »

Jacques Tronchon a longuement enquêté pour démêler le fil conducteur d'une affaire enchevêtrée. Sa conclusion : « Le complot des sociétés secrètes apparaît avec évidence, et il reste à déterminer dans quelle mesure celui-ci aurait été encouragé, avec des visées différentes, par certaines forces se livrant au combat d'influence à Madagascar ».

BIBLIOGRAPHIE

« L'aventure coloniale de la France »

La croix et la canonnière

POUR la fresque sur l'aventure coloniale de la France dont Bernard Lauzanne est le maître d'œuvre chez Denoël (*Le Monde* du 13 mars), Jean Martin n'a pas la meilleure part. A d'autres le soin de raconter les grands succès sous le III^e République, puis le bruit et la fureur de l'Empire embrasé après 1918, tellement plus présents dans nos mémoires. Lui, il doit simplement expliquer comment quelques précurseurs ont fait des vestiges hérités de l'Ancien Régime un ensemble de quelque six millions et demi d'habitants, « fort méconnu d'un peuple demeuré farouche et casanier, n'offrant qu'un intérêt économique très secondaire et ne pouvant supporter la moindre comparaison avec les empires britannique et même néerlandais ».

Son mérite est d'avoir mis en évidence les prémices de l'expansion coloniale moderne. Ce qu'il dit de la conquête de l'Algérie, qui constitue évidemment le noyau de l'ouvrage, semble valable pour les autres territoires : la France s'y installa moins par volonté impérialiste des gouvernements que par accident, avec, parfois, le coup de pouce que des hommes aventureux se chargeaient de donner aux hasards de l'histoire.

Le débat entre les « colonistes » et les libéraux à propos de ce « rocher nu [d'Alger] sur lequel les Européens ne peuvent pas vivre » montre quelle opportunité il a fallu à Napoléon III pour créer son « royaume arabe » et prouver que des Français avaient aussi les « vertus colonisatrices » qu'on pouvait trouver dans l'aristocratie anglaise, l'oligarchie néerlandaise ou l'ordre des Jésuites.

Le second Empire tripla l'étendue du domaine colonial parce que « ses dirigeants, servis par la stabilité des institutions, aidés par la prospérité économique, soucieux du prestige attaché au nom de Bonaparte, surent doter la France d'une marine forte ». En fait, les fameuses « canonnières » étaient généralement de « petits bâtiments de faible tirant d'eau, quelquefois démontables, qui rendaient les plus grands services pour le contrôle du pays », à Faidherbe au Sénégal, aux amiraux en Cochinchine.

Ces réseaux clandestins existaient depuis la mainmise française sur Madagascar. Ils furent réactivés par la victoire du III^e Reich sur la puissance coloniale. Pour les nationalistes trop longtemps humiliés, l'armistice de Pétaïn apparaît comme une manifestation de la justice imminente. « Chers Malgaches, priez pour Hitler, pour qu'il gagne bientôt la guerre », conseille un tract diffusé dans l'Ile par une de ces sociétés secrètes. L'une d'elles s'intitule dès 1941 « Parti national-socialiste malgache ». Elle jouera un grand rôle dans l'insurrection. Comme d'autres chefs de guerre qui s'étaient affiliés de noms de généraux allemands, un certain « Rajaona-Rommel » fera longtemps parler de lui.

La répression fut d'autant plus aveugle qu'elle frappait des adversaires difficiles à discerner. Ironie de l'histoire, elle se fit sous l'autorité d'un haut commissaire qui n'avait rien d'un homme de droite, Marcel de Coppet, gendre de Roger Martin du Gard, ami de Gide, très lié aux milieux intellectuels parisiens, avait participé à la Résistance avant d'adhérer à la SFIO. Il appartenait à la Grande Loge de France.

Après les massacres de Sétif, en mai 1945 en Algérie, les tristes de Madagascar montrèrent que la lutte contre une partie des colonisés revêtait engendrait, par un engrenage fatal, des méthodes inacceptables. Elles laissent dans les esprits un sentiment de culpabilité assez vivace pour inciter Paris à préparer, quelques années plus tard, une transition pacifique vers les indépendances, au moins au sud du Sahara. Il ne serait pas dit que l'aventure coloniale de la France se terminerait partout dans le sang et les larmes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« Cette flotte fut souvent envoyée à la rescousse des communistes chrétiens dont Napoléon III se posait en défenseur intrépidement », rappelle Jean Martin. Après la canonnière, c'est à la Croix qu'est consacré un des tout premiers volumes de la collection : *Missionnaires en Afrique*, sous la plume d'André Picoté, ancien conseiller pour l'adaptation des programmes d'histoire en Afrique francophone. Beau travail de synthèse à partir d'une matière considérable. Il commence à l'Empire romain, mais s'étend jusqu'au XX^e siècle, retraçant l'histoire des grands ordres missionnaires, et exposant le débat sur la finalité de leur œuvre au sein de l'Eglise.

André Picoté explique lumineusement comment un cardinal Lavigne et ses Pères blancs parviendront, non sans mal, à concilier « la conception patriotique des conquêtes de la Croix » et l'ultramontanisme de la Sacré Congrégation pour la propagation de la foi, au Vatican. Constatant au passage que l'instituteur laïque, pourtant triomphant sous le III^e République, laisse au missionnaire le soin de conduire les peuples colonisés « vers les lumières de la civilisation », il montre « la connivence entre le prêtre et l'administrateur » et souligne que même la rupture des relations entre l'Eglise et l'Etat, au début du siècle, ne dissocia pas les deux entreprises.

Un an après l'armistice de 1918, Benoît XV rappelait le missionnaire à sa vocation initiale d'annonciateur de Dieu plutôt que d'agent de sa nation : « Oublie ton peuple et la maison de ton Père », commande l'encyclique *Maudslayi*. Le moment était venu de promouvoir un clergé autochtone. Devant les progrès actuels de l'islam en Afrique noire, l'auteur est « tenté de douter que l'apport missionnaire ait bien été adapté et solide ». Si on le juge alors par trop pessimiste, c'est parce qu'il a excellé à faire revivre ce qui ressemble fort à la dernière des épopées.

J. G.
* *L'Empire romain*, de Jean Martin, Denoël, 336 p. 178 F. *Missionnaires en Afrique*, d'André Picoté, Denoël, 292 p. 128 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 65-272 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faivre (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-22 ou (1) 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 26-136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 26-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-310 is published daily,
except Sundays for \$ 480 per year by Le
Monde c/o Speedipex, 45-46 39 th
Street, L.L.C. N.Y. 11104. Second class
postage paid at New-York, N.Y.,
postmaster's send address changes to Le
Monde c/o Speedipex U.S.A., P.O.C.
45-46 39 th Street, L.L.C. N.Y. 11104.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

ANDRE
ROSSINOT

Ministre chargé des relations avec le Parlement
Président du Parti Radical

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Thierry BREHIER (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Gilles LECLERC (RTL)

هناك اناش الاصل

La visite du premier ministre britannique à Moscou

M^{me} Thatcher gagnante dans tous les cas ?

Le premier ministre britannique a quitté Londres, le samedi 28 mars, pour une visite officielle de cinq jours en URSS.

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher et M. Gorbatchev se connaissent déjà et s'apprécient. « J'aime bien M. Gorbatchev, on peut faire affaire ensemble », cette remarque typiquement britannique, le premier ministre l'avait prononcée en décembre 1984. M. Gorbatchev venait de passer une semaine en Grande-Bretagne. Il n'était alors considéré que comme un « futur numéro un du Kremlin ».

A n'en pas douter, M. Gorbatchev et son entourage se souviennent de cette prise de contact, même si, il y a un peu plus de deux ans, le premier ministre britannique a tempéré son compliment en ajoutant : « Tous deux, nous croyons vraiment dans nos systèmes politiques respectifs. Nous ne nous changerons pas ». La franchise assez rude de M^{me} Thatcher n'est pas faite pour déplaire en URSS : plusieurs officiels à Moscou l'ont soulignée ces derniers jours, tout en critiquant nettement ses positions.

Un accueil exceptionnel lui sera réservé à Moscou : interviews à la télévision, conférence de presse, nombreux reportages et, surtout, pas moins de cinq entretiens avec M. Gorbatchev. Avec une telle publicité, les stratégies du Parti conservateur se frottent les mains dans la perspective de la campagne électorale qui s'annonce. A Moscou, on estime que cette visite peut être un moyen d'améliorer davantage l'image de M. Gorbatchev à l'étranger au moment où celle du président Reagan est au plus bas.

De quel business peut-il s'agir entre M^{me} Thatcher et son hôte ? Le secrétaire au Foreign Office, Sir

M. Andrew Seaborne accepte de se rendre en Australie. — La dissidence soviétique Andreï Sakharov a accepté une invitation en Australie en septembre, a annoncé, le vendredi 27 mars, à Sydney, la commission australienne des droits de l'homme. Le président de la commission, M. Marcus Einfeld, a précisé dans un communiqué qu'il avait fourni cette invitation à deux semaines, lors d'une rencontre avec M. Sakharov et son épouse, M^{me} Elena Bonner, dans leur appartement moscovite. M. Einfeld a ajouté que les autorités soviétiques doivent encore autoriser M. Sakharov à quitter l'URSS. Il a déclaré qu'il était confiant dans la tenue de cette visite. — (AFP).

La négociation sur les enroulements
« Profonde préoccupation » des membres de l'OTAN à propos des fusées à courte portée

Les membres de l'OTAN ont exprimé leur « profonde préoccupation » devant ce qu'ils considèrent être un « important pas en arrière » de l'URSS dans les négociations sur le retrait des forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI-enroulements), indique un communiqué publié le vendredi 27 mars, à Bruxelles, à l'issue d'une réunion du groupe consultatif spécial de l'OTAN sur les FNI. « Les alliés, indique le communiqué, considèrent avec une profonde préoccupation la dernière proposition soviétique qui cherche à retirer d'un accord les contraintes simultanées » sur les missiles à courte portée, « des contraintes égales et globales » sur les fusées à courte portée doivent « faire partie d'un accord initial sur les missiles à portée intermédiaire ».

M. Allen Holmes, directeur des affaires politico-militaires au département d'Etat américain, a rappelé que l'URSS n'accepte plus, comme partie intégrante d'un accord sur les FNI, la fixation de plafonds contraignants simultanés sur les missiles nucléaires à plus courte portée (moins de 1 000 kilomètres) qui continueraient de menacer l'Europe occidentale en cas de retrait des enroulements. « Nous déplorons ce pas en arrière », a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse.

De son côté, le président Reagan a accusé, vendredi, l'URSS de reculer dans les négociations sur les missiles à moyenne portée, et a appelé Moscou à « ouvrir pour la conclusion d'un accord équi-

Geoffrey Howe, s'est empressé, jeudi, de contredire certaines spéculations. Devant des parlementaires conservateurs, il a écarté « tout espoir réaliste de progrès décisifs » à propos du désarmement, il a précisé que M^{me} Thatcher se contenterait de sonder davantage les intentions soviétiques et d'exprimer les craintes européennes devant la possibilité d'une réduction des missiles de moyenne portée si l'on ne compensait pas la supériorité de l'URSS dans le domaine des armes nucléaires à courte portée et aussi des armements chimiques.

Les droits de l'homme

Par ailleurs, au Kremlin, on n'a pas oublié cette vieille demande — pour un temps mise de côté — qui consiste à exiger que soient prises en compte les forces de dissidence britannique et française dans des pourparlers ultérieurs avec les Américains. Un porte-parole de l'état-major soviétique, le général Youri Lodozov, a précisé cette semaine que d'une réponse positive à cette requête dépendaient des négociations futures sur la limitation des missiles à courte portée et la diminution des armes conventionnelles. Sur ce point, ce sera vraisemblablement au tour de M^{me} Thatcher de se montrer intransigeante, forte de l'appui de ses partenaires européens et de la France plus particulièrement.

La « dame de fer » risque d'irriter aussi M. Gorbatchev en insistant sur la question des droits de l'homme. Elle juge les efforts de M. Gorbat-

chev encore très insuffisants, ainsi qu'elle l'a déclaré après avoir reçu à Londres plusieurs dissidents. Pourra-t-elle avoir un entretien avec M. Andreï Sakharov ? La presse britannique lui en prête le souhait.

La visite de M^{me} Thatcher devrait être plus fructueuse dans le domaine des échanges économiques. Il y a un gros retard à rattraper. Pendant longtemps, les relations entre Londres et Moscou ont surtout été marquées par des expulsions réciproques et massives de diplomates soupçonnés d'espionnage. Le Royaume-Uni, qui fut dans les années 50 le premier partenaire économique de l'URSS dans le camp occidental, n'est plus qu'un neuvième rang. Les importations britanniques se sont élevées en 1986 à près de 700 millions de livres (près de 7 milliards de francs) et les exportations à 540 millions. Les hommes d'affaires britanniques qui se succèdent à Moscou espèrent que la visite de leur chef de gouvernement permettra de conclure enfin de nombreux contrats à l'égard de la matière de coopération industrielle.

Quoi qu'il en soit, M^{me} Thatcher ne rentrera pas bredouille. Le Financial Times vient de le noter dans un éditorial en émettant une double hypothèse : soit une conversation avec M. Gorbatchev, « a dame de fer » pourra passer soit pour un « agent de la paix », soit pour une « bête noire », et le journal conclut que, dans les deux cas, ce sera « bon » pour la réputation du premier ministre à la veille d'une campagne électorale.

FRANCIS CORNU.

Au cours de son voyage aux Etats-Unis

M. Chirac évoquera surtout les rapports Est-Ouest et les problèmes économiques internationaux

M. Jacques Chirac devait quitter Paris dimanche 29 mars pour une visite de quatre jours aux Etats-Unis au cours de laquelle il s'entretiendra avec le président Ronald Reagan et les responsables américains des questions Est-Ouest, en particulier.

Quelques semaines avant de se rendre à Moscou, vraisemblablement fin mai, M. Chirac aura mardi et mercredi à Washington, au cours de la partie officielle de sa visite, l'occasion d'exposer à ses interlocuteurs les « soucis, inquiétudes et suggestions concrètes » de Paris après les propositions de M. Mikhail Gorbatchev sur les euromissiles, a indiqué, le vendredi 27 mars, le conseiller diplomatique du premier ministre, M. François Bujon de l'Estang.

Par ailleurs, M. Chirac exposera lundi à New-York aux responsables et hommes d'affaires américains « le contenu et la portée » de la politique de libéralisation économique menée en France depuis le changement de majorité de mars 1986.

Selon le conseiller, « les propositions Gorbatchev de reprendre la négociation sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) et la perspective de la négociation soviéto-américaine à Genève sont aujourd'hui la préoccupation majeure — je dirais presque exclusive — des dirigeants américains en politique étrangère ».

Selon M. Bujon de l'Estang, le moment est tout à fait opportun pour discuter de ces questions, car les propositions du numéro un soviétique sont « encore très fraîches, les dirigeants américains sont en train d'arrêter leur position de négocia-

tion et ne l'ont pas encore figée, et ils donnent tous les signes d'être extrêmement ouverts au dialogue avec leurs alliés ». Il ne faut pas s'attendre à des « propositions spectaculaires » de la part du premier ministre, en particulier sur le dossier du désarmement, a-t-il précisé. Il s'agit plutôt de procéder, en particulier sur les sujets stratégiques Est-Ouest, à des « entretiens très précis », alors qu'une nouvelle équipe vient de s'installer autour de M. Reagan à la Maison blanche.

Inquiétude face au protectionnisme

M. Chirac, qui sera accompagné d'un seul membre du gouvernement, le ministre des affaires étrangères M. Jean-Bernard Raimond, rencontrera également le vice-président George Bush, le secrétaire d'Etat M. George Shultz et le secrétaire d'Etat à la défense, M. Caspar Weinberger. Il évoquera avec eux tous les grands problèmes internationaux : terrorisme, Proche-Orient, guerre du Golfe, Tchad, Afrique australe et Pacifique-sud, mais aussi des « fileaux communs » aux deux pays, comme la drogue et le SIDA.

Expliquer la politique économique française aux décideurs américains constituera l'autre objectif de ce voyage. Il s'agit pour le premier ministre de « présenter et bien faire comprendre » les mesures prises depuis un an, en particulier la libéralisation de l'économie, les privatisations et les dispositions concernant le marché financier et boursier parisien. Selon M. Bujon de l'Estang, les

changements en cours en France sont encore « mal mesurés » par la communauté économique américaine.

M. Chirac évoquera aussi les grands problèmes économiques internationaux devant le sommet des sept grands pays industrialisés de Venise, en juin. Il devrait s'entretenir de la dette du tiers-monde, des problèmes commerciaux CEE-Etats-Unis et des questions monétaires, notamment avec le secrétaire au Trésor James Baker. Le chef du gouvernement insistera au cours de ces entretiens, et spécialement au cours de rencontres avec des membres du Congrès, de l'« inquiétude » de Paris face à la montée du protectionnisme américain.

Enfin, M. Chirac compte souligner auprès de ses interlocuteurs l'importance qu'il attache à l'aide aux pays africains, en mettant l'accent sur le plan Guillaume, du nom du ministre de l'Agriculture, en faveur des pays de ce continent en proie à de graves difficultés alimentaires.

M. Bujon de l'Estang, qui a noté que les relations franco-américaines étaient « bonnes », a indiqué que « le premier ministre avait à plusieurs reprises, et encore dernièrement, parlé de ce voyage avec le président de la République ». Pour les Etats-Unis, a-t-il dit, la France est un allié pas comme les autres, où il existe un « consensus exceptionnel » en matière de défense, ce qui la rend tout à fait « unique sur la scène européenne » ; elle a une politique de défense que les changements de gouvernement ne modifient pas. « C'est une caractéristique fondamentale, bien comprise aux Etats-Unis, et que M. Chirac soulignera », a assuré M. Bujon de l'Estang.

Le dernier rendez-vous Chirac-Reagan remonte au sommet industriel de Tokyo en mai 1986.

● Rencontre informelle entre M^{me} Mitterrand et Kohl. — Le chancelier Kohl et M. Mitterrand devaient se rencontrer le samedi 28 mars au château de Chambord. Le but de cet entretien est d'harmoniser les positions des Européens, au moment où Américains et Soviétiques négocient un accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire du continent européen. M. Mitterrand avait déjà évoqué ce sujet avec M^{me} Thatcher, premier ministre britannique, le 23 mars, au château de Bénouville. M. Kohl avait également eu l'occasion de rencontrer M^{me} Thatcher, le même jour, à Bonn. L'entrevue entre M. Mitterrand et M. Kohl vient boucler ce triangle de réflexion. A l'Europe, on souligne qu'il est indispensable d'avoir sur la défense en Europe « un triangle Paris-Bonn-Londres le plus stable possible ».

● M. Mitterrand au Portugal en avril. — Le président de la République française doit effectuer une visite d'Etat au Portugal du 8 au 8 avril, a annoncé l'Elysée le vendredi 27 mars. M. Mitterrand avait fait un premier voyage officiel à Lisbonne en décembre 1981.

Le différend sur la mer Egée

Brusque montée de la tension entre Athènes et Ankara

(Suite de la première page.)

A l'origine de cette brusque tension : la décision turque d'envoyer un navire de prospection pétrolière, avec une forte escorte navale, dans une zone de la mer Egée revendiquée à la fois par Athènes et par Ankara, et qui est le constant prétexte à des incidents à répétition entre les deux pays.

Le *Sinik I* a quitté Istanbul jeudi et était mouillé samedi matin à Canakkale, dans les Dardanelles. En fin de matinée, on annonçait à Ankara qu'il avait appareillé et s'avançait vers la mer Egée. Cette expédition du *Sinik I*, que les Grecs considé-

rent comme une provocation (les zones que veut prospecter la Turquie se trouvent à 95 % sur le plateau continental grec, affirmation à Athènes), est présentée par Ankara comme une riposte à la décision prise la semaine dernière par la Grèce de procéder à des forages au large de l'île de Thasos, dans le nord de la mer Egée. Ce litige, qui porte sur la délimitation du plateau continental, est de nature juridique, mais il fait l'objet d'une exploitation politique de part et d'autre.

Le geste d'Ankara traduit une certaine exaspération du gouvernement turc. Ses efforts de dialogue en direction d'Athènes au sujet des différents contentieux qui opposent les deux pays se sont toujours heurtés à une fin de non-recevoir de la part des Grecs, qui ne veulent pas faire abstraction du principal sujet de conflit, à savoir l'occupation par l'armée turc depuis 1974 de la partie nord de Chypre. Mais ce qui irrite particulièrement les Turcs depuis quelques mois, et qui explique sans doute la fermeté avec laquelle Ankara a décidé cette fois de réagir, c'est l'obstruction que fait la Grèce dans la CEE, face à l'offensive déployée par Ankara pour resserrer ses liens avec la Communauté européenne, et même pour y entrer (on s'attend depuis plusieurs mois que la Turquie fasse officiellement acte de candidature à l'entrée dans la CEE).

Du côté grec, les escarmouches avec Ankara ont toujours eu une fonction de dérivatif : elles ont été utilisées à de nombreuses reprises dans le passé par M. Papandréou pour galvaniser l'opinion dans des moments où il avait à faire face à des difficultés de politique intérieure. La tension sociale qui s'était manifestée en Grèce il y a quelques semaines est quelque peu retombée, mais le premier ministre est aux prises avec un problème délicat : celui des bases américaines. M. Papandréou avait promis à une opinion assez largement anti-américaine la fermeture de ces bases, lorsqu'il est

arrivé au pouvoir en 1981. Il l'a à nouveau promise en 1984, en même temps qu'il signait avec les Américains un accord prolongeant leur statut jusqu'en 1988.

Les Américains, qui disposent de forts moyens de pression sur Athènes (en particulier parce qu'ils sont ceux qui financent son armée) ne l'ont cependant évidemment pas ainsi et M. Papandréou se trouvait donc dans la situation d'avoir à leur céder quelque chose, en dépit de ses promesses d'un démantèlement complet des bases en 1988.

Il a saisi au bond la balle que lui lançait la Turquie. Inviquant l'article 7 de l'accord sur le statut des bases qui prévoit que la Grèce peut « prendre toute mesure restrictive en vue de sauvegarder ses intérêts de sécurité nationale et vitale en cas d'urgence », M. Papandréou a demandé vendredi aux Etats-Unis de « suspendre les activités de la base américaine de Née Muri ». A l'issue

du conseil des ministres de vendredi, le chef du gouvernement grec a déclaré qu'il ne serait « pas possible » que son gouvernement négocie la présence en Grèce de la *Volx de l'Amérique*, ni ne discute de l'avenir des relations militaires entre la Grèce et les Etats-Unis « quand le feu vert est donné à la Turquie pour avancer vers l'abandon, qui comprend un immense danger pour la Turquie, la Grèce et les Balkans au moins ».

Le fait que le gouvernement grec n'ait pas décidé vendredi de se tourner vers le Conseil de sécurité de l'ONU ni vers ses partenaires de la CEE semble être aussi un signe qu'Athènes entend se servir de cette crise avec la Turquie pour aborder en position renforcée des négociations avec les Etats-Unis sur un tout autre sujet. L'élément nouveau, c'est que la Turquie, cette fois, ne semble pas vouloir se prêter passivement à ce jeu.

CLAIRE TRÉAN.

Les bases américaines en Grèce


3 500 militaires américains sont stationnés en Grèce, dans quatre grandes bases dont le statut est régi par un accord gréco-américain arrivé à expiration fin 1988 et dont le renouvellement est en cours de négociation.

Base navale située à l'est d'Athènes, Née Muri, dont le gouvernement réclame la fermeture est sans doute la plus secrète des bases américaines en Grèce et le Pentagone est réticent à communiquer des informations à son sujet. Selon les spécialistes américains, elle est utilisée pour des communications avec les bâtiments de la VI^e flotte ainsi que pour la surveillance de mouvements de navires et d'avions soviétiques.

Les trois autres bases américaines en Grèce sont Hellinikon (qui serait notamment utilisée par des avions-espions SR-71 Blackbird), Souda Bay et Héraklion (en Crète).

● Nouvelle défection d'un diplomate éthiopien. — M. Masfin Makonnen, premier secrétaire de l'ambassade d'Ethiopie en Tchécoslovaquie, a annoncé, le vendredi 27 mars, à Bonn, qu'il faisait défection, en raison de son désaccord avec la politique d'Addis-Abeba et des pressions de son ambassadeur pour qu'il adhère au Parti des travailleurs éthiopiens (PTE). « Le régime marxiste a perdu l'appui du peuple », a-t-il souligné. De son côté, l'ambassadeur d'Ethiopie au Japon, M. Abada Kabada, a quitté Tokyo vendredi, pour les Etats-Unis, après avoir annoncé qu'il avait obtenu l'asile politique. — (AFP).

Ecosse, 1 semaine dans un chalet : 1460



REPUBLIC TOURS

Prix par personne / base 4 personnes :
Bateau vers HULL + voiture personnelle + 7 nuits en chalet : 28 mars au 10 avril - 25 avril au 15 mai - 12 septembre au 31 octobre 87.

1, av. de la République 75011 Paris.
Tel. : 43.55.39.30
Telex : 210.956.

ITALIE : les surprises de la crise gouvernementale

La veuve de Togliatti chargée d'une « mission exploratoire »

ROME
de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire tourmentée des institutions de la République italienne, un membre du Parti communiste — une femme de surcroît — va peut-être jouer un rôle capital dans la solution d'une crise gouvernementale de jour en jour plus confuse : M^{me} Nilde Iotti, soixante-sept ans le 20 mai prochain, communiste depuis toujours, députée de l'âge de vingt-deux ans, présidente de la Chambre depuis 1979, compagne puis épouse en secondes noces du leader charismatique du PCI Palmiro Togliatti, a été chargée vendredi 27 mars en fin d'après-midi par le président de la République, le démocrate-chrétien Francesco Cossiga, d'une délicate « mission exploratoire ».

Le communiqué officiel du Quirinal en précise les limites : M^{me} Iotti devra « acquiescer par ses consultations des éléments de connaissance pour (...) proposer une solution à la crise et à la formation du gouvernement ». Dans l'immédiat du moins, il est donc exclu qu'elle puisse elle-même prendre la tête d'un gouvernement qui dirigerait le pays jusqu'à la fin naturelle de la législature, en juin 1988.

Les indications qu'elle fournira au chef de l'Etat, à l'issue d'une mission à laquelle aucune limite de temps n'a été imposée, seront cependant capitales pour définir la marche à suivre après l'échec du mandat qui avait été confié au démocrate-chrétien Giulio Andreotti. Si la dissolution du Parlement et les élections anticipées restent encore aujourd'hui la solution la plus probable, les formes qu'ils pren-

dront seront déterminées pour les lendemains électoraux.

C'est la huitième fois depuis 1946 que le chef de l'Etat recourt à une mission exploratoire pour résoudre une crise : cinq fois par le passé, il avait désigné le président du Sénat, deux fois seulement celui de la Chambre des députés.

Gracieuse et élégante, M^{me} Iotti a expliqué à sa sortie du Quirinal, devant des batteries de micros, le sens de sa démarche : « Le chef de l'Etat m'a chargée de vérifier la possibilité de former un nouveau gouvernement qui ait une majorité parlementaire et puisse permettre de poursuivre la législature. J'ai accepté ».

M^{me} Iotti a entamé dès ce samedi ses consultations, en commençant par le président du conseil sortant, le socialiste Bettino Craxi. Le choix de M^{me} Iotti relance évidemment l'attitude du congrès national que le Parti socialiste tiendra du 31 mars au 4 avril prochain à Rimini, sur l'Adriatique. Les décisions qu'il sera appelé à prendre seront déterminantes pour les fragiles équilibres politiques qui s'étaient instaurés au cours des dernières années.

L'irritation des socialistes

La démarche de M. Cossiga apparaît hautement symbolique, et pas seulement parce que son choix s'est porté sur une femme. Le Quirinal l'a commenté en soulignant que, « dans une situation politique extrêmement confuse », le chef de l'Etat avait choisi la « voie institutionnelle ». Le quotidien *Il Giornale* (conservateur) l'interprète cependant comme « un clin d'œil à

M. Alessandro Natta [secrétaire général du PCI] et une tentative de l'impliquer subrepticement dans une manœuvre de gouvernement qui, même si elle devait échouer, constituerait un précédent ». D'où la réaction irritée du secrétaire général adjoint du PSI, M. Claudio Martelli, qui voit en elle un coup bas porté par la démocratie chrétienne au « pontapartito », la coalition des cinq formations de centre gauche (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates, républicains et libéraux) qui ont soutenu pendant trois ans et demi le gouvernement de M. Craxi.

Tenu à l'écart des institutions depuis quarante ans, bien qu'il représente 30 % du corps électoral, le Parti communiste a lui-même pris acte de cette nomination avec « vive émotion ». Des commentateurs qui ont dû paraître saisis par M^{me} Iotti, dans sa liaison tumultueuse avec Togliatti — qu'elle épousa à Saint-Marin et avec qui elle adopta en 1950 la fille d'un ouvrier tué lors d'une manifestation chargée par la police — n'avaient pas, à l'époque, été bien acceptés par son propre parti.

Deux questions vont se poser à M^{me} Iotti : existe-t-il une majorité parlementaire pour approuver la tenue de cinq référendums (trois sur le nucléaire, deux sur la justice) prévus le 14 juin ? Le PCI comme le PSI veulent qu'ils aient lieu, la DC y est opposée. Est-il possible, comme le réclament les communistes, de constituer un gouvernement de « garantie », dirigé par une personnalité « neuve », pour mener la législature à son terme ? Quelle que soit la réponse de M^{me} Iotti au chef de l'Etat, le président prendra en lui-même valeur de symbole.

(Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

L'armée reprend du poids

Pékin. — L'armée semble et module, tel est le rôle de plus en plus important pris depuis les manifestations étudiantes par l'Armée populaire de libération (APL). C'est ce qu'a réaffirmé le vendredi 27 mars, lors de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, le général Yang Dazhi, chef d'état-major général et membre du bureau politique du Parti communiste chinois (PCC). « Exemple dans la manière des quatre principes fondamentaux de l'idéologie, le modèle dans l'édification des deux civilisations, matérielle et spirituelle, l'APL, version 1987, après dix années de purgatoire, donne à nouveau le ton.

En même temps, elle s'efforce de montrer qu'elle obéit toujours au parti et « soutient la réforme », même si elle s'est montrée réticente à certaines réformes, comme par exemple la réduction de ses effectifs d'un million d'hommes décidée unilatéralement en 1985 par Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général du PCC, ou la participation de plus en plus importante de l'APL dans des travaux de construction civile.

Selon le général Yang, la démobilisation d'un million d'hommes est pratiquement achevée. En même temps, l'APL a ouvert dix-sept aéroports et autant de ports au trafic civil, de même que quatre-vingt-deux lignes téléphoniques à longue distance, et participé à plus de quinze mille projets civils.

D'autre part, accueillant vendredi le président camerounais Biya, M. Deng Xiaoping a déclaré : « Nous devons avoir foi dans le marxisme et l'intégrer à la pratique chinoise. » M. Deng a ajouté qu'il existait trois critères pour juger d'un système politique : la stabilité politique, l'unité de la population et l'amélioration de son niveau de vie, et le développement continu de ses forces productives. C'est le message que les dirigeants chinois continuent de faire passer vers l'étranger, surpris sinon inquiet des récents remous politiques. — (Corresp.)

Espagne

Grève dans les transports et la santé publique

La journée du vendredi 27 mars, a été marquée en Espagne par une grève de 24 heures dans les chemins de fer nationaux (Renfe), suivie selon l'Union générale des travailleurs (UGT) proche des socialistes et les Commissions ouvrières (CCOO, proches des communistes) par 90 % des employés. Selon la direction,

l'incidence nationale de la grève a été de 40 à 50 %. Les transports aériens ont également été touchés : les deux centrales syndicales ont estimé à 95 % le nombre des grévistes. Les médecins de la santé publique en étaient à leur second jour de grève suivie à 95 % selon les grévistes, et à 70 % selon l'institut national de la santé.

Enfin, les universités ont connu leur dernier jour de grève contre la réforme des plans d'études, largement suivie, selon le comité organisateur (à 20 % selon le secrétariat aux universités). — (AFP.)

● Attentat meurtrier à Barcelone. — L'explosion d'une voiture piégée à Barcelone a fait, le vendredi 27 mars, un mort, un membre de la garde civile et dix-sept blessés (parmi lesquels cinq gardes civils) dont quatre grièvement. La bombe, qui a explosé vers 13 h 30, avait été placée dans une camionnette située à proximité d'une des jetées du port de Barcelone, à côté d'un poste de la garde civile. Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais tout porte à croire qu'il est l'œuvre de l'ETA militaire. Barcelone est devenu, en effet, l'une des cibles privilégiées, depuis la désignation de cette ville pour organiser les Jeux olympiques de 1992. — (Corresp.)

URSS

Manifestation de juifs candidats à l'émigration

Une trentaine de juifs soviétiques ont manifesté, le vendredi 27 mars à Moscou, pour obtenir le droit d'émigrer en Israël. La police n'est pas intervenue.

M. Iosif Begun, dissident libéré le mois dernier, a indiqué qu'il avait pu rencontrer, avec d'autres militants, M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, et M. Morris Abram, président de la Conférence nationale américaine sur les juifs soviétiques. Les deux hommes sont actuellement en URSS, pour négocier des vols directs à destination d'Israël pour les juifs désireux d'émigrer. M. Begun a également indiqué qu'il espérait que M^{me} Thuchter interviendrait en leur faveur, lors de ses entretiens avec M. Gorbatchev.

Par ailleurs, M. Vladimir Slepak, ancien membre du Groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki, a entamé vendredi une grève de la faim, ainsi que son épouse, pour protester contre le refus des autorités soviétiques de laisser le couple émigrer en Israël. Leur fils, M. Alexander Slepak, qui se trouve à Washington, a également entamé une grève de la faim de dix-sept jours, symbolisant les dix-sept années de refus de visas pour ses parents. — (AFP, Reuter.)

Israël

Mesures de clémence en faveur des chefs d'un réseau terroriste juif

Jérusalem. — Le président de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog, a accordé, le vendredi 27 mars, une remise de peine aux chefs du réseau terroriste juif condamné à la prison à vie pour avoir organisé et exécuté, de juin 1980 à mai 1984, une série d'attentats meurtriers contre des personnalités et des objectifs palestiniens en Cisjordanie occupée.

Le président a réduit à vingt-quatre ans les peines de M^{me} Menahem Libni, Shaul Nir et Ouzi Shabank, qui pourront désormais bénéficier, au même titre que les autres détenus israéliens de droit commun, d'un sursis de réduction de peine « pour bonne conduite », équivalant à un tiers de leur condamnation. Les trois détenus avaient été condamnés à la prison à vie pour « appartenance à un réseau terroriste » et pour avoir organisé et exécuté les attentats sanglants à l'explosif perpétrés en juin 1980 contre les trains palestiniens de Naplouse, Ramallah et El Birah. Ils avaient également organisé la fusillade de l'université islamique de Hébron, qui avait fait trois morts et plusieurs blessés, et préparé le dynamitage des mosquées d'Omar et d'Al Aqsa de Jérusalem pour « hâter », selon eux, « la venue des temps messianiques ».

A la suite du démantèlement du réseau en mai 1984, vingt-sept de ses membres avaient été arrêtés. Le vingt-huitième, en fuite aux Etats-Unis, a été récemment jugé et emprisonné. Sur les vingt-huit membres du réseau, sept seulement sont toujours en prison, les autres ayant bénéficié de remises de peine et de la clémence du pouvoir. M. Hagay Segal, l'un des terroristes juifs aujourd'hui en liberté, vient de publier en Israël un livre sur les activités du réseau, intitulé *O vous, mes chers frères, qui de l'avis des critiques, est plus une « apologie » de la violence qu'un « sinistre mea culpa »*. — (AFP.)

● Message du pape à Mgr Bini. — Dans un message adressé, le vendredi 27 mars, Mgr Paul Nguyễn Văn Bình, Jean-Paul II a encouragé l'archevêque de Ho-chi-Minh-Ville (ex-Saigon) à entraîner ses fidèles « dans la constance de la foi et la fidélité indéfectible à l'Eglise ». Le souverain pontife a souligné l'œuvre d'évangélisation de l'archevêque à l'occasion du 50^e anniversaire de son ordination sacerdotale. Mgr Bini, qui est âgé de soixante-dix-huit ans, effectue une visite privée en France.

YUGOSLAVIE : Les déséquilibres au sein de la Fédération

Vent de liberté sur la Slovénie...

Les Syndicats de Slovénie, la plus prospère des six Républiques yougoslaves, ont lancé vendredi 27 mars une mise en garde indiquant que les travailleurs pourraient « retirer leur confiance » aux dirigeants qui ont voté la loi sur le blocage des salaires.

LJUBLJANA
de notre envoyé spécial

« L'idée de geler les salaires est une idée idiote. Beaucoup de gens raisonnables vont dire que cette loi n'est pas bonne. » Qui parle ainsi ? Un « dissident », à tout le moins un opposant au régime yougoslave ? Non : Emil Milan Pintar, vice-ministre de la recherche du gouvernement de la République de Slovénie. « Les antisocialistes, ce sont ceux qui prennent l'argent des entreprises, c'est-à-dire la bureaucratie. » Qui parle ? Bojo Kovac, rédacteur en chef de Delo, le premier quotidien slovène, un organe officiel de la Ligue communiste.

« La démocratie chez nous sera véritable le jour où le droit de grève sera reconnu et le délit d'opinion éliminé. » Qui ? Anna J., une étudiante de vingt-sept ans, membre de la Ligue communiste.

Bref, un étonnant vent de liberté souffle en ce moment sur la Slovénie, la région la plus riche de Yougoslavie, et si personne, ou presque, ne parle de sécession, tout le monde, ou presque, exprime son « ras-le-bol » à l'égard d'un système politique, économique et social « dépassé ».

For de lance de ce mouvement, les étudiants de Ljubljana, la capitale. Objet de leur ferveur : la célébration de l'anniversaire de la naissance de Tito qui, chaque année depuis 1945, donne prétexte à un gigantesque « relais » à travers la Yougoslavie. Dépassé, démodé, ridicule, ont dit en substance les jeunes Slovènes. Ils n'ont pas été suivis : le « relais » aura lieu. Pour marquer leur désapprobation, tout en gardant leur sens de l'humour, les étudiants de Ljubljana ont apporté, place du Centre, un trou d'arbre de Noël de sapins de long et, au son d'un petit orchestre, se sont mis à le transformer en « témoin » pour le prochain anniversaire.

Personne n'a protesté sur le moment devant ce curieux happening où l'on allait jusqu'à faire signer des pétitions contre la manifestation. « C'était un peu une manière de marquer notre désapprobation, explique un des organisateurs, car tous nos arguments n'avaient pas été pris en compte. Alors nous avons décidé de traiter cela par la dérision. » Dérision aussi que d'organiser, pour le 25 mai, le jour même donc de la Fête de la jeunesse, un colloque sur l'homosexualité alors que dans des Républiques voisines cette pratique est condamnée par le code pénal comme « non naturelle ».

● LUXEMBOURG : signature de la convention Benelux de coopération militaire. — Le ministre de la défense luxembourgeoise a signé, le mercredi 25 mars, au Luxembourg, la convention militaire Benelux en présence des ministres de la défense belge et néerlandaise. Cette convention, qui lie depuis 1948 la Belgique et les Pays-Bas, vient d'être réactualisée et accueille désormais le troisième partenaire du Benelux. Elle vise à établir une coopération étroite entre les trois pays, notamment en ce qui concerne la formation des officiers, des sous-officiers et hommes de troupe ainsi que la standardisation des équipements. La Belgique et les Pays-Bas, confrontés jusqu'à présent à des problèmes budgétaires, espèrent ainsi augmenter l'efficacité de leur armée tout en réduisant les coûts. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : changements à la direction du PC. — M. Kocak, soixante-cinq ans, président du gouvernement tchèque, n'a pas été reconduit au présidium du PCT, à l'issue du plénum du comité central qui s'est achevé jeudi 19 mars. Il est remplacé par M. Ladislav Adamec, soixante ans, vice-président du gouvernement. M. Hanes, soixante-deux ans, vice-président de l'Assemblée fédérale et président de la Chambre des nations, a été « libéré de sa fonction de membre du comité central à sa propre demande », indique, d'autre part, l'agence CTK. M. Karol Hoffmann, soixante-deux ans, président des syndicats tchécoslovaques (ROH) et membre du présidium, a été, pour sa part, promu secrétaire du comité central. Enfin, M. Miroslav Zevacki, cinquante-trois ans, actuel ambassadeur de Tchécoslovaquie à Moscou, a été nommé membre du secrétariat du comité central et nommé à la direction des syndicats. — (AFP.)

naturelle ». Un compromis a été trouvé : le colloque se tiendra le 26 mai, mais, le bruit court que les autorités feront passer un test de détection du SIDA à tous les participants étrangers dès leur arrivée !

Et voilà que les jeunes Slovènes demandent maintenant la possibilité de faire un service militaire « civil » dans un pays où l'armée, discrète jusqu'à présent, reste la seule institution encore véritablement unitaire, omniprésente et... en réserve éventuelle « d'intervention », si l'on en croit les récents propos du premier ministre, M. Mikulic.

« Je pense que chaque société civile doit donner au citoyen le choix de la manière de défendre sa patrie. Il n'est pas nécessaire d'être en première ligne avec son fusil entre les mains. Il y a aussi beaucoup de choses à faire derrière, explique calmement Nicola G. Malc, ajoute-t-il, comment affirmer cela dans certaines régions de Yougoslavie où l'on dépense encore plusieurs mois de salaire pour fêter le départ des jeunes hommes au service militaire ? »

L'aide aux « sous-développés »

Bref, il ne faut pas pousser trop longtemps les Slovènes, même les plus bienveillants à l'égard des autres Républiques de la Fédération, pour admettre qu'ils sont, eux, de plain-pied dans le vingtième siècle alors que les régions du Sud ne sont pas loin du Moyen Age. Certes l'image qui circule partout en Yougoslavie du Slovène aussi riche que le Suisse et le Suédois est quelque peu exagérée. Il n'en reste pas moins que tous les chiffres montrent une très nette avance de la Slovénie sur les autres Républiques yougoslaves. Avec 9 % de la population, ne participe-t-elle pas pour près de 18 % à la production totale et pour près de 27 % aux exportations ? Si certaines grandes entreprises pilotes connaissent de sérieuses difficultés, un réseau de PME dynamiques exportent jusqu'à 60 % de leur production s'est mis en place et permet à la Slovénie, en plus d'un circuit de travail parallèle aussi vivace que dans l'ensemble du pays, de connaître un taux de chômage moins élevé... que celui de la Suisse.

Conséquence logique : le transfert de ressources vers les autres régions du pays, notamment celles du Sud. A écouter les dirigeants slovènes

parler des « sous-développés », « du gouffre » qu'ils représentent et de la nécessité de revoir totalement « les modalités de l'aide », on se croirait dans les enceintes de quelque club de pays riches discutant de la coopération avec le tiers-monde. « Nous voulons bien aider le reste du pays, mais à condition que cela serve à quelque chose », disent les Slovènes.

Pour le moment, nul n'est content : ni les donateurs ni les receveurs. Cette récrimination n'est pas nouvelle. Un dirigeant slovène ne disait-il pas à Tito que sa région « en avait assez de payer pour les dépenses du parti à Belgrade ». Il est vrai que ce dirigeant avait été limogé en moins d'une semaine à la suite de ce cri du cœur. Pourquoi une telle différence entre les régions ? « Une étude très sérieuse de l'UNESCO, répond un économiste, a montré que sur plus de dix nations étudiées seuls les Japonais et les Slovènes avaient une relation éthique au travail. Ailleurs, celui-ci est souvent considéré comme une punition. Nous, nous travaillons bien et de mieux en mieux. » Dans les congrès fédéraux, nous sommes toujours considérés comme des technocrates parce que nous parlons d'économie, affirme un autre responsable. Quand je pense qu'il y a aujourd'hui partout en Yougoslavie des écoles de management avec des professeurs occidentaux, alors que, avant, ce même management était considéré comme antisocialiste !

Jusqu'où iront les Slovènes ? Cette vague de liberté et de contestation — déjà contagieuse dans l'ensemble du pays, comme l'ont montré les récentes grèves, mais qui semble déferler ici avec une force décapante — sera-t-elle stoppée ? Nul ici ne peut répondre bien que tous semblent avoir « entendu » le récent avertissement du premier ministre. « Les Slovènes veulent aller plus vite que la musique, ils devraient se méfier », estime un intellectuel croate. « Si la démocratisation s'arrête, nous retomberons dans un système totalitaire, répond un poète slovène. Mais il est certain que nous devons faire des compromis pour éviter une intervention brutale. » En attendant, Ljubljana semble se réjouir dans la culture, comme pour se protéger d'éventuels coups de vent. N'est-elle pas la seule ville au monde où les concerts symphoniques attirent plus de spectateurs que les matches de football !

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Amériques

HAITI

Référendum sur la nouvelle Constitution

Port-au-Prince (AFP). — Près de trois millions d'électeurs haïtiens sont appelés à se prononcer sur le projet de nouvelle Constitution, le dimanche 29 mars. Ce référendum, qui aura aussi une valeur de test pour le Conseil national de gouvernement, au pouvoir depuis le départ de Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986, est la première grande consultation électorale depuis le changement de régime. Le scrutin se déroulera sans carte ni listes électorales, l'électeur se contentant de déclarer son identité et de tremper son index dans de l'encre indélébile pour décourager les fraudes.

Le nouveau texte de la Constitution, considéré comme l'un des plus libéraux de l'histoire du pays, prévoit l'élection pour cinq ans d'un président non immédiatement rééligible, qui ne pourra en aucun cas accomplir plus de deux mandats. Le premier ministre sera choisi par le chef de l'Etat au sein du parti majoritaire au Parlement. Le projet rétablit aussi le Sénat, supprimé par François Duvalier, officialisé la langue créole, sépare l'armée de la police, consacre le droit à la santé et à l'éducation, crée un institut de la réforme agraire, abolit la loi anticomuniste de 1969 et une loi antivaudois de 1935, en consacrant la liberté de religion. Un article stipule aussi que les « artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt-neuf dernières années » ne pourront briguer aucune fonction pendant les dix prochaines années.

L'Eglise catholique a appelé les Haïtiens à voter, en indiquant que la nouvelle Constitution est « une bonne garantie démocratique ». De même le Comité de liaison des forces démocratiques (opposition au CNG) a estimé qu'une victoire du

« non » cautionnerait le duvalisme. Seuls dix-sept petits partis et groupements d'opposition rasale au CNG se sont prononcés en faveur de l'abstention, ainsi que la Centrale autonome des travailleurs haïtiens.

ÉTATS-UNIS

Les « visites » de l'ambassade américaine à Moscou

Un sergent des « marines » (fusiliers marins américains) a permis à des agents soviétiques de pénétrer la nuit, en de « nombreuses occasions », dans l'ambassade des Etats-Unis à Moscou. Selon un acte d'accusation rendu public, le vendredi 27 mars, le sergent Clayton Lonetree, qui a été arrêté en décembre pour espionnage, est accusé d'avoir conspiré avec un autre « marine », le caporal Bracy, pour permettre à des espions soviétiques d'examiner des « zones sensibles » du bâtiment.

L'acte d'accusation précise que Lonetree a escorté les Soviétiques à l'intérieur du bureau de l'attaché militaire, du centre de communications et d'autres espaces sensibles (...) leur permettant d'examiner ces secteurs et les instruments, appareils, documents et écrits qu'ils contenaient.

Les visites des Soviétiques, qui duraient « entre une et quatre heures à chaque fois », se sont échelonnées de janvier à mars 1986.

Selon des sources au Pentagone, les deux hommes avaient des liaisons sentimentales avec deux femmes de nationalité soviétique. — (AFP.)

هناك امان الاصل

Afrique

**TUNISIE : après la rupture
des relations diplomatiques avec Téhéran**

Tunis annonce le démantèlement d'un « réseau khomeiniste »

TUNIS
de notre correspondant

Vingt-quatre heures après la décision de rompre ses relations diplomatiques avec Téhéran, le gouvernement tunisien a annoncé, le vendredi 27 mars, la découverte et le démantèlement d'un « réseau khomeiniste » tunisien, qui, agissant en étroite collaboration avec l'ambassade d'Iran à Tunis, se proposait de renverser le régime. Selon le porte-parole officiel, l'enquête menée ces dernières semaines a établi que le complot avait « pour objectif déclaré de mettre sur pied des moyens révolutionnaires sur le modèle iranien pour installer la lutte armée, un État théocratique et moudjahidines ».

C'est le Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui a été longtemps toléré par le pouvoir, bien que nombre de ses dirigeants et militants aient souvent été inquiétés, qui aurait constitué, pour l'essentiel, les effectifs de ce réseau, dont « les points d'ancrage » pour l'établissement d'un « climat pré-insurrectionnel » étaient l'Université et les mosquées.

Des précisions fournies après les interrogatoires des personnes arrêtées et les perquisitions opérées, on apprendrait surtout que ceux que l'on désigne désormais sous l'étiquette de « khomeinistes » avaient constitué une organisation parfaitement structurée et équipée. Celle-ci avait ses recruteurs intervenant principalement parmi les étudiants, les lycéens et les mouvements de jeunesse, ses propagandistes, vantant les mérites de la révolution iranienne et appelant à l'insurrection populaire islamique en Tunisie — des spécimens de tracts et de brochures ont été présentés à la presse —, ses collecteurs de fonds, qui s'adressaient par voie de l'achat d'armes, et ses cellules paramilitaires préparant des opérations de commando. Le réseau possédait du matériel d'imprimerie, des photocopies et avait même recours à l'informatique pour renforcer le secret de son action. C'est l'ambassade d'Iran à Tunis qui servait de « courroie de transmission » avec Téhéran, en même temps que de « centre actif de recrutement d'extrémistes de tous bords », précise-t-on de source officielle.

Une purge anti-islamique

Le gouvernement tunisien accuse la représentation diplomatique iranienne — dont le chargé d'affaires, M. Ahmed Khameni, est un ancien officier d'active du corps des pasdaran, — d'avoir diffusé non seulement des ouvrages subversifs, mais aussi des cassettes vidéo sur la prise du pouvoir en Iran, et d'autres, véritables manuels d'instruction pour le parfait émeutier, montrant comment on dresse une barricade, on incendie et on tient tête aux forces de l'ordre dans les manifestations. Les diplomates iraniens qui avaient se montrer généreux dans les aides financières qu'ils distribuaient, encourageaient aussi les étudiants à s'inscrire dans les universités iraniennes et s'efforçaient d'embaucher des Tunisiens en vue de les associer aux manifestations pro-iraniennes « qui se préparent » lors des pèlerinages à La Mecque. Les activités iraniennes, a dit encore le porte-parole, étaient aussi dirigées vers des Tunisiens vivants à l'étranger et formés pour la plupart à Qom. C'est le cas, a-t-il précisé, de Fouad Ali Salah, récemment arrêté en France pour détention d'armes et explosifs, connu pour son appartenance au Hezbollah et qui recevait un traitement mensuel de l'ambassade d'Iran à Paris en paiement de missions spéciales qu'il était chargé d'accomplir (2).

La dénonciation de cette « complot » avec l'étranger fera d'autant plus facilement accepter, tant au plan intérieur qu'extérieur, la grande purge en cours dans les milieux islamistes les plus actifs et qui trouvera son épilogue dans les prochaines semaines ou les prochains mois devant la justice.

Ce n'est certainement pas un hasard si le président Bourguiba a choisi ce moment pour envisager la création d'un Conseil supérieur islamique qui aura à « approfondir la réflexion sur tout ce qui serait de nature à renforcer l'islam dans le pays et à sauvegarder la saine orientation de la Tunisie loin de tout fanatisme et de tout laxisme ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Plusieurs hold-up dans des agences bancaires ou postales ont, en effet, eu lieu depuis environ un an. Mais un seul de leurs auteurs, condamné à mort et exécuté l'été dernier, s'est réclamé du Djihad islamique.

(2) Les services officiels ont reconnu, vendredi, que les cinq autres détenteurs de passeports tunisiens arrêtés dans la même affaire étaient effectivement des ressortissants tunisiens et également membres du Hezbollah.

(Suite de la première page.)

L'objectif affiché par les autorités tchadiennes — reconquérir maintenant Aouzou — sera particulièrement difficile à atteindre. Dans l'extrême nord-ouest du Tchad, soit dans les environs de Zouar, Bardai et Wour, la Libye a massé plusieurs milliers de soldats, qui vont être rejoints par ceux qui ont fui Faya-Largeau. Autant il peut être possible de conquérir des places fortes comme Fada, Ouadi-Doum et Faya-Largeau, par un déferlement de Toyota équipées de missiles antichars Milan et d'autonitraillesuses AML, autant une guerre d'embuscades comme celle qui se déroule dans le Tibesti risque d'être interminable.

Succession d'échecs

Les troupes libyennes vont vraisemblablement investir toutes leurs forces pour protéger les axes terrestres menant du Tibesti vers leur frontière sud, notamment la « passe de Korico » et les pistes partant du poste d'Aouzou vers le

La chute de Faya-Largeau La « reconquête » du Tchad

nord. Si, jusque-là, les troupes tchadiennes, plus mobiles et disposant d'une parfaite connaissance du relief tourmenté du Tibesti, ont réussi à anéantir les colonnes de chars libyennes par des attaques surprises, elles vont se trouver, à leur tour, très isolées de leurs bases arrière. Les forces libyennes dans le Tibesti, quant à elles, sont directement ravitaillées par les bases du sud de la Libye. Depuis quarante-huit heures, l'aviation libyenne pilonne les concentrations de soldats tchadiens dans le Tibesti, pour empêcher ceux-ci d'intervenir la jonction des colonnes libyennes remontant de Faya-Largeau avec celles qui occupent le nord-ouest du Tchad. La prudence, dans ces conditions, commanderait peut-être au président Hissène Habré de regrouper ses forces et d'installer un dispositif de défense efficace dans les bases nouvellement conquises, avant de se lancer à l'assaut d'Aouzou.

Le président tchadien ne peut, en effet, oublier, qu'en 1983 il avait dû fuir Faya-Largeau sous les bombardements de l'aviation

libyenne, faute d'avoir obtenu que Paris envoie ses avions Jaguar. Même si, aujourd'hui, il dispose de missiles anti-aériens, il n'est pas sûr que ses troupes puissent tenir très longtemps devant plusieurs vagues de bombardiers de Tripoli, et que la France leur accorde ce qu'elle avait refusé alors.

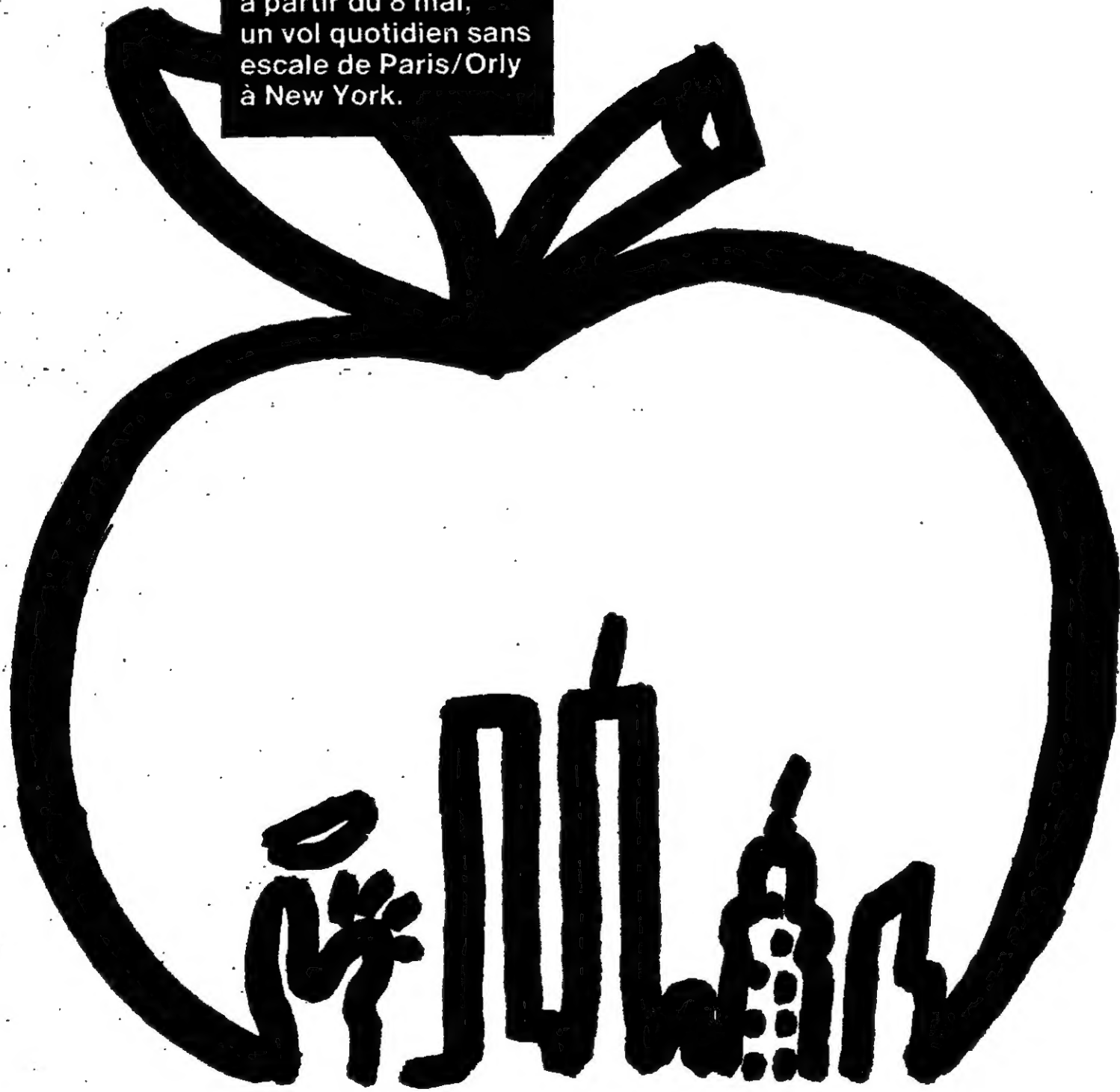
Cette victoire a été saluée comme « une défaite militaire et politique majeure » du colonel Kadhafi par le gouvernement américain. L'enthousiasme de Washington contraste avec le silence observé, ce samedi matin 28 mars, à Paris, par les autorités françaises. Les Américains n'ont pas une sérieuse remise en cause du pouvoir du chef de la Jamahiriya libyenne. « Nous ne sommes pas en position de spéculer pour le moment sur la façon dont le peuple libyen va juger ce coup porté à la politique de Kadhafi et à sa crédibilité », a indiqué le porte-parole du département d'État, M. Charles Rodman, tandis que le Washington Post souligne que le colonel Kadhafi « est peut-être en train

de perdre le contrôle de son gouvernement et de son appareil militaire » et que « les conditions sont plus mûres que jamais pour son départ forcé ».

C'est sans doute aller un peu vite en besogne, mais il est vrai que cette succession d'échecs libyens va sévèrement entacher le prestige du colonel Kadhafi dans son propre pays. Le président libyen n'a-t-il pas souvent laissé entendre que des « Arabes » ne pouvaient pas être vaincus par « une poignée de va-nu-pieds » africains ? Il est, d'autre part, évident que, depuis plusieurs mois, si ce n'est plusieurs années, la guerre du Tchad et les rêves de conquête du colonel Kadhafi étaient devenus fortement impopulaires au sein de l'armée libyenne. En témoigne sans aucun doute la relative facilité avec laquelle les troupes du président Hissène Habré ont pu reconquérir le nord du Tchad, ce qui n'aurait sans doute pas été possible si elles avaient eu affaire à une armée libyenne puissamment motivée et correctement encadrée.

LAURENT ZECCHIN.

American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai, American Airlines assure tous les jours un vol sans escale de Paris/Orly à New York*
Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal : vos formalités de douane et d'immigration seront ainsi faciles et rapides.
Vous pourrez bénéficier du réseau American Airlines : plus de 200 villes desservies aux U.S.A., Canada, Mexique et Caraïbes.

* Sous réserve d'approbation gouvernementale.

Réservations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.

American Airlines "The American Airline"
La Compagnie typiquement Américaine.

Après son audition par la brigade criminelle

M. Jean-Paul Mazurier est remis en liberté

M. Jean-Paul Mazurier a été remis en liberté dans la soirée du vendredi 27 mars. L'ancien avocat de Georges Ibrahim Abdallah, interpellé en Corse la veille, avait été placé en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, afin d'être entendu comme témoin dans le cours de l'information judiciaire ouverte sur les attentats de septembre dernier à Paris (*Le Monde* du 28 mars). Rien n'a filtré de ces interrogatoires menés sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien chargé de ces dossiers, M. Michel Legrand. Magistrat et policiers s'intéressent aux confidences qu'a pu faire le chef des FARL en Europe — avant et pendant la vague d'attentats — à M. Mazurier, qui, à cette époque, allait régulièrement lui rendre visite en prison.

Cette audition est aussi une façon de manifester quelque mauvaise humeur en direction de la DST qui manipulait l'avocat, dès 1984, alors que la brigade criminelle restait démunie d'informations sur les FARL. En février, au procès de Georges Ibrahim Abdallah, il avait déjà été souligné que le service de contre-espionnage n'avait transmis qu'en 1985 à la police judiciaire les informations très précises qu'il détenait, grâce au Mossad israélien, depuis 1982.

M. Mazurier avait donné sa démission du barreau de Paris après la parution du livre de Laurent Gally l'Agent noir (Robert Laffont) révélant son double jeu. Le conseil de l'ordre n'en continua pas moins l'enquête qu'il a confiée à M. Christian Charrière-Bourazel sur cette affaire qui n'est pas sans soulever

des problèmes déontologiques. M. Mazurier avait consciencieusement trahi celui qu'il était censé défendre. Ce dernier devrait être entendu par ses pairs début avril, mais, ayant donné sa démission de son propre chef, il n'est pas tenu de se rendre à cette convocation, pour laquelle il a cependant choisi un défenseur, M. François Gibeault.

« Services » occultes

M. Mazurier est également sous le coup d'une inculpation pour usage de stupéfiants, datant de l'été 1986. Il avait été arrêté alors qu'il sortait de chez un fournisseur avec un quart de gramme d'héroïne qui, selon lui, était destiné à une de ses amies. Son avocat dans cette affaire, M. Henri Leclerc, estime qu'un non-lieu pourrait intervenir rapidement et la justice ne craignait d'être accusée de remonter ainsi M. Mazurier pour ses « services » occultes. La drogue a joué un rôle dans l'histoire torturée de M. Mazurier qui, dans sa confession à Laurent Gally, fait allusion, à demi-mot, à sa consommation de divers « trucs », en l'occurrence alcool et cocaïne. La révélation publique de son double jeu semble aussi avoir été pour lui une tentative afin de sortir de cette déchéance.

E. P.

Un nouveau procureur général à Aix-en-Provence. — Par décret du président de la République paru au Journal officiel du 27 mars, M. Jean Brun, procureur général à Douai, a été nommé procureur général à Aix-en-Provence en remplacement de M. Georges Béjancin.

Un livre de Daniel Soulez Larivière

Les juges au trébuchet

Voici un livre intelligent, impertinent et lucide. Il explique pourquoi les Français ne font pas confiance à la justice, pourquoi ils doutent de l'honnêteté des juges d'instruction et de l'indépendance des magistrats. Les sondages rappellent à l'intelligence cette suspicion. Il faut analyser la magistrature et même la psychanalyser pour comprendre ce rejet. Voilà qui est fait, et donne à réfléchir.

Défenseur, entre autres, des faux époux Turange et auteur, il y a cinq ans, de la même édition, de l'Avocat, un essai sur la profession d'avocat, Daniel Soulez Larivière ausculte aujourd'hui la magistrature, dont il donne à penser qu'elle est un « petit métier assuré par des petites gens ».

Ce n'est pas très aimable, mais il n'y a pas que lui pour le dire. Il a recueilli les confidences d'Alain Peyrefitte, qui connaît bien son monde et lui a fait cette confidence : « Les magistrats sont plus prêts à la soumission et au zèle que ne le sont les fonctionnaires, dont la carrière dépend finalement moins du pouvoir que celle des magistrats ».

Daniel Soulez Larivière a l'art de faire parler les gardes des secrets. En outre, il a recueilli les confidences d'Alain Peyrefitte, qui connaît bien son monde et lui a fait cette confidence : « Les magistrats sont plus prêts à la soumission et au zèle que ne le sont les fonctionnaires, dont la carrière dépend finalement moins du pouvoir que celle des magistrats ».

Le modèle américain

Daniel Soulez Larivière ne cache pas son admiration pour quelques magistrats, ceux — un nombre infime — qui résistent sous l'Occupation et le payement de leur vie, et quelques autres, figures familières de la magistrature d'aujourd'hui, comme Simone Roche, Pierre Arpaillange, Robert Bouchery, Pierre Drel ou Louis Joinet.

Cette fermeté et ces hommages sont d'une autre étoffe, à ses yeux, que la magistrature profonde, conformiste, elle, trébuchant sur elle-même. D'où vient le mal ? Des travers d'une institution qui confie « les plus grandes responsabilités aux plus jeunes et aux plus inexpérimentés ». D'un système d'avancement qui privilégie la « patience », les « bonnes notes » et toujours l'amour de ses chefs.

Tant de doctes attendus de leur part et d'obstacles à leur poursuite déconcertent les plus dynamiques. « Le bon jeune

homme ou la belle jeune fille » qui a choisi la magistrature devra, en effet, attendre au moins sept ans, puis, comme un poilu de 1914, dans les tranchées de la justice ordinaire et quotidienne, avant de pouvoir espérer une promotion.

Daniel Soulez Larivière, qui connaît bien le système judiciaire américain, a, au contraire, raconté entre-Atlantique des magistrats respectés dont il ne viendrait à l'esprit de personne, à-bas, de soupçonner l'indépendance. « Pourquoi ? Pour une raison très simple : le juge américain n'est pas un fonctionnaire vivant sur le mythe despotique du service public napoléonien, mais un homme qui trouve ses racines dans la connaissance de son milieu pour un minimum d'activité politique. Le juge américain n'est pas élevé dans une serre comme le juge français, il ne devient magistrat qu'après une quinzaine ou une vingtaine d'années de pratique professionnelle au barreau, en réalisant pour un parti, en participant à la vie civique, associative, syndicale [...] En France, le juge n'a pour expérience que les bancs d'une école et les nécessités de l'avocement [...] Son expérience humaine et sociale est nulle ».

Le salut viendrait-il d'un décalage du système américain ? Daniel Soulez Larivière est trop perspicace pour juger cela possible. Les magistrats français ne veulent pas entendre parler de politique au sens d'instruction dans la cité. Elle les effraie. Ils vivent dans le siècle pour le plus part et, pour les autres, composent leur infirmité sociale en s'adonnant au syndicalisme, « entourent au silence qui leur est imposé ».

Pourtant, le syndicalisme, y compris le plus flamboyant, celui du Syndicat de la magistrature, dont Daniel Soulez Larivière retrace avec sympathie la naissance et se montre réservé quant à l'évolution, n'est pas la panacée. Il y voit plutôt, en psychanalyse de la magistrature, un « retour du refoulé » sans grande conséquence sur le réel.

La magistrature serait ainsi dans l'impasse s'il n'existait des solutions que Daniel Soulez Larivière n'est pas le premier à envisager mais qu'il rend convaincantes : ouvrir largement la magistrature aux autres professions, y compris pour les postes-cadres ; exiger des notations, cinq ans préalables d'expérience professionnelle dans le monde judiciaire, etc. Quel garde des secrets, aussi consciencieux des travers de la magistrature qu'Alain Peyrefitte ou Alain Chalandon, osera ?

BERTHANO LE GENDRE.

★ Les Juges dans la balance de Daniel Soulez Larivière. Éditions Ramsay, 344 pages, 125 F.

Les suites de l'arrestation à Paris d'un réseau pro-iranien

Une semaine après l'arrestation à Paris de huit personnes — six Tunisiens, deux Français, l'un d'origine libanaise, l'autre d'origine algérienne — accusées de constituer un réseau logistique lié à l'Iran, les autorités françaises semblent adopter une position en retrait, plus prudente qu'aux premiers jours de l'enquête. Cette attitude s'explique à la fois parce que la prise paraît embarrassante alors que le contentieux franco-iranien est toujours pendu et que des menaces de mort pèsent sur l'un des otages français détenus au Liban, Jean-Louis Normandin et, enfin, parce que, en l'état actuel de l'enquête, elle ne correspond

pas au profil de « superterroristes » dessiné par la DST.

Les autorités tunisiennes ont confirmé que six des inculpés sont bien de nationalité tunisienne et faisaient partie de mouvements intégristes islamiques proches de la révolution iranienne. Outre Moulajer, le principal personnage est l'un d'eux, Fouad Ali Saleh, qui se présente comme un étudiant en sciences religieuses, les autres inculpés semblant plutôt des comparses. Fouad Ali Saleh est connu dans les milieux intégristes des communautés maghrébines en France pour une activité politique ouverte dans les

cercles musulmans et les mosquées, peu conforme au portrait du terroriste clandestin. C'est cependant lui qui l'un des inculpés a mis en cause dans des confidences à la DST, affirmant qu'il lui avait confié avoir déjà participé à des attentats en France, sans autres précisions. Aucun lien concret, aucun élément matériel ne sont encore venus, confirmer ces dires et impliquer le réseau dans les attentats de 1986 à Paris. Si M. Robert Pandraud a maintenu, vendredi, que les huit personnes arrêtées « s'apparentaient à commettre des attentats », il est resté prudent sur ce dernier point : « J'espère pouvoir répondre clairement lorsque les enquêtes auront été complétées ».

Le Hezbollah dément tout lien avec M. Mohamed Moulajer et adresse une mise en garde à la France

Le Hezbollah a démenti, le vendredi 27 mars, tout lien avec M. Mohamed Moulajer, le ressortissant libanais inculpé jeudi à Paris avec sept autres terroristes présumés et présentés comme un des fondateurs de l'organisation intégriste pro-iranienne. Dans un communiqué distribué à Beyrouth-Ouest, le Hezbollah a aussi adressé à la France une mise en garde contre toute « intention agressive » envers les musulmans.

Dans son communiqué, le Hezbollah précise que Mohamed Moulajer, « fils d'un grand dignitaire religieux musulman, le cheikh Habib et Ibrahim, réside à Paris depuis bien avant l'invasion iranienne du Liban en 1982 », alors que le Hezbollah n'est né qu'en 1985, première fois, en 1982, après cette invasion. « Mohamed Moulajer n'a de relations ni de près ni de loin avec la fondation du Hezbollah », ajoute le communiqué.

Le Hezbollah met par ailleurs en garde les autorités françaises, qu'il accuse d'« intentions agressives à l'encontre des musulmans ». Il voit, dans « la volonté du pouvoir français de prendre des otages musulmans et d'impliquer le Hezbollah, une attitude provocatrice fondée sur des raisons injustifiées ». « Nous sommes attentifs à tout acte irrationnel qui pourrait porter atteinte à notre peuple à l'extérieur en cause et ses intérêts par les moyens appropriés », ajoute le communiqué, qui accuse « les médias occidentaux, réactionnaires et phalangistes » de « propager



Desin de PLANTU.

des informations mensongères qui tendent à impliquer le Hezbollah dans cette affaire ». Il dément avoir discuté du problème des otages « avec des responsables syriens ou iraniens », ou « transmis des conditions », ou encore « discuté » avec une partie quelconque de cette « question qui ne nous concerne pas ». « Les informations propagées par les médias phalangistes visent à toute évidence à provoquer un conflit entre le Hezbollah et les Syriens à Beyrouth-Ouest », conclut le communiqué.

D'autre part, un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a déclaré à Téhéran que la décision du gouvernement tunisien de rompre ses relations diplomatiques avec le Hezbollah et les Syriens « infligea » et « résulta de » « pressions de certaines grandes puissances, dans les intérêts contraires à la morale se trouvant menacés par le mouvement islamique du peuple tunisien ».

Un haut responsable iranien a déclaré par ailleurs que la libération de M. Mitterrand et les autres otages du Liban de l'archevêque de Canterbury, disparu depuis le 20 janvier, était liée aux efforts de l'Eglise

anglicane en faveur de la libération de quatre otages iraniens détenus par les phalangistes libanais depuis 1982. « Si le docteur Rancie est désireux de faire quelque chose à ce propos, nous pourrions certainement user de notre influence parmi les musulmans libanais pour libérer les otages du Liban », conclut-il.

A Washington, le gouvernement américain a réaffirmé vendredi son refus de tout « marché » à propos des otages au Liban, en dénonçant la tentative des rivaux pour faire porter à Israël et aux États-Unis la responsabilité de leur sort. « Une fois de plus, les rivaux essaient de faire endosser à d'autres la responsabilité de leurs actions », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, en faisant allusion à la diffusion par le Dihad islamique pour la libération de la Palestine d'une bande vidéo dans laquelle l'un des otages américains, M. Jesse Turner, fit un communiqué indiquant que l'un de ses codétenus, M. Allan Stein, était mourant et rejetant la responsabilité de sa mort sur les États-Unis et Israël. — (AFP).

M. Mitterrand et le terrorisme. — Intervenant en direct sur TF 1, à l'issue du Salon de l'étudiant qui venait d'inaugurer, M. François Mitterrand a déclaré, vendredi 27 mars, le problème du terrorisme et de « cette autre forme de terrorisme » que sont « le fanatisme, l'esprit de système, l'intolérance et le racisme ». « L'esprit démocratique, c'est s'appréhender et cela se vit », a-t-il poursuivi. Et après avoir évoqué le paysage actuel des démocraties européennes à la situation des années 30, le président de la République a conclu : « La démocratie est quand même en marche. Mais il faut courir à l'extérieur, car, même à l'intérieur de notre société française, vous voyez à tout moment apparaître comme des stigmates, des tentations d'un retour à ces intolérances. Il faut être très vigilant ».

Le procès des huiles fratricides en Espagne

Les « afectados » de Leganes

Le procès dit des « huiles fratricides » ouvre, lundi 30 mars, à Madrid. Trente-huit personnes, industrielles et chimistes surtout, seront au banc des accusés. Ce procès est l'aboutissement de la foehnroyante épidémie qui, en mai 1981, a tué près de quatre cents personnes en Espagne et intoxiqué plus de vingt mille consommateurs de cette huile.

MADRID de notre correspondant

« Ce que j'attends de ce procès ? Que justice soit faite, bien sûr. Mais quelle justice ? On peut se demander à mille ans de prison, ils ne comprendront jamais. Ils ne prendront jamais combien un homme peut souffrir lorsqu'il voit sa femme et ses enfants paralysés dans un lit, ou se tordant de douleur... »

Mmanuel a les larmes aux yeux. C'était il y a six ans déjà, certes, mais c'était hier. Il porte encore d'ailleurs sur tout le corps les stigmates du mal. Les marques de cette atrophie musculaire qui, aujourd'hui encore, tennaille les victimes de l'huile toxique. Parler représente pour lui un effort surhumain, malgré la plaque qu'on lui a mise dans la bouche pour soutenir les muscles de la mâchoire. Marcher constitue une gageure, descendre ou monter les escaliers un supplice.

Nous sommes à Leganes, une de ces tristes cités-dortoirs de la banlieue sud de Madrid, succédant de HLM entre les usines. Ce fut l'une des villes les plus touchées par cette traînée d'huile fratricide qui se répandit aux alentours de la capitale espagnole, intoxiquant plus de vingt mille personnes et faisant près de quatre cents morts. Mais Leganes, citée ouvrière depuis longtemps habitée aux lentes syndicales, créa dès décembre 1981 son Association de

Afectados, qui n'a cessé depuis de batailler pour exiger justice.

Elle compte aujourd'hui plus de sept mille membres. Mmanuel est l'un d'eux. Sa famille tout entière fut victime de l'huile assassine. « Au début, c'était comme d'étranges démangeaisons, qui se sont rapidement transformées en douleurs, rappelle-t-il. Et en même temps, la perte de poids : vingt-huit kilos en moins d'un mois ».

Mmanuel, sa femme et ses deux enfants se retrouvent prisonniers sur un lit d'hôpital. « Tous les muscles étaient paralysés au début, même ceux des intestins. Le simple contact des draps de lit constituait un supplice. Puis, au prix d'un grand effort, j'ai pu commencer à remuer un petit peu les articulations. On m'a mis dans une chaise roulante. Je me suis traité en m'accrochant au lit, aux murs, en tombant par terre, comme un enfant qui apprend à marcher, jusqu'à ce que j'arrive enfin un jour à me mettre debout. C'était un moment extraordinaire : j'avais l'impression de ressusciter ».

Le mal des familles

Le président de l'Association, M. Arcadio Fernandez, a appris en quelques mois, sur le tas, à traiter d'égal à égal avec les hauts responsables de l'administration, les médecins ou les avocats. Lui aussi porte les marques indélébiles de la tragédie : son torse nuissait contrasté avec ses membres déformés et grêles et émaciés.

« Vous comprenez, nous avons vécu durant des années dans une atmosphère de panique, et il n'est pas facile d'en sortir, explique-t-il. Aujourd'hui encore, ce qui nous tennaille, c'est l'incertitude : nous ne savons rien du résultat des recherches sur l'intoxication. Au début, nous pensions que nous allions tous en mourir. Les voisins croyaient que

le mal était contagieux, et nous fuyaient comme des pestiférés. Nous avions l'impression que les traitements nous étaient administrés au hasard, sans trop savoir à quoi ils servaient. Puis nous avons commencé la rééducation, mais elle semblait servir tout juste à ne pas engourdir. Les parlementaires sont partis en vacances en août comme si de rien n'était, et il a fallu attendre septembre avant qu'ils n'adoptent un plan d'aides global ».

Un plan d'aides qui reste à son avis bien insuffisant. « Deux cent cinquante-huit personnes seulement se sont vu reconnaître l'invalidité permanente du fait de l'intoxication, souligne-t-il. Et les autres ? Beaucoup d'entre nous, à Leganes, ont été licenciés. Et avec le chômage que connaît l'Espagne, comment voulez-vous que nous trouvions du travail lorsque nous nous présentons dans une usine avec nos infirmités ? Sans parler du problème des enfants. Nous avons fait une enquête à Leganes : 35% des élèves dont la famille a été affectée par l'intoxication accumulent depuis des années des échecs scolaires ».

« L'huile toxique a laissé une autre séquelle : elle a détruit des dizaines de familles, poursuit Arcadio. Surtout lorsque la femme était atteinte. Le mari rentrait chez lui, après une journée épuisante, et trouvait sa femme prostrée dans le lit, la maison en désordre, les enfants délaissés qui brailaient. Au début, il l'acceptait, mais après cela devenait plus fort que lui, il ne cherchait plus à comprendre, il engueulait sa femme, tout en sachant que c'était injuste. Et puis un jour, il partait... »

Arcadio nous regarde bien en face : « C'est inhumain, non, de partir ? C'est vrai, mais dites-vous bien que ce n'est pas moi qui les condamnerai. Car pour comprendre, il faut l'avoir vécu. Il faut avoir été là pour savoir combien vivre cela, c'était aussi inhumain ».

THÉRRY MALINIAK.

Selon M. Le Pen

« La population immigrée, un vivier du terrorisme »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a publié, vendredi 27 mars, un communiqué dans lequel il félicite les policiers de l'arrestation de huit terroristes.

« L'arrestation de huit terroristes — dont six ressortissants tunisiens et une Algérienne devenue française par mariage — montre à l'évidence, déclare M. Le Pen, comme je l'ai souvent affirmé, que la population immigrée constitue un vivier du terrorisme et qu'elle représente donc un réel danger pour l'indépendance de la France et de la sécurité des Français ».

« Comme tous les Français, je félicite les policiers, a ajouté M. Le Pen, mais, dans le même temps, je prie le premier ministre en exercice de mesurer les conséquences de ses recules sur la question de l'immigration et l'invite les Français à s'associer nombreux à la campagne de mobilisation, lancée par le Front national pour adiger un vrai code de la nationalité ».

De plus, à Grenoble, M. Le Pen a affirmé, vendredi soir, au cours d'un dîner-débat, que le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua tenait « le discours du Front national ». M. Le Pen a ajouté : « M. Pasqua, en réaffirmant son approbation des mesures de censure, est une digne qui empêche le glissement d'une partie de l'électorat RPR vers le Front national ».

Éducation

L'Europe des universités

M. Mitterrand

« milite pour Erasmus »

« Les jeunes sont de véritables moteurs de l'Europe à venir. Ils perçoivent mieux que la génération précédente la nécessité de l'Europe. » Partant de ce constat, M. François Mitterrand s'est livré, en direct sur TF 1, lors de l'inauguration du Salon de l'étudiant, à un plaidoyer en faveur du projet Erasmus, proposé il y a un an par la Commission des Communautés européennes, et qui n'a toujours pas été adopté par le conseil des ministres de la CEE. Ce projet ambitieux prévoit de faire en sorte que, à partir de 1992, 10 % au moins des dix millions d'étudiants européens effectuent une partie de leurs études dans un autre Etat membre.

« L'ensemble des pays de la Communauté, ou presque, entraînent les pieds sur ce projet, a expliqué le président de la République. Mais il faut qu'il sorte, ce fameux projet Erasmus, et qu'on cesse de tergiverser sur les millions qui lui sont nécessaires. La plupart des pays retardent le moment où leur jeunesse vivra européenne alors qu'il faut ouvrir tout grand les portes de l'avenir. Je milite pour cela. »

Le projet Erasmus est en panne depuis maintenant un an. Examiné une première fois en mai 1985, son coût (175 millions d'ECU) avait été jugé trop lourd par les ministres de l'éducation des Douze. Lors d'une seconde réunion, en novembre dernier, le projet a été à nouveau jugé trop coûteux par plusieurs Etats dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Mais la Commission des Communautés ne désarme pas puisqu'elle l'a remis à l'ordre du jour de la prochaine réunion des ministres de l'éducation des Douze, le 14 mai.

EQUIPEMENT

Le projet de l'A12 dans la vallée de Chevreuse

Le vallon bétonné

Parmi les 220 kilomètres d'autoroute prévus dans le programme de relance gouvernementale figure un tronçon de 8 kilomètres fortement contesté en vallée de Chevreuse. Le conseil général des Yvelines, réuni vendredi 27 mars, a demandé une nouvelle étude du projet.

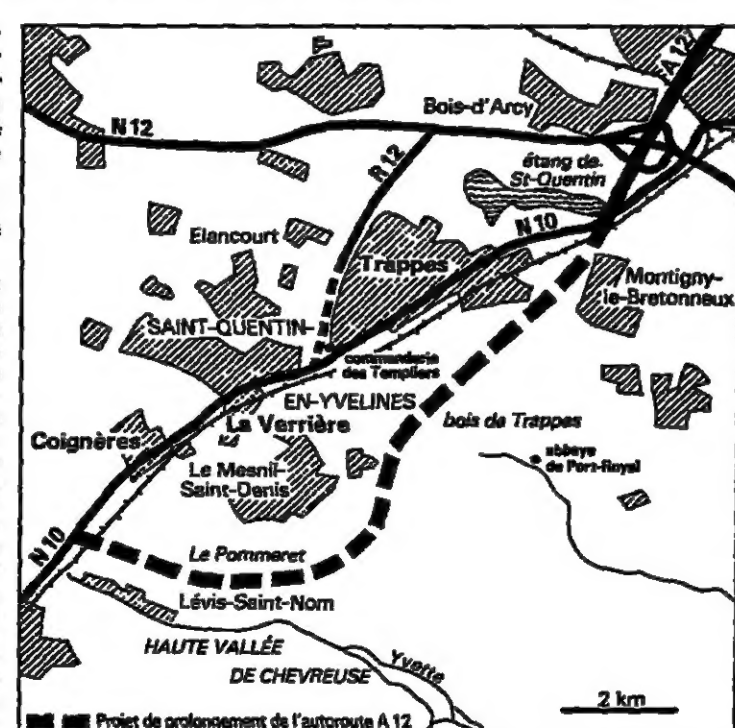
La haute vallée de Chevreuse est en ébullition. Voici en effet que resurgit le projet de prolongement de l'autoroute A12, conçu à l'origine (en 1965) pour contourner la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et accueillir le trafic de transit entre l'Ouest parisien et Chartres. Actuellement, la circulation se concentre sur la nationale 10, qui coupe en deux les agglomérations de Trappes, La Verrière et Coignères. Non seulement le bruit de cette route à deux fois deux voies empêche l'existence des rivières, mais elle est devenue aux heures de pointe le cauchemar de milliers d'automobilistes. Un goulet d'étranglement que ne soulagent ni l'autoroute A10 reliant directement Paris à Chartres par le sud, ni la nationale 12 en cours de mise à deux fois deux voies vers Dreux.

A travers

D'où la relance du vieux projet de « tracé sud », dont les terrains d'emprise sont gelés depuis l'origine. Ce nouveau tronçon A12 traverserait Montigny-Le Bretonneux — où des lotissements continuent à se construire au bord de l'emprise en friche —, avalerait la lisière du bois de Trappes — forêt domaniale qui sert d'écran vert à l'abbaye de Port-Royal —, traverserait le plateau du Mesnil-Saint-Deuis, à un jet de pierre de son superbe château-mairie tout juste restauré, et franchirait pour finir le délicieux vallon de Pommeret, au moyen d'un viaduc culminant à 40 mètres au-dessus des sources de l'Yvette. Au total, un ruban de bitume et de béton de huit kilomètres taillant à bêtise dans une nature encore préservée aux portes de la ville nouvelle.

« Une erreur monumentale », affirment en chœur Philippe Saint-Marc, président du comité de sauvegarde de la haute vallée de Chevreuse (fondé en 1975) et Dominique Julien-Labryère, président de l'Union des amis du parc. C'est que, depuis 1985, existe un parc naturel régional qui regroupe dix-neuf communes de la vallée de Chevreuse, dont précisément Le Mesnil-Saint-Deuis et Lévis-Saint-Nom.

« Nous n'avons pas bataillé pendant vingt ans pour voir aujourd'hui une autoroute traverser le parc », ajoute M. Saint-Marc.



Projet de prolongement de l'autoroute A12

D'autres font valoir que la situation a complètement changé depuis la conception du tracé. D'abord, la ville nouvelle ne compte que 140 000 habitants et non 500 000 comme il était prévu. Il existe aussi une bretelle autoroutière (R12) entre la N12 et la N10 qui devrait permettre de contourner Trappes par le nord. Mais elle est interrompue à la hauteur d'Elancourt. Il ne manque plus que quelques centaines de mètres de bitume pour faire la jonction avec la N10.

Les adversaires du tracé sud font enfin valoir que, selon les propres chiffres de la direction départementale de l'équipement, la charge de la N10 varie de 70 000 véhicules par jour à l'entrée de Trappes à moins de 40 000 à la sortie de Coignères, ce qui signifie que la moitié du trafic se disperse dans l'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. « Est-il raisonnable de construire une autoroute pour décongestionner une circulation essentiellement locale », demande M. Robert Dolozny, le maire de Choisel.

Des communes coupées en deux

Le maire de Montigny-Le Bretonneux, M. Nicolas About, estime qu'il est plus urgent de décongestionner l'A12 existante en mettant à deux fois deux voies le tronçon Rocquencourt-Bois-d'Arcy, puis d'aménager la N10 en supprimant les feux tricolores et en créant des passages transversaux (accrions ou souterrains). Tel n'est pas l'avis des communes traversées par cette redoutable

Communication

La privatisation de TF 1

Le bras de fer de M. Bouygues

M. François Bouygues a annoncé, le vendredi 27 mars, qu'il avait conclu avec le président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), M. Gabriel de Broglie, une « trêve » dans la polémique les opposant sur la reprise de TF 1. Le PDG du numéro un mondial

des bâtiments-travaux publics a souligné que celle-ci durera jusqu'au 3 avril, date à laquelle son groupe et Hachette présenteront, devant la CNCL, en séance publique, leur projet d'exploitation de la Une. La décision finale est attendue entre le 8 et le 10 avril.

M. Bouygues semble décidé à aller jusqu'au bout du bras de fer qui l'oppose à Hachette, à la CNCL et au gouvernement. Certes, la Commission des opérations de bourse vient de lui rappeler qu'il n'était pas à l'abri de toutes représailles, en constatant au parquet les irrégularités de l'OPA sur Spie-Batignolles (le Monde du 27 mars). Mais le leader mondial des travaux publics se soucie comme d'une gaine d'une éventuelle condamnation qui ne lui coûterait qu'une amende de 120 000 F. Tout en reconnaissant la négligence de son groupe en la matière, il est vrai d'ailleurs qu'il y a eu « dramatisation médiatique ».

Certes, encore, la CNCL vient d'ignorer son recours gracieux, relevant sa contestation juridique au simple rang d'élément d'appréciation dans la décision finale. Mais les trois « sages » n'ont pas répondu sur le fond à ses arguments, et M. Bouygues en conclut que son dossier est « en béton ».

« Hachette ne peut plus gagner, dit-on dans son entourage, nous sommes désormais les seuls candidats solides à la reprise de TF 1. »

Cette belle assurance cache une hésitation tactique. Faut-il franchir un pas de plus dans l'escalade juridique, demander au tribunal administratif de se prononcer en référé sur les irrégularités de la candidature d'Hachette ? La procédure risquerait de « geler » momentanément la privatisation de TF 1, ce qui ne manquerait pas d'irriter les membres de la CNCL et le gouvernement. Faut-il, au contraire, comme le veut M. de Broglie, poursuivre la compétition jusqu'à son terme,

est-ce maintenant la pression ? Les partisans de M. Bouygues, notamment les Editions Mondiales, semblent préférer cette seconde solution. Si M. Bouygues décide de jouer le jeu et d'attendre la décision finale de la CNCL, il garde néanmoins une arme redoutable : le recours en Conseil d'Etat contre une éventuelle attribution de TF 1 à Hachette. Une menace qui peut peser sur le choix des « sages » ou servir de monnaie d'échange dans d'autres négociations avec les pouvoirs publics. Car le numéro un du bâtiment ne s'intéresse pas qu'à TF 1. Sa volonté de se diversifier dans la communication l'a conduit à étudier d'autres affaires : la privatisation d'Elèves, par exemple, qui contrôle Canal Plus et une partie du marché publicitaire ; celle de la Société française de production, qui pourrait devenir une télévision européenne par satellite, projet que M. Bouygues carresse avec son allié britannique, M. Robert Maxwell.

En-dehors de l'audiovisuel, M. Bouygues, fort d'une capacité d'investissement de 5 milliards de francs, veut aussi prendre pied sur le marché des télécommunications. Il a tenté il y a un an d'exploiter des réseaux câblés mais y a renoncé au vu de l'avance prise par ses principaux concurrents. Le voilà maintenant candidat à la reprise du groupe CGCT. Une candidature qui le met au groupe suédois Ericsson et à Matra, la firme de M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette.

La polémique spectaculaire menée autour de TF 1 n'empêche nullement les deux hommes de continuer à tisser de fructueuses alliances. En échange

de sa participation au capital de la CGCT, le groupe Bouygues deviendrait l'opérateur du système de radiotéléphone développé par Matra et Ericsson. Un marché potentiel de 10 milliards de francs par an sur lequel Bouygues est prêt à investir 1,7 milliard de francs sur cinq ans. Au sein du groupe, nombreux sont ceux qui jugent cette opération bien plus rentable que la reprise de TF 1.

La candidature de Matra, Bouygues et Ericsson doit faire face à de redoutables concurrents, l'américain ATT et l'allemand Siemens. La décision appartient au premier ministre, M. Jacques Chirac, qui suit de près aussi la privatisation de TF 1.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Canal Plus et la fraude

Saisie de décodeurs pirates

A quelques jours d'intervalle, la gendarmerie et les services douaniers français ont pratiqué deux saisies de décodeurs pirates servant à décrypter la chaîne à péage Canal Plus. La première a eu lieu à Lyon, mardi 17 mars, dans les locaux d'une société de composants électroniques, la seconde jeudi 19 mars, au poste-frontière de Ferney-Voltaire (Ain) limitrophe avec le canton de Genève.

A Lyon, l'action des gendarmes a permis de démanteler un trafic fonctionnant depuis un an. Environ deux cents de ces décodeurs ont ainsi été saisis et envoyés dans la région lyonnaise à un prix variant de 1 800 F à 2 500 F, soit quatre à cinq fois et demi plus élevé que le montant de la caution (450 F) exigée pour obtenir légalement l'appareil. Mais, avec ce décodeur pirate, les usagers pouvaient recevoir Canal Plus sans payer l'abonnement annuel de 150 F. Le gérant de la société lyonnaise, où plusieurs appareils en cours de fabrication ont été saisis, a été placé en garde à vue pendant trente-six heures.

Les décodeurs saisis à Ferney-Voltaire par les douaniers français — qui refusent d'en donner le nombre exact — devaient, selon le code des douanes, être détruits. Les contrevenants sont passibles d'une amende représentant de une à trois fois la valeur de l'appareil. Celui-ci est en effet vendu dans quatre magasins de Genève au prix de 150 F. Les saisies (environ 3 000 F chacune).

Dès l'annonce de cette vente, Canal Plus avait attaqué en justice la société de commercialisation et demandé l'arrêt provisoire de ce commerce. Mais la chaîne a été déboutée la semaine dernière par les tribunaux de Lausanne et de Genève en attendant le jugement sur le fond, qui devrait intervenir d'ici un mois (le Monde du 13 mars). La direction de Canal Plus estime que la vente en Suisse de décodeurs pirates « est une évidence maladroite ».

A. R.

Un accord pour M 6

Le prix des clips

La guerre des clips n'aura pas lieu. La chaîne M 6 a signé le jeudi 28 mars, un contrat d'un an avec deux sociétés civiles de productions phonographiques, la SCLP, d'une part, et la SCLPF, d'autre part. Au départ, les positions étaient pourtant fort divergentes et la chaîne chaîne a même craint, un temps, que les producteurs de clips ne décrètent un boycott à son égard (le Monde des 1^{er} et 2^{es} mars). Le différend tenait à la nature même de la nouvelle chaîne : ni tout à fait musicale, ni tout à fait généraliste. Allait-elle se voir appliquer les conditions financières consenties à la défunte TV 8 par les producteurs ?

La solution retenue concilie les deux logiques : plus le système chaîne sera musicale et diffusera de clips, et moins les droits qui

lui seront facturés seront élevés. C'est ainsi que jusqu'à cinq cents clips diffusés par mois, la chaîne devra verser 3 000 F par passage à l'antenne, alors que par paliers successifs, au-delà de mille deux cents clips, elle bénéficiera du tarif consenti à TV 8 : 850 F.

L'arrangement satisfait tout le monde. M 6, qui prévoit de diffuser plus de mille deux cents clips par mois, pourra le faire grâce à ce tarif incitatif. Tandis que les producteurs continueront à bénéficier d'une mainmise importante. Sur les 17 millions de francs de droits perçus l'an dernier par la SCLP, 12 millions provenaient de TV 8. La nouvelle chaîne devrait leur verser une somme équivalente cette année.

P.-A. G.

A propos d'un article du « Nouvel Observateur »

Deux jugements

« Bastia : oubliés Polaire » : cet article de François Caviglioli, publié sous le pseudonyme de Patrick Lortot dans le Nouvel Observateur du 5 septembre 1986, vient de faire l'objet de deux décisions judiciaires. L'article évoquait les agissements dans la région bastiaise de la Brice de mer, une bande de truands corse : contrôles d'établissements, hold-up, racket et meurtres.

Le dernier jugement en date a été prononcé à Paris, le mercredi 24 mars. La première chambre civile du tribunal de grande instance, sous la présidence de M. Jean-Michel Guib, a débouté de son action en diffamation, M. Alexandre Roudy, gérant d'une boîte de nuit, le Challenge, à l'île Rousse (Haute-Corse). Un autre jugement vient le même article avait été rendu à Bastia, le mardi

10 mars, par le tribunal de grande instance, sous la présidence de M. Michel Zavarro : M. Claude Perdriel, directeur du Nouvel Observateur, et François Caviglioli, avaient été condamnés à quatre amendes de 80 000 chacune (1).

Les plaignants étaient le conseil de l'ordre des avocats de Haute-Corse et deux avocats, M^{rs} Raffalli et Jean-Louis Sautel, dont les noms s'étaient pas cités dans l'article incriminé et qui avaient obtenu un franc de dommages-intérêts.

Les motifs retenus par le tribunal étaient la diffamation envers un particulier et « la mémoire des morts », et, pour le conseil de l'ordre, la « diffamation ».

(1) Le maximum selon l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881.

Grève au groupe Midi libre

Trois quotidiens régionaux (Midi libre, Centre presse et l'Indépendant de Perpignan) appartenant au groupe de presse qui dirige M. Maurice Bujon, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale, n'ont pas paru samedi 28 mars, à la suite d'un mouvement de grève contre des menaces de licenciements.

Le Midi libre, dont le siège est à Montpellier, a en effet décidé de fermer son agence de Perpignan, après le rachat, en décembre dernier, du quotidien l'Indépendant. Neuf personnes ont déjà été licenciées, et d'autres licenciements sont annoncés.

Trois majoritairement suivies, cette grève a privé, samedi, plus de 500 000 lecteurs de leurs quotidiens régionaux.

La direction du groupe n'a par ailleurs toujours pas répondu à la demande de l'inter-syndicale des trois titres d'organiser une « table ronde » sur l'élaboration d'un plan de restructuration au sein des différentes entreprises. — (Corresp.)

La diffusion du « Monde » en bonne progression en 1986

La vente au numéro du « Monde » en France a augmenté de 10,24 % en 1986 : la diffusion totale du journal (ventes à l'étranger et abonnements inclus) a progressé de 6,04 % par rapport à 1985 s'élevant à 383 683 exemplaires par jour, en moyenne annuelle.

Tels sont les principaux résultats du contrôle de la diffusion du « Monde » pour l'année 1986 effectué le 27 mars par l'OJD (Office de justification de la diffusion) sous l'autorité de MM. Meyer et Perceval, respectivement directeur et sous-directeur de l'OJD, et en présence des commissaires MM. Brochand, président d'Eurocom, Charmet, président de Publ-Média-Service et président du CESP (Centre d'études des supports de publicité) et de M. Causse, président de l'OJD.

EN BREF

• NRJ introduite sur le second marché boursier fin 1987. — Le groupe NRJ, fondé il y a cinq ans par M. Jean-Paul Beaudouin, sera introduit sur le second marché boursier fin 1987. La société (230 salariés) a réalisé lors de son dernier exercice un chiffre d'affaires de 120 millions de francs, un bénéfice net de 18 millions et s'est transformé, selon son fondateur, en un « véritable groupe de communication ». La station parisienne est aujourd'hui reliée à quarante-cinq radios en province par le satellite Télécom 1, possède l'un des premiers services téléphoniques français et pratique une politique de « droits dérivés ». M. Beaudouin prévoit également le lancement du journal

NRJ-Magazine début 1988 et, « pour que l'expérience TV 6 ne reste pas sans suite », le développement de la production de programmes télévisés.

• René Tardion, nouvel éditeur-propriétaire économique sur Europe 1. — René Tardion assure dès lundi 30 mars, la chronique économique du matin (à 7 h 55) sur Europe 1. Il remplace Jean Boissonnat, qui n'assurera plus qu'une collaboration dans les grandes éditions des journaux du matin (le Monde du 28 mars). René Tardion présente depuis deux ans sur Europe 1 des émissions régulières sur l'économie et les finances, notamment le rendez-vous « Top & Wall Street ».

• Murs. Murs est à nouveau en ligne. — Le mensuel Murs, « le journal des villes », est à nouveau en vente après trois mois d'arrêt de parution. Cette interruption était due à une diffusion et à des recettes publicitaires insuffisantes. De format tabloïd, dotée d'une maquette délicate, cette nouvelle formule a été tirée à 15 000 exemplaires et est vendue 15 francs (au lieu de 20 F auparavant). Le capital de l'hebdomadaire est détenu principalement par trois de ses collaborateurs, qui ont constitué une SARL. Le rédacteur en chef de Murs, Murs est Stéphane Bugat, qui lance sa première formule avant de rejoindre le Matin de Paris dont il démissionne l'an dernier.

ALLAN BLOOM

L'AME DÉSARMÉE

Essai sur le déclin de la culture générale

Préface de Saul Bellow

Voilà des années que je n'ai lu un essai qui touche aussi droit au cœur de tous nos maux de modernes. Il faut remonter jusqu'à Nietzsche pour retrouver cette ironie, ce feu de la pensée.

MARC FIMARKOL "L'EXPRESSION"

هذه ايام الامم

CINÉMA

«Le Lendemain du crime», de Sidney Lumet

Trou de mémoire

Une histoire de trou de mémoire et un film vite oublié. Mais Jane Fonda, en alcoolique, surprend.

Souvent, lorsqu'on part en voyage, on s'achète un polar à la gare. Un peu au hasard. Parce qu'on connaît le nom du type qui l'a écrit et que sur la couverture il y a une fille en maillot de bain. Souvent, après l'avoir lu, on est déçu. On laisse le bouquin sur la banquette à l'arrivée. Et malgré le type, et malgré la fille, le polar, on l'a déjà oublié.

Le *Lendemain du crime*, de Sidney Lumet, avec Jane Fonda, est un film mais s'inscrit parfaitement dans ce schéma. On comprend que Jane la Vertu, avec sa tête qui pense bien et son corps qui porte beau, ait voulu incarner cette pauvre d'Alex. Un rôle d'alcool, ça ne se refuse pas. Ah! les belles scènes titubantes en perspective, le rimmel qui coule, la diction pâteuse, avec un peu de chance on peut aller jusqu'à la nomi-

nation à l'Oscar... (c'est ce qui est arrivé).

On comprend que Lumet le New-Yorkais, avec trente ans de Manhattan dans l'objectif (*Un après-midi de chien, Serpico*), ait voulu explorer Los Angeles. C'est fait. En touriste, mais c'est fait.

A part ça, tout va bien. La musique est faite, beaucoup, les violons gémissent tellement, on se dit, c'est pas possible, il y a sûrement un cadavre dans le placard. Gagné! Il y est. Avant, le cadavre, le même, était dans un lit, le sien, au côté de Jane Fonda, le lendemain du crime. Crime des, bien sûr, elle n'a pas commis. Mais comment le prouver? La pauvre, elle était tellement saoulée, elle ne se souvient de rien. Heureusement, Jeff Bridges, bon gars, un peu borné, qui pour appâter au Ku Klux Klan n'en est pas moins homme, va l'aider. A mettre le feu dans son whisky et un bruit de printemps dans sa vie. Et puis? Et puis rien. Ça n'est qu'un polar, un gentil petit polar de gare.

DANIEL HEYMANN.



Jane Fonda et Jeff Bridges

Jane Fonda : la glorieuse cinquantaine

Jane Fonda s'écrit avec délice en français. « *mine s'il est un peu soûlé* » — bascule vers l'angle. Le *Lendemain du crime* marque son retour à l'écran après quatre ans d'absence.

Entre caresses, livres, disques, vidéos, le «work out» scribe de Lyle Jare a pris une telle ampleur qu'il est devenu un nom commun. Aux États-Unis, on dit Va faire ton Jane Fonda » comme ailleurs on dirait « N'oublie pas le gym ».

L'ensemble des revenus « *blondie* » de Jane Fonda lui servent à financer sa carrière politique de son mari, son Hayden, et toutes les causes socio-écologiques auxquelles elle s'intéresse. Elle a connu la lachotomie torseuse et tourmente du patron de gauche, mais, jusqu'à elle, « *mainte* », est une affaire qui marche. Elle est gérée de façon très professionnelle, très efficace, et très... fianta, je trouve. Je n'ai donc pas vraiment trop à m'en occuper. Je peux redevenir l'actrice.

A-t-elle eu du mal à entrer dans le rôle d'une alcoolique? « *J'ai déjà eu dans ma vie de somnolentes gueules de bois, dit-elle, mais je ne m'en souviens pas. Forcément. Mon seul de mémoire est assez bas. Je ne reviens pas cher à souler. Je suis allée aux réunions des Américains anonymes, j'ai traité des bars, j'ai lu des livres.* »

J'ai rencontré des médecins. Je me suis fait projeter tous les films sur le sujet.

Pour les Américains, on le sait, la vie se termine avec la première ride. Jane Fonda en affiche quelques-unes : « *Je n'ai pas vraiment le choix* », dit-elle, précisant que les trois quarts des femmes, sur Beverly Hills, ont le religion du lifting. « *Je ne dis pas que je ne le ferai jamais. J'aimerais seulement ne pas devoir en arriver là. Mais si ça signifiait ne plus jamais travailler, je n'hésiterais pas. J'ai quarante-neuf ans depuis décembre dernier, j'ai des rides et c'est comme ça. Je peux faire illusion et jouer deux ou trois ans de moins, grâce à ma conformation physique. Mais si les rides ne viennent pas, je les suscite. Je serais bien plus inquiète si je n'étais pas devenue productrice. La cinquantaine est un passage délicat pour une actrice. Une fois que vous basculez dans la vieillesse, toute une gamme de rôles s'offre à vous. Mais juste avant, il y a une sorte de désert. J'essaierai de le traverser avec dignité.* »

On ne compte plus les nominations de Jane Fonda aux Oscars. Kluge, puis Coming Home lui ont valu la précieuse statuette. Lundi 30, on saura si le *Lendemain du crime* le lui aura donné pour la troisième fois.

HENRI BEHAR.

THÉÂTRE

Femmes du Nord

« Hedda Gabler », de Henrik Ibsen

Lame de fond

On songe à la surface d'un lac. A cette eau verte, légèrement opaque, mais qui laisse deviner sa profondeur. La transparence, la limpidité dangereuse des personnages de *Hedda Gabler*, vus par Alain Françon, sont de cet ordre-là. A la surface, il ne se passe rien, presque rien : dans la pièce d'Ibsen, tout juste des retrouvailles, et la perte d'un manuscrit dans la mise en scène d'Alain Françon, un frémissement d'air sous une veranda, le léger déplacement d'un campé. Et, sur chaque geste, chaque mot, comme une ombre portée, une inquiétude.

Dans la demeure qui attend, au retour de leur long voyage de noces, Hedda Gabler et Joergensen, le grand salon est lui aussi un peu trop clair, trop apprêté (décor de Nicolas Sire).

On pressent que chacun y sera en porte à faux. Pour des raisons secrètes, toutes différentes. Il y a guère que la tante Julie (Mimi) qui s'obstine à croire au bonheur. Avec la persévérance désarmante des gens simples, dévoués. De ceux qui vivent par procuration.

Alain Françon joue juste ce qu'il faut de petites menues et d'attitudes burlesques pour qu'inevitablement on s'attache à deviner le secret de ses personnages. Les cartes sont bien, les jeux sont faits, mais la partie garde tout son suspense. Et quand, après un spectacle, avec une grande économie de moyens, nous aurons mesuré si profond dans la vérité cruelle de ces familles.

Quand, par exemple, Bertrand Bonvoisin (Tesman) surgit sur

scène, le cheveu un peu hirsute, il a d'emblée les attentions dérisoires des mal-aimés, et déjà l'égoïsme distrait des faibles. Claire Wanthion (Ther Elvsted, la voisine d'en haut) est le type même de la femme infidèle, sincèrement dévouée à la cause de son amant Lovborg (Jean-Claude Dumont) : un chercheur brillant, noueur impénitent. Il a connu Hedda Gabler, autrefois, il partage avec elle un secret : l'amour de la demeure, ou peut-être l'amour, tout simplement. Jean-Yves Chatelain est un juge Brack faussement tranquille, attendant son heure et guettant Hedda Gabler, sa proie. Il n'est pas cynique, c'est beaucoup plus charmant que cela.

Hedda Gabler, enfin, c'est Dominique Valadié. Farouche et méchante amazone au front volontaire mais au visage brûlé, aux grands yeux peuplés d'ombres. A-t-elle jamais à ce point poussé le double jeu d'un personnage en éclairant ainsi, de la même charge sensible, chaque côté du miroir? Elle est glaciale, calculatrice, puis soudain épiquée et délicieusement malsaine. Dure et mutine. Vraie, toujours. Elle dit : « *Je m'ennuie* » avec des mines de femme insupportable et gâtée. Elle pousse le jeu très loin. Puis, dans cet univers médiocre où chaque vie est tracée d'avance, elle se retire de la partie, sans un cri. Et lorsque le fil casse, un vertige nous prend : que s'est-il passé? Une présence.

ODILE QUIROT.

★ Jusqu'au 25 avril, au Théâtre de l'Athénée.

Alain Françon, qui vient d'Annecy, présente Hedda Gabler à l'Athénée. Bruno Boeglin, à Grenoble, crée Gertrud, de Söderberg. Deux femmes exceptionnelles du théâtre scandinave.

« Gertrud », de Söderberg, à Grenoble

Les égoïstes

Après Molnar le Hongrois (Lillem), — Pirandello le Sicilien (*Six personnages en quête d'auteur*), au Centre dramatique des Alpes, Bruno Boeglin se tourne vers la Scandinavie et « découvre » Gertrud, de Hjalmar Söderberg, dans la traduction de Terje Sinding et de Jean Jourdeuil, qui lui avait déjà proposé le manuscrit il y a plusieurs années. A l'époque, Boeglin ne s'y était pas intéressé, et puis, par hasard, il l'a relu et s'est passionné. Il n'avait pas vu et n'a pas voulu voir le film que Carl Dreyer a tiré de la pièce. Comme pour Molnar ou Pirandello, il s'est attaché à la peinture d'une humanité vulnérable et banale, sans tenir compte d'aucune géographie socio-culturelle.

Son spectacle se passe aujourd'hui on hier, dans une maison sans che- leur. L'histoire se passe entre des gens repliés sur leur solitude. Le décor — de Christian Fenuillat — a des couleurs de bois terni : un bureau sans meubles, l'antichambre d'un salon d'apparat, une palissade où l'eau s'écoule.

Gertrud a dépassé trente ans, elle a été castratrice, a eu une liaison avec un compositeur, une gloire nationale qui vit en Italie et revient au pays pour fêter ses cinquante ans. Elle est à présent mariée avec un homme politique ambitieux. Il va être nommé ministre bien qu'il appartienne à l'opposition. Il est en un enfant qui est mort. Elle est amoureuse d'un pianiste bien plus jeune qu'elle.

Gertrud est une femme indépendante, une personnalité forte, rayonnante, terriblement absolue. Absolue au point de vouloir imposer sa manière de voir et de vivre aux hommes qui l'aiment. Quant à elle, si elle aime, c'est sans générosité. Elle

n'est à l'écoute de personne. Elle ne doute pas d'avoir raison, refuse toute « concession », ne pardonne rien. Elle se voit comme quelqu'un de clair, rigoureux, sans reproche. En fait, elle est plus destructrice que la plus tortueuse des vamps. Elle en assume les conséquences couragement, mais enfin elle a détruit son premier amour, l'a quitté sans explication, sur un prétexte puéril. Par son indifférence méprisante, elle détruit son mari. Son jeune amant, un type sans envergure d'ailleurs, choisit la fuite, et on le comprend.

Pour ce qui est de la misogynie, Söderberg n'a rien à envier à Strindberg. Mais Mario-Paul Laval étant une Gertrud assez effacée, elle comme le côté goule du personnage. Et Bruno Boeglin jouant lui-même le mari, il lui apporte son innocence, sa fantaisie poétique. Sa mise en scène n'adoucit pas le trait. Simplement, comme il se place au-delà de tout jugement sur les personnages, il leur redonne une sorte de capital-sympathie. Il décrit des gens qui essaient de trouver leur place et d'accrocher le bonheur. (Jean-Paul Delore, le jeune pianiste; Louis Merino, le premier amant, et Michèle Marquis, la mère qui saura récupérer la situation...) Il montre leurs vains efforts et les lâchetés de l'égoïsme avec un sourire railleur, un clin d'œil complice. Ils sont proches, on les reconnaît, et on les regarde se noyer. C'est dur, grinçant, douloureux, ce n'est pas fleuve. C'est un jeu cruel, désabusé, mais un jeu, une histoire cinématographique avec une mal de tendresse, beaucoup de lucidité, un charme prenant.

COLETTE GODARD.

★ CDNA, Maison de la culture de Grenoble, jusqu'au 11 avril.

MUSIQUE

La mort d'Eugen Jochum

De la taille des géants

Le chef d'orchestre Eugen Jochum est mort à Munich le 27 mars. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Eugen Jochum était le successeur des Bruno Walter, Kléber, Furtwängler. Une autorité musicale, une allure de professeur ou de cantor germanique, dans sa longue redingote; le regard perçant et cordial flamboyait derrière les lunettes, et les gestes infatigables, remplis d'une large humanité, qui illuminaient les écheveaux les plus complexes, enthousiasmaient ses instrumentistes.

Nul hasard dans sa direction; il s'attendait pas l'inspiration; le jour du concert : c'est avant qu'il avait médité et conçu l'interpréta-

tion de ces musiques, depuis cinquante ans passés. Mais elles restaient pleines de vie et de flamme, dans un éternel présent. Il leur donnait souffle, par une battue ample, avec une main gauche d'une étonnante richesse d'intonation. Tout était puissamment intégré dans son art, où la musique était saisie dans sa globalité d'organisme vivant : « *Quand je bats la première mesure du premier mouvement, je dois toujours garder, d'une manière ou d'une autre, le contact avec la dernière mesure du dernier mouvement.* »

Il était l'homme de la foi et des certitudes, déployant Bach, Bruckner, Haydn, Beethoven, Brahms et Wagner avec une grandeur et un mystère impressionnants, une ferveur incandescente, un rayonnement apollinien.

Sa carrière fut toute de rectitude. Né à Babenhausen, en Souabe, le 1^{er} novembre 1902, il étudia le piano et l'orgue à Augsburg, la direction d'orchestre et la composition à Munich. Pour son premier concert, en 1926, il choisit la *Septième Symphonie* de Bruckner, que nul comme lui n'aurait contribué à illustrer en notre siècle.

Puis il gravit tous les degrés de la renommée comme chef symphonique et d'opéra : Kiel, Lübeck, Mannheim, Duisburg, Berlin (de 1932 à 1934), Hambourg (de 1934 à 1949), où, malgré le nazisme, il a eu une tranquillité à jouer les compositeurs contemporains fort mal vus, tels Stravinski ou Hindemith. Il fonde en 1949 l'Orchestre de la radio bavaroise, qu'il quitte en 1960 pour le Concertgebouw d'Amsterdam, l'Orchestre de Hambourg et le London Symphony Orchestra,

accomplissant parallèlement une grande carrière internationale, notamment à Paris, où on l'aimait beaucoup.

Il avait dirigé à Bayreuth, en 1953, 1954 et 1971 et dans de nombreux festivals, en particulier à Salzbourg. Parmi ses enregistrements, il faut choisir avant tout sa première intégrale des *Symphonies* de Bruckner (cinq disques DG 2740-136), la *Passion selon saint Jean*, de Bach (trois disques Philips 6747-490), l'intégrale des *Matines chantées* (cinq disques DG 2740-149), qui existe également en compact et en cassettes), mais aussi les *Symphonies londoniennes* de Haydn, les *Concertos*, de Brahms, avec Gullies, les *Symphonies* de Beethoven, qu'on verra certainement ressortir en compact, etc.

JACQUES LONCHAMPT.

NOTES

Le printemps du flamenco

Luis Martin Diego et Gerardo Nunez sont guitaristes et espagnols. Ils étaient, le vendredi 27 mars, au programme du Festival international de guitare, mais n'ont pas joué ensemble à l'égide des Billerets. Deux univers sonores aux racines communes mais séparés par l'histoire sociale et culturelle se sont succédés, frôlés sans jamais se mélanger. La frontière semble infranchissable entre les partitions écrites de Turina, Obana, de Falla et Iberrola, et les *soleares*, *bulerias*, *romances* et *granas*, qui figurent parmi les cantos les plus célèbres du flamenco.

Même si Mamel de Falla et Maurice Ohana n'ont jamais caché ce qu'ils devaient au flamenco, si la musique d'Iberrola impose un jeu type de guitare qui n'est pas sans rappeler le *toque* des musiciens gitans. Chaque guitariste écoute la musique interprétée par l'autre, mais il ne viendrait pas plus à l'idée de Luis Martin Diego de se mêler à un *Chadro flamenco* qu'à Gerardo Nunez de s'attaquer à Turina. Pour tant, depuis Paco de Lucia, la tradition du flamenco a été sérieusement bousculée.

Paco a découvert le solfège après avoir appris le flamenco dans les rues andalouses. Il n'a pas hésité à interpréter Manuel de Falla et à par-

courir les scènes du monde aux côtés de Santana ou de John Mac Laughlin, prouvant, comme pour le jazz, qu'une musique pouvait s'ouvrir, se transformer, sans pour autant perdre son âme. D'ailleurs, pour toute la jeune génération de musiciens flamencos, Paco de Lucia est aujourd'hui le maître à jouer. A cause de lui, à cause de chanteurs comme El Camaron ou Enrique Morente, le flamenco ne sera plus jamais comme avant.

JEAN-LOUIS MINGALON.

★ Carmen Cortes, dimanche, 21 heures, au Théâtre Déjazet.
★ Paco de Lucia, les 3 et 4 avril, 21 heures : La Chusa et la famille Montoya, le 5 avril, à 16 h 30, à la Maison de la culture de Bobigny.
★ El Camaron et Tomatito, au Cirque d'été, 8 et 9 mai, à 21 heures; 10 mai, à 19 h 30.

Carlos Santana et Buddy Miles à Bercy

Carlos Santana, fidèle à son « latin rock », revient à Bercy ce samedi 28 mars pour une nouvelle fête rythmique, dense et colorée.

Depuis le début, en 1966, de son aventure dans le rock, en imposant à celui-ci les rythmes afro-cubains, Santana a su préserver sa liberté, garder sa spontanéité.

En vingt ans, il a publié chez CBS vingt albums (le dernier, *Freedom*,

avec quelques beaux titres comme *Songs of Freedom* et *Victim of circumstance*) et, en ce début de printemps, il a entrepris sa dixième tournée à travers le monde.

Les musiciens improvisent chaque jour, dialoguent avec une complicité fraternelle. L'équipe de musiciens a subi peu de changement avec les années. Graham Lear à la batterie, Paul Rekow aux percussions, Armando Peraza, Orestes Vilato, Chester Thompson aux claviers, Alphonso Johnson à la basse sont des sociétaires à part entière, qui donnent toujours la pulsion rythmique.

Ce qui est nouveau, c'est le retour du chanteur (et aussi compositeur et batteur), Buddy Miles, qui avait fait une brève apparition dans le groupe au début des années 70. La présence de Miles, c'est l'assurance de déchirantes danses entre la guitare de Carlos Santana et la voix de l'ancien compagne de Jimi Hendrix, c'est un ressort pour l'imagination du guitariste aux chœurs dissonants, c'est

une volonté de réaffirmer que le groupe n'est pas qu'une machine à rythme.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais omnisports de Bercy, samedi 28 mars, à 20 h 30.

La grève de la Comédie-Française

Les personnels techniques de la Comédie-Française — qui demandent un alignement des heures de travail et des salaires sur ceux pratiqués à l'Opéra — poursuivant leur mouvement de grève, la salle Richelieu reste fermée au public.

Le comité d'administration des sociétaires, présidé par l'administrateur général, Jean Le Poullain, réuni le 27 mars, souhaite à l'unanimité que l'assemblée générale puisse se prononcer, après consultation des pensionnaires, sur une reprise éventuelle des représentations, dans une autre salle. L'ensemble des personnels sera informé de la décision.

PETIT MONTPARNAISE

PAULE NOELLE

CONFERENCE du Sommet!

DERNIÈRES

DERNIÈRE CE SOIR A 21 H 00

LES BOULINGRIN - LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT LA PEUR DES COURS

THÉÂTRE A CHATILLON

COURTELIN

Mise en scène ANDRÉ VOUYOUS

LOCATION 46 57 22 11 ET FNAC

Régions

AUVERGNE

Visite ou consultation ?

La Caisse primaire d'assurance maladie a décidé, pour appuyer le plan gouvernemental de rationalisation des dépenses et en accord avec le syndicat départemental des médecins, de lancer une action de bon usage des soins à partir de la notion de « meilleurs soins aux meilleurs coûts ».

La CPAM a remboursé en 1986 110 000 visites contre 421 000 consultations. Une visite coûte 24 % de plus qu'une consultation, et cet écart se traduit par une dépense de 2 750 000 F par an, sans compter les indemnités kilométriques. La transformation de 1 % des visites en 1 % de consultations ferait donc économiser 27 500 F par an.

Des affichettes et des tracts ont été réalisés par une imprimerie de Brioude, qui incitent les patients à privilégier, dans la mesure de leurs possibilités, la consultation. Ils seront diffusés dans les cabinets de médecins, chez les pharmaciens et dans les principaux lieux publics.

BRETAGNE

Le théâtre par le décor

Directeur de l'Institut régional d'éducation surveillée d'Ille-et-Vilaine, André-Georges Hamon a eu l'idée d'intéresser les jeunes « exclus » qui lui sont confiés au théâtre à travers la réalisation d'un décor.

L'institution disposant d'une salle de répétition, des comédiens l'ont utilisée. En échange, ils ont donné des cours de maquillage et une première éducation théâtrale sommaire aux jeunes de l'éducation surveillée. Puis fin 1986 est venu le grand projet : construire un décor entier en s'appuyant sur les ateliers bois et fer de l'institution. Six jeunes garçons âgés de quinze à dix-sept ans, encadrés par leurs professeurs et conseillés par les comédiens, ont ainsi entièrement réalisé le décor de la pièce *Retour à l'île pourpre*, une comédie de Robert Angebaud.

Le décor a été monté au Théâtre de la Paroisse à Rennes, où, du 3 au 28 mars, la pièce est jouée par le Théâtre de l'Embarcadere, une troupe professionnelle créée en 1984 et composée essentiellement de jeunes comédiens.

Passerport tonique

Cet été, les touristes français ou étrangers ainsi que les Bretons qui visiteront la Bretagne pourront se munir d'un « passeport Bretagne tonique » qui permettra à son titulaire de bénéficier de différents avantages tels que des réductions chez les quelques six cents prestataires - établissements touristiques et culturels - participant à cette opération « accueil - culture - loisirs ». Ce passeport sera disponible à partir du mois de mai dans les offices de tourisme et dans les quatre cents agences du Crédit agricole en Bretagne. Il se présente sous la

LES YVELINES JOUENT LE GOLF

Vague verte

LES Yvelines, le département le plus vert de la région parisienne par la densité de ses forêts, est aussi le plus « green » de France : douze golfs y sont déjà installés, notamment à Fourqueux, Versailles, Saint-Nom-la-Bretèche, et quarante-sept sont en projet. S'ils étaient tous réalisés, près de 3 000 hectares seraient ainsi transformés en terrains de golf pour le plus grand profit des agriculteurs et des promoteurs. Aussi, le préfet des Yvelines, Jean-Pierre Delport, a-t-il décidé de contrôler cette extension sauvage pour en faire « un bon moyen de préserver les sites naturels et de sauvegarder l'environnement ».

« Nous ne pouvons plus accepter qu'une douzaine de terrains », affirme-t-il. La moitié de ces nouvelles implantations sont déjà bien avancées, voire « pratiquement opérationnelles ». Les autres projets seront examinés avec soin par l'administration et par la Fédération française de golf.

Parmi les projets retenus, le plus prestigieux est celui du futur golf fédéral de Guyancourt : 150 hectares sur lesquels sera construit un véritable stade de golf pouvant accueillir dix mille spectateurs avec des équipements vidéo permettant les retransmissions télévisées des grands tournois comme l'Open de France, déjà programmé en 1990 sur ce nouveau terrain international.

Un second terrain d'entraînement, et à neuf trous, complètera ce complexe équivalent à celui de Clairefontaine pour le football. Un équipement hôtelier comprenant un hôtel à trois étoiles et un « une étoile » ainsi qu'une école de formation aux métiers du golf sont aussi prévus.

forme d'un guide explicatif (un par famille) vendu 25 F et d'une carte individuelle plastifiée (une par personne) également vendue 25 F.

Calquée sur l'opération lancée en 1985 dans la région Centre, le passeport Bretagne tonique résulte d'une concertation entre le conseil régional et les conseils généraux de Bretagne, le comité régional et les comités départementaux du tourisme, les chambres de commerce et d'industrie, l'Institut culturel de Bretagne, la direction régionale des affaires culturelles et les syndicats professionnels du tourisme.

FRANCHE-COMTÉ

Rhin-Rhône pas mort

Les cinq régions (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Lorraine) qui se sont groupées pour former la « Grand-Est » envisagent d'engager un recours administratif en vue de contraindre le gouvernement à réaliser la liaison fluviale à grand gabarit Rhin-Saône que le ministre chargé des transports ne semble pas considérer comme une opération prioritaire.

Informatisation

La Franche-Comté fait de l'informatisation des communes de moins de cinq mille habitants une affaire régionale. Elle vient d'acquiescer pour 1 million de francs les droits de diffusion et d'exploitation de logiciels spécialisés auprès de la société Magnas.

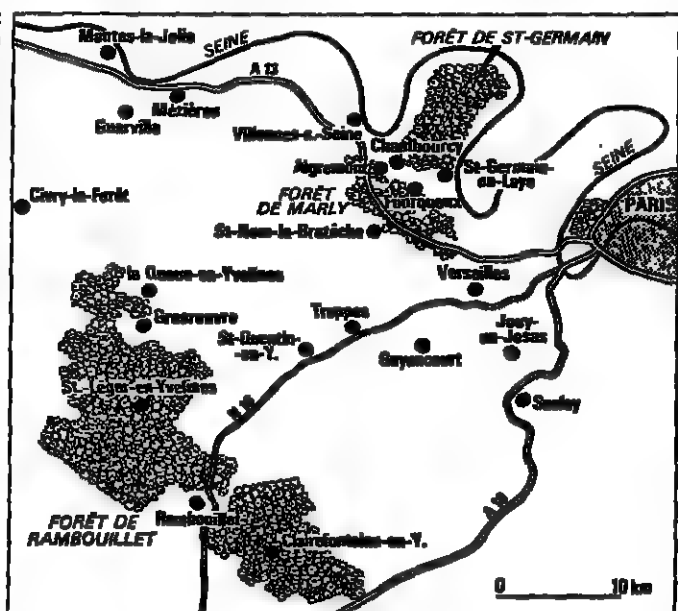
Ces logiciels, qui permettent de traiter la comptabilité, la paye et la gestion des agents, la facturation des services, la gestion des emprunts et des taxes, les élections, la gestion de la population, le suivi des dossiers d'urbanisme et la gestion des cinéastes, sont adaptés également à la frappe de courriers personnalisés et au traitement de textes.

Il s'agit de la mise à disposition des communes qui le désirent contre une participation annuelle de 1 000 F aux frais de maintenance, les communes prenant en charge (avec le plus souvent une aide de l'Etat) l'achat du matériel informatique nécessaire.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Image, image...

75 % des Français connaissent le Languedoc-Roussillon et 48 %



D'autres dix-huit trous sont en projet à Evry-la-Forêt pour un club mixte de 93 hectares avec pratices, à La Queue-en-Yvelines, Groussouvre pour un club privé de 80 hectares avec un second parcours pour débutants (neuf trous), et à Chambourcy-Algremont, dans le « désert de Retz », un domaine privé dont le Jardin des foies (dix-huitième siècle) pourra ainsi être sauvé par un double dix-huit trous.

Enfin, un projet plus modeste de golf communal devrait revitaliser la petite commune rurale de Guerville-Mézères, et un petit golf à trois trous s'intégrera dans la vallée de Chevreuse à Jouy-en-Josas-Saclay.

Deux projets d'extension, un second dix-huit trous sur le golf public de la base de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, à Trappes, et un neuf trous porté à dix-huit à Villennes-sur-Seine, sont également en cours d'examen par les services de l'Etat concernés.

Pour les cinq ou six projets restants, la bataille sera rude et pas uniquement franco-française. Les Japonais, qui sont aussi en pointe dans ce domaine, en ont déjà présenté trois, dont l'un envisage le rachat du château du Planet, près de Saint-Léger-en-Yvelines.

Les entreprises multinationales nippones considèrent en effet le golf comme un objet de récompense pour leurs salariés les plus méritants. Déjà, certaines entreprises ont loué à l'année par ces entreprises qui envoient leurs salariés « au vert » par charters en attendant d'acquiescer leurs propres terrains, actuellement réservés à leurs joueurs.

LIMOUSIN

Limoges prend l'air

Deux nouvelles liaisons aériennes seront mises en service le 1^{er} avril prochain au départ de l'aéroport de Limoges-Bellegarde vers Angers et vers Toulouse.

Cette liaison Angers-Limoges-Toulouse sera assurée par la compagnie Air Limousin et fonctionnera à raison de deux vols quotidiens. Elle permettra notamment à Toulouse des correspondances vers le Maghreb et le bassin méditerranéen.

NORD-PAS-DE-CALAIS

L'autre Nord

« Double Page » célèbre dans sa tradition les deux départements du Nord : par un album de vingt-sept photos introduit par un texte de notre collaborateur Georges Sœur. La chaleur des mots accompagne celles des images. Qui a dit que ce pays était gris et triste ?

Georges Sœur célèbre cet autre Nord qu'a découvert le photographe. « Le Nord-Pas-de-Calais, écrit-il, dissipe le rideau de fumée dans lequel l'industrie du dix-neuvième siècle l'a plongé » (24, place des Vosges, 75003 Paris.)

BASSE-NORMANDIE

Saturne contre le cancer

Destinée à financer une installation de radiothérapie pré-opératoire au centre anticancéreux François-Baclesse de Caen, l'opération « Saturne », lancée il y a un an par le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, a déjà permis de recueillir 9 millions de francs. Intégrant une salle d'opération et un accélérateur linéaire de particules baptisé Saturne, cette installation concerne le traitement de certains cancers. Une technique dont des médecins du centre sont les initiateurs en Europe.

Convaincus de l'efficacité de la méthode, ces médecins soignent actuellement à Caen une soixantaine de malades. Ils confronteront dans quelques semaines leurs expériences à celles de confrères américains. Mais si les premiers travaux ont commencé, il reste encore 3 millions de francs à collecter avant le 31 mars pour que l'installation puisse être mise en service en 1988. Entreprises, banques, écoles, communes de toute la région participent à l'opération.

PAYS DE LA LOIRE

Pépinière

Une nouvelle pépinière d'entreprises, dont l'originalité consiste à mettre à la disposition des créateurs d'entreprises non seulement des locaux mais également des aides et services divers, vient d'être inaugurée lundi à Nantes.

Dix entreprises nouvelles, en particulier du secteur informatique et électronique, sont déjà installées dans les trente-dix cellules disponibles de « Nantes-Créa ». Elles y disposent de services généraux comme secrétariat, tén, télécopie, reprographie, mais également de l'expérience d'une antenne en formation, documentation et conseils juridiques et comptables.

La capacité d'accueil de Nantes-Créa sera doublée l'année prochaine.

Nantes mis à neuf

Après de nombreuses autres villes comme Paris, Strasbourg, Toulon ou Bordeaux, Nantes a décidé de commencer sa première campagne de ravalement de façades.

Les deux cent trente immeubles concernés, dont pour une grande partie des dix-huitième et dix-neuvième siècles, sont situés dans le centre de la ville. Le coût global de cette première campagne, qui devra se terminer en septembre 1989, est de 15 millions de francs.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Etienne Benzet, Roger Barbraud, Georges Chatahi, Claude Fabert, Jean-Pierre Foron, Christian Tual. Coordination : Jacques-François Simon.

POINT DE VUE

La DATAR se meurt, vive la DATAR

par MICHEL GIRAUD (*)

LA DATAR, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, est l'exemple typique d'une structure qui ne répond plus à la réalité qui la fit naître. Les piliers qui sous-tendaient son action se sont successivement effondrés depuis que la crise des années 70 a bouleversé le paysage économique et humain de la France.

Disparue l'idéologie du « Paris et le désert français » depuis que l'Île-de-France a cessé de produire des surplus économiques et connaît une croissance démographique inférieure à la moyenne française.

Balayé le « scénario de l'incapacité » selon lequel la France du Nord et de l'Est connaîtrait une valorisation excessive. Ces régions ont, au contraire, subi l'électrochoc douloureux de la reconversion industrielle alors que, dans le même temps, l'essor de l'agro-alimentaire et le tourisme solaire favorisaient les façades atlantique et méditerranéenne.

Dépouillée l'organisation de la DATAR qui reposait sur de puis-

sants relais de l'Etat aux niveaux régional et départemental. De nouveaux espaces de pouvoir ont émergé à la suite de la décentralisation, modifiant en profondeur les schémas d'intervention d'origine. La jeune mission à structure légère est devenue une grosse vieille dame succombant au joug de la loi de Parkinson en méditant sur son influence disparue en même temps que son budget et sa première raison d'être.

Vers l'Europe

La DATAR se meurt de ne s'être pas adaptée à l'évolution de notre société. L'aménagement du territoire n'est plus hexagonal : il est européen.

L'ouverture du marché unique européen, à l'horizon de 1992, nous impose de faire de l'aménagement du territoire un élément pivot de la compétitivité des entreprises installées sur notre sol. Notre pays doit offrir aux décideurs économiques, en parti-

culier aux firmes internationales, le choix le plus riche et les implantations les plus performantes pour les unités de production, de recherche et de commandement.

L'ancienne rivalité Paris-province n'est plus de mise lorsqu'il faut moins de temps pour se rendre à Lyon que pour aller, aux heures d'affluence, de l'est de la Seine-et-Marne à l'ouest des Yvelines. Les moyens de communication modernes, comme le TGV, couplé avec le transport aérien et les téléports, rendent les grandes agglomérations françaises de plus en plus interdépendantes, en même temps qu'ils déplacent notre champ de compétition : les concurrents de l'Île-de-France sont désormais Londres ou Francfort, comme Turin et Milan le sont pour Lyon, Barcelone pour Toulouse.

L'aménagement du territoire ne doit pas chercher à diviser la région capitale et les métropoles régionales. Il doit, à l'inverse, les rassembler pour en faire les pôles interactifs du développement éco-

nomique français et les aider, de façon indivise, à tirer parti de la position centrale de notre pays dans la géographie européenne.

C'est pour avoir méconnu cette nouvelle et incontournable réalité que la DATAR se meurt.

A chacun son rôle

L'aménagement du territoire n'en est pas pour autant une idée moribonde. Le retour de la croissance, sans aucun doute, dans le cadre d'un budget essentiellement tourné vers l'investissement, des ressources nouvelles, comme le suggère Olivier Guichard, par le biais de la taxe sur les produits pétroliers. Un mode de scrutin analogue à celui des grandes villes doit être établi au sein des assemblées régionales, afin de dégager des majorités politiques stables. La notion d'aménagement ne va pas sans la durée.

A l'Etat le soin de réaliser les grandes infrastructures de communications nationales et de mener, conjointement avec les régions et dans chacune d'elles, deux ou trois grandes actions décisives. En Île-de-France, ce serait, par exemple, nous permettre de devenir la première métro-

poles moyennes et petites dans le renouveau économique, grâce, en particulier, à la modernisation du réseau routier. Une nouvelle organisation en découle tout naturellement.

Aux régions, le soin d'élaborer l'aménagement régional, en liaison avec les collectivités locales. Cela exige, sans aucun doute, dans le cadre d'un budget essentiellement tourné vers l'investissement, des ressources nouvelles, comme le suggère Olivier Guichard, par le biais de la taxe sur les produits pétroliers. Un mode de scrutin analogue à celui des grandes villes doit être établi au sein des assemblées régionales, afin de dégager des majorités politiques stables. La notion d'aménagement ne va pas sans la durée.

A l'Etat le soin de réaliser les grandes infrastructures de communications nationales et de mener, conjointement avec les régions et dans chacune d'elles, deux ou trois grandes actions décisives. En Île-de-France, ce serait, par exemple, nous permettre de devenir la première métro-

poles tertiaire européenne. A l'Etat, également, de mener à Bruxelles les négociations nécessaires à l'obtention de notre part du fonds du FEDER à destination des régions excentrées. La solidarité européenne aussi bien que nationale doit pouvoir s'exercer.

Une commission nationale de l'aménagement décentralisée serait le lieu privilégié de concertation entre l'Etat et les régions. De structure interministérielle, associant les représentants des régions, celle-ci rassemblerait, dans une équipe légère mais de très haute qualité, les compétences techniques indispensables, notamment en matière de formation et d'ingénierie financière. Elle devrait également enrichir ses carnets d'adresses d'entreprises étrangères en s'appuyant sur les réseaux de relations internationales que la coopération décentralisée est en train de faire naître.

Notre temps est celui de l'aménagement du territoire, disait le général de Gaulle. A nous de lui donner, dans un cadre décentralisé, son second souffle.

(*) Président RPR du conseil régional d'Île-de-France.

REPÈRES

Consommation

Baisse en février

La consommation des ménages en produits industriels a baissé en février de 1,1 %, retrouvant son niveau de décembre 1986. En un an (février 1987 comparé à février 1986), la consommation a augmenté de 3,4 %. Hors automobile et pharmacie, la baisse est de 2,8 % en un mois et la progression de 1,6 % en un an.

Prix

+ 0,4 % aux Etats-Unis en février

Les prix à la consommation aux Etats-Unis ont augmenté de 0,4 % en février, après une hausse de 0,7 % en janvier. L'augmentation de février, qui porte à 0,7 % le rythme annuel de l'inflation sur les deux premiers mois de l'année, s'explique en partie par la forte remontée des cours du pétrole (hors énergie, les prix de détail ont augmenté de 0,6 % en janvier et de 0,3 % en février). Mais l'accélération des prix enregistrée en ce début d'année aux Etats-Unis a d'autres causes : les prix alimentaires, par exemple, ont augmenté de 0,5 % après + 0,4 % en janvier, du fait notamment de la flambée des cours des fruits et des légumes.

Commerce extérieur

Le Japon

au top des excédents

Le Japon a enregistré un excédent commercial de 8,2 milliards de dollars en février, le plus élevé jamais atteint pour un mois de février. Cet

excédent égale presque le record absolu (+ 8,95 milliards) de septembre 1986.

Les exportations ont augmenté de 12,5 % par rapport à février 1986, tandis que les importations se sont réduites dans le même temps de 15 %.

La balance des paiements courants du Japon (balance commerciale plus invisibles et transferts) a également enregistré un excédent record pour un mois de février : 7,4 milliards de dollars, nettement supérieur à celui de janvier (4,9 milliards de dollars).

La production industrielle japonaise a, de son côté, augmenté de 0,3 % en février par rapport au mois précédent.

Salaire

En RFA : + 3,4 % dans la fonction publique

Le syndicat ouest-allemand de la fonction publique et des transports (1,2 million d'adhérents) a conclu, avec les pouvoirs publics, un accord sur une hausse de salaires de 3,4 % pour 1987.

Cet accord s'applique à 2,3 millions de salariés de l'Etat fédéral, des Länder et des communes. Conclu pour une durée de douze mois, il entre en application avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1987, et devrait être étendu aux 400 000 salariés des chemins de fer fédéraux et des postes.

L'accord salarial dans la fonction publique est le premier grand accord salarial de branche conclu depuis 1980. Il a traditionnellement un rôle pivot pour les autres branches professionnelles, et en particulier pour la métallurgie (le syndicat IG Metall réclame une hausse des salaires de 5 %).

Le gouvernement prévoit cette année une inflation inférieure à 1 %.

ÉTRANGER

Un coup de semonce des Etats-Unis

M. Reagan surtaxe l'électronique japonaise

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a annoncé, vendredi 27 mars, l'imposition de droits de douane supplémentaires de 100 %, soit 300 millions de francs, sur les importations japonaises de matériel électronique.

Les produits sur lesquels seront appliqués les nouveaux droits de douane n'ont pas encore été choisis. Ils seront sur une liste d'exportations japonaises présentée vendredi et allant des appareils de climatisation aux pompes hydrauliques en passant par les machines à calculer, les pellicules photographiques, les lecteurs de cassettes, des disques magnétiques pour ordinateur, les téléviseurs, l'outillage électrique, les réfrigérateurs ou encore les groupes électrogènes.

Applicable dès la mi-avril, cette décision a été présentée par la Maison Blanche comme une « réponse à l'insécurité » du Japon à l'égard de l'accord sur les semi-conducteurs conclu par les deux pays en juillet dernier après qu'il est apparu que l'industrie japonaise introduisait ces « puces » sur le marché américain à des prix inférieurs de 80 % à leur coût de production.

Aux termes de cet accord, Tokyo s'était engagé à mettre fin à ces pratiques de dumping et à ouvrir son propre marché à la vente de semi-conducteurs américains, qui avait été y progresser de 2 milliards de dollars sur cinq ans. Les dirigeants américains avaient, à l'époque, vu là le moyen d'une part de résister aux pressions protectionnistes du Congrès et de répondre, d'autre part, sur un aspect de secours de leur industrie sévèrement mise à mal sur un terrain d'importance stratégique qu'elle ne domine désormais plus après y avoir été l'avant-garde.

La déclaration de M. Reagan constitue cependant que les deux objectifs de l'accord de juillet n'ont « mal-

heureusement » pas été remplis, et cet échec aurait, selon M. Yentzer, le représentant spécial du président pour le commerce, coûté 300 millions de dollars à l'industrie américaine - soit exactement la somme que Washington voudrait récupérer par le biais de ces pénalités douanières.

Pour mieux souligner encore au président, la Maison Blanche a annoncé ces représailles quelques instants seulement après avoir fait savoir que le premier ministre japonais, M. Nakasone, ferait le mois prochain une visite officielle aux Etats-Unis et serait reçu par M. Reagan, le 30 avril. On n'aurait pas plus clairement pu souligner que le temps des appels à la raison était révolu et que l'on ne discuterait désormais plus qu'après avoir montré ses muscles.

Bien que la déclaration présidentielle fasse référence à une levée de ces sanctions au cas où l'accord de juillet commencerait d'être réellement appliqué, M. Yentzer n'a pas caché que le Japon n'aurait, en tout état de cause, pas le temps matériel de démontrer dans les quinze prochaines semaines son éventuel désir d'aller dans cette direction.

Bien accueillie au Congrès - même si certains de ses membres l'ont jugée tardive - cette décision de M. Reagan est d'autant plus spectaculaire que c'est la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale que les Etats-Unis prennent une mesure commerciale unilatérale contre le Japon. Ce n'est pas une déclaration de guerre, mais 300 millions de dollars pèsent finalement pas un regard des 59 milliards de dollars de déficit que l'Amérique a enregistré l'année dernière dans son commerce avec le Japon, mais c'est un coup de semonce doublement symbolique puisqu'il intervient parallèlement à un nouveau recul du dollar face au yen (défavorable aux exportations japonaises) et dans un secteur où se jouent les rapports de forces industriels de

la fin du siècle. La tournure que prendra cette épreuve de force pourrait préfigurer l'évolution générale du climat des relations commerciales internationales sur lesquelles s'accumulent les menaces protectionnistes. Il est frappant qu'un compromis sur une nouvelle loi de commerce semble s'esquisser en ce moment entre la Maison Blanche, qui sait ne plus pouvoir s'en tenir simplement au libre-échangeisme, et le Congrès, qui sent la possibilité de se sal-

ber désormais le président pour peu que lui soit présenté un projet qu'il puisse accepter sans se déjuger complètement. Mercredi, l'une des plus importantes commissions de la Chambre a adopté un texte prévoyant des représailles obligatoires contre les pays appliquant des mesures déloyales contre les exportations américaines ; précédemment ce que vient de décider M. Reagan.

BERNARD GETTA.

PHILIPPINES

Manille rééchelonne sa dette avec les banques et obtient de nouveaux crédits

Les Philippines ont obtenu des banques privées le rééchelonnement de 10,3 milliards de dollars de dettes, ainsi que 3 milliards de crédits nouveaux. Pour la première fois, un pays endetté obtient, en outre, la possibilité de régler une partie des intérêts dus avec des bons d'investissement.

L'accord, annoncé le vendredi 27 mars à New-York par le ministre philippin des finances, M. Jaime Ongpin, et les représentants des banques, rééchelonne 10,3 milliards de dollars de dettes sur dix-sept ans : 3,8 milliards venant à échéance de 1987 à 1992 ; 5,8 milliards, déjà rééchelonnés une première fois en 1984, et 925 millions de crédits nouveaux consentis en 1985. Les banques ont également ouvert des lignes de crédits commerciales pour 3 milliards aux Philippines.

Manille, qui supporte la dette la plus élevée d'Asie (plus de 25 milliards de dollars), devra payer un taux d'intérêt légèrement supérieur à celui consenti il y a quelques jours

en Mexique, autre champion de la dette.

« Nous sommes ravis, et nous pensons que nous avons eu un meilleur accord que le Mexique », a déclaré M. Ongpin. Celui-ci a reconnu que le Mexique avait bénéficié d'un taux d'intérêt plus avantageux, mais, selon lui, le fait que les Philippines puissent régler une partie de leurs intérêts sous forme de titres constitue une importante compensation.

Pour la première fois dans ce type de négociations les banques se verront en effet proposer des bons d'investissements philippins (Philippine Investment Notes - PINs), au lieu d'un remboursement de leurs prêts en devises.

Selon le ministre des finances, le gouvernement philippin espère pouvoir, au cours des douze prochains mois, obtenir plus de 100 millions de dollars grâce à ces bons d'investissements. Pour M. Ongpin, ce mécanisme comporte deux avantages principaux en permettant de conserver des devises étrangères et de relancer les investissements.

SOCIAL

Début des consultations sur les états généraux de la Sécurité sociale

MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, vont engager, du 30 mars au 7 avril, une première série de consultations préparatoires aux « états généraux » de la Sécurité sociale annoncés par le gouvernement.

Il s'agit d'examiner les thèmes qui devraient être abordés au cours de ces « états généraux » : pérennité de l'ensemble des branches (maladie, vieillesse, famille) et du financement, ou se limiter-t-on à une partie de ces sujets ? Examiner-t-on seulement la situation du régime général ou aussi celle des régimes de non-salariés, voire des « régimes spéciaux » tels que les mines ou la SNCF ? Les réponses à ces questions détermineront en même temps les participants aux « états généraux ». Enfin, il s'agit de savoir s'il y aura des réunions locales ou régionales, ou bien uniquement des décisions sur le plan national, une rencontre générale paraissant quasi inévitable.

M. Séguin recevra successivement les organisations syndicales (FEN incluses) et patronales à partir du lundi 30 mars, ainsi que la Fédération nationale de la mutualité française, l'UNAF et le Centre national des professions de santé. M. Zeller, pour sa part, recevra, les 31 mars, 1^{er} et 2 avril, les représentants des caisses nationales du régime général, des agriculteurs et des travailleurs indépendants, ainsi que les fédérations d'établissements hospitaliers.

● Semaine d'action de la CGT sur le pouvoir d'achat. — M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, a annoncé que la défense des salaires — autour du slogan « ce qu'il faut réparer les décrets » — serait le thème d'une semaine d'action du 8 au 10 avril. Le « temps fort » de la semaine sera le 9 avril, déjà choisi par les fédérations du secteur public pour appeler à des grèves et à des manifestations.

● Le conseil municipal de Nîmes adopte le retour aux trente-cinq heures. — Après les violents incidents du 23 mars, le conseil municipal de Nîmes a adopté, le vendredi 27 mars, en l'honneur des élus socialistes, le projet présenté par le maire, M. Jean Bousquet, ramenant de trente-cinq à trente-neuf heures l'horaire hebdomadaire des employés municipaux. Lors d'une assemblée générale, 600 employés municipaux se sont prononcés à main levée pour la reconduction du mouvement de grève engagé le mardi 24 mars au matin.

AFFAIRES

La banque Stern et Duménil-Leblé entrent dans le groupe Rivaud

La banque Stern et l'établissement financier Duménil-Leblé ont annoncé, le vendredi 27 mars, avoir pris d'importantes participations dans le groupe Rivaud. Ils déclarent ainsi détenir plus de 33,33 % de SOCFIN SA (Société financière des caennaises) basée en Belgique, et des Plantations des Terres-Rouges, société du Vanuatu, et plus de 10 % (sans doute de l'ordre de 20 % en fait) dans SOCFINAL, SOCFINASA, SÉNARIE RUBER et la Compagnie du Cameroun. Cette dernière est la seule française.

Pou désirer d'apprendre comme des raiders, la banque Stern et Duménil-Leblé affirment vouloir mener une « politique d'investissement à moyen terme » en particulier « de manière harmonieuse » au développement d'un groupe dont le potentiel est, à leur yeux, considérable. Le groupe Rivaud, fort discret, regroupe des sociétés aux noms souvent exotiques, vestiges d'un empire colonial disparu : la Compagnie du Cameroun, la Forêtère équatoriale, les Mines de Kali-Sainte-Thérèse...

Si certaines possèdent encore en Asie et en Afrique des plantations d'hévéas, de caoutchouc ou de palmiers, beaucoup ne sont plus que des sociétés de portefeuille aux participations nombreuses et variées, dans la banque (Banque Rivaud), l'immobilier (Immobilier du faubourg Montmartre), les industries et secteurs de pointe (Pathé-Cinéma, Interchimie, Berthel, SFTM...), l'hotellerie (Eiffage Maxima International). Cet ensemble est d'autant plus difficile à cerner que nombre de sociétés sont de droit étranger et qu'y règnent participations croisées et autocontrôle.

CLAIRE BLANDIN.

Les dotations aux entreprises publiques

L'excédent des privatisations ira aussi à la chimie et à l'électronique

Le ministre de l'économie a précisé, le vendredi 27 mars, que les surplus des recettes de la privatisation (par rapport aux 30 milliards prévus dans la loi de finances initiale pour 1987) ira pour 5 milliards de francs environ à des dotations en capital à des entreprises publiques. Cette somme sera affectée pour 900 millions à la modernisation industrielle, en particulier dans le secteur de la chimie, et pour 800 autres millions aux industries de pointe, aéronautique et électronique notamment.

Par ailleurs, les sociétés d'autoroutes recevront 2 milliards pour accélérer l'équipement de l'infrastructure.

France et de la province ». Quant à la SNCF, elle se verra attribuer 1,4 milliard pour financer plus rapidement le TGV-Atlantique.

Ces sommes supplémentaires s'ajoutent aux 8,6 milliards de dotations inscrites dans la loi de finances initiale pour 1987. Cette enveloppe apparaît dans les documents budgétaires sur deux lignes, l'une au titre de l'industrie pour 6,5 milliards, la deuxième au titre des « autres dotations » pour 2,1 milliards. Elle se répartit en trois grandes masses : 4,9 milliards pour des entreprises de type Renault et CDF-Chimie (pris

Après le rachat de l'informatique d'Honeywell

Bull acquiert une dimension internationale

L'entreprise française Bull s'affirme comme un des grands constructeurs informatiques mondiaux, après le rachat, le vendredi 27 mars, de la filiale informatique de l'américain Honeywell (le Monde du 28 mars). Le groupe passe de la deuxième à la sixième place dans le classement mondial des fabricants d'ordinateurs. Il est désormais à la tête d'un ensemble pesant quelque 4,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Bull devient le principal actionnaire d'une nouvelle société — dont le nom sera Honeywell Bull Inc. — dans laquelle on retrouve les actifs de la filiale informatique de Honeywell, à l'exception de la distribution et de la maintenance dans les administrations fédérales américaines. Honeywell Bull Inc. représente un chiffre d'affaires de 1,89 milliard de dollars, réalisé pour 48 % hors des Etats-Unis et employant 20 500 personnes. La société sera présidée par le patron de Bull, M. Jacques Stern, et son directeur général sera M. Jacques Meyer, qui vient d'Honeywell. Bull détiendra la majorité des sièges (cinq sur neuf) au conseil d'administration, aux côtés d'Honeywell (deux), de japonais NEC (un) et de M. Meyer (un).

Cette prise de contrôle modifie l'équilibre des ventes du groupe français entre l'Hexagone et l'étranger : jusqu'ici, Bull réalisait 66 % de son chiffre d'affaires en France et 34 % seulement hors de ses frontières. Après le rachat de l'informatique d'Honeywell, ce rapport sera inversé : 62 % du chiffre d'affaires sera réalisé hors de France et 38 % dans l'Hexagone.

An total, Honeywell aura reçu pour la vente de sa filiale informatique 277 millions de dollars, dont 131 millions de dollars de Bull et 146 millions de NEC (actionnaire à 15 % dans la nouvelle société). Cette opération, a affirmé le directeur général de Bull, M. Francis Lorentz, est à la portée du

groupe français et s'inscrit parfaitement dans ses prévisions d'investissement. Bull, qui prévoit déjà une augmentation de capital de 1 milliard de francs cette année, vient d'ailleurs de recevoir le feu vert du ministre des finances pour émettre 800 millions de francs d'obligations à bons de souscription d'actions.

Grâce à cette opération, qui lui permettra de renforcer ses capitaux permanents, le groupe français pourra

disposer, en 1989, de 1,2 milliard de francs supplémentaires si tous les bons attachés aux obligations sont souscrits. Cela entraînera cependant une dilution de la participation de l'Etat dans la compagnie (58 % en direct, 32 % portés pour le compte de tiers). En conséquence, cette opération a été soumise à la commission de la privatisation, qui a fixé la valeur minimum de Bull à 6 milliards de francs.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Mitsubishi aide le Danemark à exporter des produits laitiers

Le groupe Mitsubishi, le plus important des importateurs japonais de produits laitiers, vient d'acquiescer 25 % des actions de la société danoise d'exportation Møllegaardskød Danish Landmeat (Danish Dairy Farm), dont le capital est passé à cette occasion de 9 à 20 millions de couronnes (7,5 à 17 millions de francs).

C'est la première fois qu'une firme japonaise s'implante dans le secteur agro-alimentaire danois. Selon les responsables de la société danoise, qui est constituée, en 1986, à l'initiative de trois des principales laiteries du royaume et qui s'attend à réaliser, en 1987, 300 millions de couronnes de chiffre d'affaires (250 millions de francs), cette opération vise avant tout à renforcer les positions de vente des produits laitiers danois à l'étranger, principalement aux pays tiers. Et cela à un moment où les réductions de quotas laitiers imposées par la CEE à ses membres risquent de réduire très sensiblement les revenus des éleveurs et même de menacer l'avenir d'un certain nombre d'entre eux. Mitsubishi, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 480 milliards de francs, dispose de cent vingt filiales dans le monde.

— (Corresp.)

Olivetti intéressé au rapprochement Thomson-SGS

Le groupe italien Olivetti a indiqué, le vendredi 27 mars, qu'il était intéressé à participer au projet de rapprochement de Thomson et SGS dans les semi-conducteurs civils. Toutefois, le groupe présidé par M. Carlo De Benedetti attend des précisions sur les conditions offertes par la maison mère de SGS, avant de se prononcer définitivement. Thomson et SGS ont annoncé, la semaine dernière, qu'ils étudiaient les conditions d'un rapprochement de leurs activités. Une telle opération, si elle se concrétise, donnera naissance au second groupe européen des semi-conducteurs.

La Générale des eaux confirme son intérêt pour le nettoyage

La Compagnie générale des eaux a acquiescé la totalité de l'Union des services publics (USP), entreprise de deux mille salariés qui a développé ses activités dans le nettoyage, la valorisation des déchets et dans l'entretien des espaces verts. Elle assure notamment le nettoyage de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Peu développée il y a dix ans, le secteur « propreté » de la Générale des eaux a représenté, en 1986, un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, réalisé par les filiales comme la Compagnie générale d'entreprises auto-

mobiles (ramassage des ordures ménagères), la Société d'assainissement rationnel et de pompage (traitement des déchets toxiques), la Société d'équipement manutention et transport (construction de bennes à ordures), la COMATEC (nettoyage du métro parisien).

Le père Lustucru ne désarme pas

Bien que les différents recours juridiques entamés aient confirmé la validité du holding Lustucru-Rivoire et Carret, M. Jacques Carret-Rivoire, PDG de Lustucru, qui cherche depuis plusieurs années à « divorcer » d'avec Rivoire et Carret, que contrôle la famille Cohen-Skall, ne désarme pas. Il a décidé de saisir le ministre de l'économie et des finances, M. Balladur, en application de l'ordonnance 1243 du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence. Selon ce texte, doit être soumise à l'avis du conseil de la concurrence toute concentration (ou projet) de nature à porter atteinte à la concurrence, notamment lorsque les entreprises réalisent ensemble plus de 25 % des transactions sur un marché. Lustucru estime que son absorption par Rivoire et Carret aboutirait à un duopole sur le marché des pâtes alimentaires : le groupe Cohen-Skall, d'une part, et Panzani (BSN), de l'autre, qui représenteraient, selon Lustucru toujours, plus de 70 % du marché des pâtes et plus de 90 % de celui des semoules.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LES habitués de la Rue Vivienne ont vécu cette semaine dans le monde enchanté de Walt Disney, émerveillés par une petite souris quinquagénaire qui a décidé de faire son trou à Marne-la-Vallée. Jusqu'à mercredi, chaque séance a pris l'allure d'un dessin animé montrant la hausse en technicolor.

Jeudi et vendredi, la corbeille faisait réticence et consolait ses positions, encore sous le coup de la hausse de Disneyland : 6 milliards de francs de devises, 30 000 emplois, la perspective d'accueillir 10 millions de visiteurs par an, et de construire à proximité bon nombre d'hôtels, de bureaux, de golf, de commerces et de centres des congrès. En fin de semaine, le tableau lumineux affichait un gain de 2,5 %. Le terme de mars, échu lundi, se soldait par une avance voisine de 9 %.

L'indice CAC touchait, le 26 mars, un sommet absolu, à 460, avant de s'effriter à peine le lendemain, à la suite de prises de bénéfices somme toute modestes. D'après la firme d'analyse britannique Savory Mills, on n'a encore rien vu, et les 600 points seront atteints au fin d'année, foi de haussier. Balaçant entre le rêve de jours encore meilleurs et une réalité déjà dorée, le palais Brongniart s'est ainsi transformé en véritable « Mickey House ».

En toute logique, c'est donc le bâtiment qui a le mieux tiré son épingle du jeu sur ce marché survolté. Danes, SCREB, Jean Lefebvre et Clements français ont franchi des caps historiques, suivis de près par Lafarge (voir encadré), et même Malouin Pélissier (1). Bouygues faisait aussi partie de ce « dix groupé » avant que la COB (Commission des opérations de Bourse) ne le rappelle à l'ordre. Le premier constructeur européen n'a pas respecté la législation sur les franchissements de seuils de participation, lorsqu'il cherchait à s'emparer d'une minorité de blocage dans Silec Bâtiments. En annonçant seulement le 30 septembre 1986 qu'il détenait 10,04 % de Silec, alors qu'il aurait dû le faire savoir le 6 mars 1985, Bouygues a été « un peu sévèrement », comme il l'a reconnu lui-même.

Cette agression a coûté quelque 100 F en deux jours à l'action, qui terminait vendredi à 1 370 F. Le candidat à la

Au zénith

reprise de TF 1 risquent, par ailleurs, d'encaisser une amende comprise entre 6 000 et 120 000 F. Pas de quoi faire vaciller le « Grand Français » sur ses fondations, qui pèchent seulement par manque de respect des textes.

Dynamisé par Disneyland, mais aussi par l'extension quasi assurée des programmes autoroutiers, qui s'ajoutent au tunnel sous la Manche, le bâtiment a bénéficié d'un terrain exceptionnel pour prospérer. Mais il n'a pas été le seul. C'est en réalité l'ensemble du marché qui jouit actuellement d'un état d'euphorie qui confortent chaque jour des nouvelles positives.

Wall Street a ainsi battu tous ses records d'altitude : les investisseurs étrangers — japonais et américains en particulier — ont été de façon plus significative leur dévotion sur les « belles françaises ». L'indéfinit des Nippons pour l'Air liquide et l'Oréal n'est pas passé inaperçu. Cette participation croissante de l'étranger est, aux yeux des professionnels, un signe qui ne trompe pas. Ce sont eux, qui, par le passé, ont perçu les premiers puis encouragé les mouvements de hausse sur la place. Mais, pour une fois, les petits porteurs français ne restent pas timorés. Ils achètent à leur tour, avec entrain.

Le succès de la privatisation de la SOGENAL, dont les résultats ont été connus lundi, est une illustration parmi d'autres de cet engouement : plus de 400 000 souscripteurs se sont portés acquéreurs d'environ 50 millions d'actions (alors que 4,95 millions étaient offertes...).

Les gestionnaires de SICAV alimentent à leur tour le courant d'achats. Ils ont jusqu'au 31 mars pour employer les liquidités encore non placées, avant de présenter un état de leur compte. Au moment où la Bourse crée ses plus-fonds, il est tentant d'y placer tous ses œufs.

Semaine du 23 au 27 mars

La tentation est d'autant plus forte que l'activité est extrêmement soutenue. Le volume des transactions au règlement mensuel sur les valeurs françaises a atteint 2,7 milliards de francs mardi, pour rester ensuite sur des niveaux à peine inférieurs. Dans ces conditions, le risque d'être « accroché » à une action, sans pouvoir s'en débarrasser en temps voulu, est des plus réels. Aucun placement ne se pose en concurrent sérieux de la Bourse.

La conjoncture française semble, de surcroît, garantir un secteur à environnement stable. Dans son enquête mensuelle de mars, l'INSEE estime que les perspectives de l'activité dans les entreprises ont cessé de se dégrader. Au cours des prochains mois, les hausses de prix devraient aussi être modérées. Mais ce sont surtout les résultats, souvent supérieurs des entreprises en 1986, et leurs prévisions de bénéfices non moins alléchantes pour l'exercice en cours qui éveillent l'insatiable appétit des boursiers. Le groupe électronique Legrand a annoncé un résultat non consolidé en hausse de 72 % (voir encadré). Pernod-Ricard fait état, pour l'année écoulée, d'une progression de 20 % de son bénéfice net. La série, commencée avec les performances remarquables de Ciments français, Saint-Gobain et Bull, n'est pas près de s'achever.

Parallèlement, les facteurs d'animation dont la place est friande, on a parlé sous les lambris de l'OFCE (office public d'échange), lancée par Epeha sur Lachaire. Cette dernière société a accepté les conditions de reprise posées par le fabricant français de machines et de sièges d'automobiles, qui souhaite acquiescer 51 % des actions et 51 % des bons Lachaire. On évoquait aussi l'entrée de la Banque Stern et de l'établissement financier Dumas-Labé dans le groupe Rivaud, sans encore mesurer complètement l'ampleur et la finalité de l'opération. Les boursiers voient dans ces mouvements le signe d'un dynamisme accru des acteurs financiers, à l'effet des bonnes affaires et prêts à prendre des risques. Il faudrait être bien difficile pour prétendre que le climat boursier ambiant ne prédispose pas à l'audace !

ÉRIC FOTTORINO.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La baisse en fin de parcours

Après un début de semaine marqué par de nouveaux records, Wall Street a ensuite marqué le pas, victime de prises de bénéfices considérables comme normales, tant le marché a monté de façon spectaculaire au cours des trois derniers mois. Vendredi, le Dow Jones cédait 36,79 points, repartant à la quasi-totalité des gains des séances précédentes. Il terminait ainsi à 2 335,79 contre 2 335,52 le 20 mars. Les achats d'institutions financières et de fonds mutuels ont dopé la tendance en début de semaine. La faiblesse persistante du marché obligataire et le désir d'emporter des plus-values ont ensuite pesé sur les cours. Le virage du dollar a aussi incité les investisseurs étrangers à se dégoûter.

	Cours 20 mars	Cours 27 mars
Alcoa	44 3/8	44 1/4
AT&T	34 1/4	34 1/4
Boeing	53 1/2	52 3/4
Chrysler	38 1/4	39 1/8
De Pont de Nemours	112 1/4	112 1/4
Eastman Kodak	71 1/4	70 3/4
Exxon	85 1/8	86 3/4
Ford	51 3/4	53 3/8
General Electric	37 1/8	37 1/8
General Motors	76 1/8	77 1/8
Goodyear	52	52 1/8
IBM	148 1/2	150 1/2
ITT	64 3/4	62 1/2
Mobil Oil	48 3/4	49
Pfizer	75 1/4	75 1/4
Schlumberger	45	44 1/4
Texas	35	36 1/8
Union Carbide	59 5/8	59
USX	28 1/4	28 1/2
Westinghouse	65	64 1/2
Xerox Corp	74 1/2	76 1/8

LONDRES

Nouveaux records

La City était en ébullition cette semaine, l'avalanche impressionnante par l'augmentation ininterrompue de la balance des paiements britanniques en février. La publication d'un rapport optimiste sur l'état de l'industrie d'outre-Manche, les belles performances de Tokyo, Paris et, à un degré moindre, Wall Street, ont conforté les investisseurs dans leur optimisme. BP s'est distingué, après le lancement de son OPA sur les sociétés minières dans sa filiale américaine Standard Oil.

Indices du 27 mars : Industriels : 1620,5 (contre 1596,9) ; Fonds d'investissement : 90,76 (-92,04) ; mines d'or : 432,8 (-362,4).

	Cours 20 mars	Cours 27 mars
Booth	356	378
British Petroleum	336	336
Chatter	321	336
Comstock	415	441
De Beers	11 47/64	12 1/32
Gold Fields	15 31/64	15 19/64
Goldcorp	18 7/8	18 7/8
Imp. Chemical	13 13/64	13 11/16
Shell	12 11/16	12 11/16
Unilever	25 1/2	26 1/2
Vickers	48 1/2	49 1/2
Worthington	48 13/32	49 7/32

(*) En dollars.

TOKYO

An plus bas

Après un début de semaine difficile, la Bourse de Tokyo a connu une envolée spectaculaire. L'indice Nikkei a terminé vendredi, pour la première fois de son histoire, au-dessus des 22 000 yens. En perspective de l'annonce de mesures gouvernementales pour favoriser la demande intérieure, la construction et l'immobilier ont progressé de même. Les titres à forte capitalisation boursière, comme Nippon Steel et Kawasaki Steel.

Indices du 27 mars : Nikkei : 22 026,66 yens (contre 21 657,67). Indice général : 1 922,08 (contre 1 869,70).

	Cours 20 mars	Cours 27 mars
Alcoa	478	435
Boeing	510	500
Chrysler	378	378
Ford	2 730	2 730
General Motors	1 430	1 430
IBM	1 390	1 430
Intel	1 390	1 430
Sony Corp	3 180	3 070
Toyota Motors	1 776	1 640

FRANCFORT

Vive reprise

Après avoir touché le 20 mars son plus bas niveau de l'année, Francfort a retrouvé la piste cette semaine. Les cours gagnant en moyenne 6 %, une fois digérées l'affaire Volkswagen et les problèmes du groupe Bayer, le marché a regagné la confiance des investisseurs, les étrangers en particulier. Indice Commerzbank du 27 mars : 1 779,4 (contre 1 644,5).

	Cours 20 mars	Cours 27 mars
ABG	294	312,50
BASF	247	278
Bayer	285	307,50
Commerzbank	254,50	276
Deutsche Bank	485	512,50
Hoechst	258	276,50
Karstadt	396	421,50
Mannesmann	159	171
Siemens	625	677
Volkswagen	330,50	341

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Filatures, textiles, magasins

	27-3-87	Diff.
André Roudière	285	- 3,50
Agache (Fin.)	1 954	+ 91
BRV	671	+ 40
CFAO	2 711	+ 111
Danart-Servignat	2 910	+ 210
Dery	516	- 28
DMC	780	- 5
Galeria Lafayette	1 120	- 43
La Redoute	3 875	+ 126
Nouvelles Galeries	792	+ 55
Prinsep	798	+ 47
SCOA	117	+ 1

Mines d'or, diamants

	27-3-87	Diff.
Anglo-American	136,90	+ 15,90
Anglo	670	+ 126
Bull Gold M.	163	+ 31
De Beers	11,40	+ 9,30
Drief. Cons.	145	+ 26,50
Gencor	128	+ 16,50
Gold Field	84,30	+ 14,30
Harmony	87,50	+ 13,50
Randfontein	910	+ 165
Saint-Helena	113,50	+ 22,50
Western Deep	365	+ 72

Pétroles

	27-3-87	Diff.
BP France	161	+ 21
Elf-Aquitaine	356	+ 14
Esso	515	+ 18
Exxon	339	+ 38
Francep	357	+ 9
Petrofin	1 631	+ 18
Prinsep	863	+ 45
Raffinage	168	+ 4,20
Royal Dutch	731	+ 19
Sogehp	422	+ 19
Total	594	+ 26

Bâtiment, travaux publics

	27-3-87	Diff.
Auril d'Entrepr.	1 785	+ 130
Bouygues	1 370	+ 81
Ciments Français	972	+ 246
Dumez	2 482	+ 246
GTM	728	+ 23
J. Lefebvre	2 086	+ 189
Lafarge	1 685	+ 157
Malouin Pélissier	1 494,30	+ 20,30
Poliet et Chausson	2 335	+ 275
SCREB	358	+ 154
SGE-SB	113,50	+ 9,40

Mines, caoutchouc, outre-mer

	27-3-87	Diff.
Géophysique	411	- 9
Indat	124,70	+ 5,71
INCO	97,90	+ 1,70
Michelin	33,49	+ 8,70
Mtn. Pemaroya	60,20	+ 4,70
KIC	51,20	+ 5,60
KIC	1,33	+ 0,05

Matériel électrique

	27-3-87	Diff.
Alcatel	2 878	- 32
Alstom-Alsthom	452	+ 22
Crozet	328	+ 15
Générale des Eaux	1 543	+ 51
IBM	591	+ 26
Interchemie	1 810	+ 70
ITT	5 520	+ 5,70
Leclercq	5 520	+ 5,70
Leroy-Somer	879	+ 19
Lyspense des Eaux	1 790	+ 107
Matra	2 695	+ 114
Marin-Gérin	84	+ 4
Moniteur	116,50	+ 1,10
Phil Labinal	930	+ 1
Radiotechnique	1 705	+ 105
Schneider	2 550	+ 11,50
SEB	940	+ 30
Siemens (1)	2 241	+ 176
Signaux	720	+ 29
Télédiff	1 820	+ 10
Thomson-CSF	1 725	+ 15

(1) Coupes de 30 F.

Valeurs à revenu fixe

	27-3-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1 638	+ 113
7 1/2 % 1973	1 818	+ 115
10 3/4 % 1973	1 818	+ 115
PMF 10 1/2 % 1976	1 823,80	+ 115
8 3/4 % 1977	1 823,80	+ 115
9 3/4 % 1978	1 823,80	+ 115
9 3/4 % 1979	1 823,80	+ 115
10 3/4 % 1979	1 823,80	+ 115
13 3/4 % 1980	1 823,80	+ 115
16 3/4 % 1981	1 823,80	+ 115
16 3/4 % 1982	1 823,80	+ 115
16 3/4 % 1983	1 823,80	+ 115
CNE 3 %	4 720	+ 19
CNE 5 000 F.	101,25	+ 0,05
CNE 10 000 F.	101,25	+ 0,05
CNE 5 000 F.	101,25	+ 0,05
CNE 10 000 F.	101,25	+ 0,05

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 mars 1987

	Jan 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Prémier	107,65	107,75	107,65	107,45
+ last	107,65	107,65	107,65	107,45
Der	107,65	107,65	107,65	107,45
+ last	107,65	107,65	107,65	107,45
Compensation	107,65	107,65	107,65	107,45

Nombre de contrats : 15 374.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	23 mars	24 mars	25 mars	26 mars	27 mars
RM	2 618 947	2 739 627	2 511 380	2 427 903	2 004 401
Comptant	820 351	12 938 303	9 229 757	9 397 958	9 391 635
R. et obl.	430 335	484 679	489 684	1 019 984	583 425
Actions	11 255 653	16 162 609	12 230 821	12 845 845	11 981 461

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

	110,9	113,3	113,3	113,7	-
Françaises	106,4	109,3	111,3	113,7	-
Etrangères					

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1985)

	114,8	116,8	117,1	117,2	116,4
Tendance					

(base 100, 31 décembre 1981)

	448,7	457,8	459,2	460,4	459
Indice gén.					

Saatchi and Saatchi à Paris

Fondée en 1970, l'agence de publicité Saatchi and Saatchi, qui sera introduite à la Bourse de Paris le 30 mars prochain, était en 1979 la première agence britannique, en 1981, la première européenne, en 1986, la première mondiale après le rachat de Ted Bates, alors numéro trois mondial. Rien ne manque à cette éblouissante histoire, ni la succès, ni le mystère, ni même les contempteurs.

Le succès : un chiffre d'affaires multiplié par 152 en seize ans, qui atteint plus de 12 milliards de livres (1,17 milliard de francs) avec un résultat avant impôts de 70 millions de livres (888 millions de francs) et un taux de croissance moyen de 89 % sur les cinq dernières années. Les quatre cinquièmes de ce résultat proviennent de la publicité et des différentes techniques de marketing (marketing direct, promotion des ventes, relations publiques, services de design). Le cinquième restant est représenté par le secteur de conseil aux entreprises (management, recrutement, étude de marché). Le groupe emploie 13 000 personnes, contrôle 150 filiales qui travaillent avec 60 des 100 premiers annonceurs mondiaux.

Le mystère maintenant : il tient aux frères Saatchi, Maurice et Charles, qui le cultivent comme une image de marque. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Annoncé sur le carton invitant les analystes financiers à une réunion d'information, le mardi 24 mars, Maurice Saatchi, par son absence, a entretenu le mystère.

Face à une telle montée en puissance, les contempteurs ne manquent pas. A parcourir la littérature relative à cette introduction en Bourse, le succès de Saatchi and Saatchi tiendrait au coupage entre la créativité des agences autonomes pour leur activité courante et une forte centralisation des opérations financières. En outre, l'appel régulier au marché financier (le groupe, coté à Londres et à New-York, s'appuie, après Paris, à se reposer sur la place de Tokyo) permet d'assurer la bouillie de croissance externe. Tant et si bien que Maurice et Charles ne

posséderaient que 3 % de l'ensemble. Dès lors, d'aucuns s'interrogent : financiers ou créateurs ? « Que reste-t-il de la « pub » dans cette lessiveuse à dollars ? », demande Jacques Seguela (le Monde du 4 juin 1986).

Pour répondre à ces jalousies, la littérature boursière, toujours, explique que les frères Saatchi ont compris très tôt que, face à l'internationalisation des marchés, due à la concentration de la distribution, il fallait offrir aux entreprises une gamme encore appelée « marketing global ». Elle avance encore que Saatchi est une des rares sociétés à présenter un secteur géographique d'activités dont l'évolution est comparable à celle du marché mondial, avec 40 % des marges brutes aux États-Unis seulement, lesquels n'absorbent plus que 58 % du marché publicitaire en 1986 contre 66 % en 1980.

Toute fois, la concentration a aussi son revers : puisque les annonceurs, dont dépendent toutes les firmes publicitaires, entendent que l'économie d'échelle joue à leur profit ou refusent qu'une agence, par filiales interposées, s'occupe de produits concurrents. Le groupe Saatchi avait ainsi perdu une part du budget de Procter and Gamble, premier annonceur américain. L'ère des concentrations n'est cependant pas résolue puisque, tout premier qu'il soit, Saatchi ne décline, en fait, que 5 % du marché mondial, très atomisé et dans lequel les firmes multinationales de publicité détiennent 20 % aujourd'hui contre 12 % il y a dix ans.

En France, les filiales du groupe situent Saatchi au cinquième rang national avec 3 % de son chiffre d'affaires et 6 % pour le seul secteur publicitaire. L'introduction en Bourse est effectuée par Paribas avec le concours de la charge Meachert Roussel. Le nombre de titres admis est de 155 942 842 actions ordinaires, représentant le capital émis le 20 mars 1987. Le 20 mars, le cours de l'action ordinaire s'élevait à 653,5 pence à Londres.

J. G.

الأسواق المالية

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 M ^{rs} Thatcher à Moscou : M. Chirac aux États-Unis. 4 La crise italienne. 5 Tunisie : démantèlement d'un réseau khomiste.	6 Un entretien avec M. Jean-Marie Tjibaou. - Le PCF met l'accent sur « l'actualité du marxisme ».	7 Les suites de l'arrestation d'un réseau pro-iranien. 8 Le projet d'autoroute dans la vallée de Chevreuse. 11 Alfa Romeo lâche Ligier. RÉGIONS 12 Les Yvelines jouent le golf.	9 Cinéma : le Landemain du crime, de Sidney Lumet. - Théâtre : Gertrud, à Grenoble ; Hedda Gabler, à l'Athénée. - Musique : le mort du chef d'orchestre Eugen Jochum.	13 Coup de semence des États-Unis : M. Reagan double les droits de douane sur l'électronique japonaise. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Journal officiel 11 Spectacles 10	• Les points forts de la semaine. • Cinéma : tous les programmes Paris-province. • Concours : gagnez votre croisière. Actualité, immobilier, Bourse, Média, Télématel, Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE

La rentrée parlementaire

Un inventaire à la Prévert...

M. André Rossinot, ministre des relations avec le Parlement, devait être, le dimanche 29 mars, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » à quelques jours de la rentrée parlementaire qui a lieu jeudi. Les députés et les sénateurs s'apprêtent à examiner plusieurs dizaines de projets de loi, chaque ministre espérant que la priorité sera donnée à son secteur.

La méconnaissance est toujours source d'effroi. Or, comme pour la rentrée des classes, il y a toujours deux programmes à la veille de la rentrée parlementaire : l'officiel, qui est connu, dont l'ampleur fait reculer, et pour les députés et les sénateurs, ce sont les quelques cinquante projets déjà rendus publics, et puis, il y a le programme réaliste, celui sur lequel portera véritablement l'examen, c'est-à-dire, pour les élus, les projets que le gouvernement entend absolument faire adopter avant les prochaines vacances parlementaires. A l'hôtel Matignon, on parle d'une quinzaine ou d'une vingtaine, ce qui est beaucoup plus raisonnable. Mais lesquels ?

Cabinets ministériels et services administratifs ont beaucoup travaillé. Avoir bâti le « socle du changement » lors des deux premières sessions de la législature ne suffit pas. Il reste beaucoup d'indisponibilités à satisfaire, beaucoup de promesses politiques à tenir, beaucoup de dispositions législatives à prendre simplement pour assurer la bonne marche de l'État. M. Jacques Chirac a dû choisir. Ce ne fut pas facile. Ce n'est pas encore définitif.

Une première liste peut être déjà établie. L'Assemblée nationale commencera sa session par la discussion de la loi de programmation militaire. Suivra immédiatement le projet sur la Nouvelle-Calédonie, dont le RPR veut disposer avant l'été. Puis M. Edouard Balladur pourra faire débattre de son texte sur l'épargne et les plans d'épargne retraite. Ensuite, les députés devront s'occuper des projets permettant la construction de tunnel sous la Manche ; là encore, le gouvernement est pressé pour montrer aux Anglais que la France est fermement décidée à se lancer dans cette entreprise. De même, MM. Charles Pasqua et Alain Carignon voudraient bien disposer, avant que ne revienne l'époque des incendies de forêt, d'une nouvelle législation sur la protection civile et la prévention des risques naturels.

Pendant ce temps, le Sénat, après avoir débattu de l'adoption de la loi française à une directive européenne sur les coiffeurs, devra reprendre l'examen du texte sur les prisons privées, que M. Chalandon espère voir promulguer avant l'été. Puis il s'attaquera à la réforme des textes régissant la fonction publique territoriale avant d'autoriser les machines à sous dans les casinos, projet déjà voté par l'Assemblée nationale.

Vendra alors, mais on sera, au mieux, à la fin du mois d'avril, le projet sur l'aménagement du temps de travail, que le président de la

République a refusé de signer sous forme d'ordonnance et que le Conseil constitutionnel n'a pas accepté de voir accrocher à un projet « fourre-tout » lors des ultimes lectures parlementaires, au mois de décembre. Les députés ne s'en salueront donc pas avant la mi-mai.

La durée de ce débat conditionnera le temps qu'il restera pour les autres textes.

Nombreux sont, en effet, les autres projets que le gouvernement aimerait voir adopter définitivement : les conditions de service des appelés du contingent dans la police, l'alourdissement des peines en cas de conduite en état d'ivresse, la garde conjointe des enfants, l'aménagement des procédures fiscales et douanières, ce qui reste de la réforme hospitalière, l'amélioration de la situation des handicapés et de celle des chômeurs de longue durée, la réforme du statut de l'apprentissage, les trois projets tant attendus par les rapatriés (amnistie, indemnisation et réinstallation), même si tous les arbitrages financiers ne sont pas encore rendus à leur sujet, et enfin, un important texte portant diverses mesures d'ordre social. Le premier ministre a promis aux responsables de la majorité qu'il serait « bonifié » pour le 15 mai, bien que la tendance soit à le gonfler par M. Chalandon sur la lutte contre la drogue, une réforme de la formation professionnelle, la suppression de l'âge obligatoire de la retraite dans les conventions collectives, voire l'amélioration de la protection sociale des « conjoints-collaborateurs » des professions libérales promises par M. Chirac.

Certains projets, en effet, les autres projets que le gouvernement aimerait voir adopter définitivement : les conditions de service des appelés du contingent dans la police, l'alourdissement des peines en cas de conduite en état d'ivresse, la garde conjointe des enfants, l'aménagement des procédures fiscales et douanières, ce qui reste de la réforme hospitalière, l'amélioration de la situation des handicapés et de celle des chômeurs de longue durée, la réforme du statut de l'apprentissage, les trois projets tant attendus par les rapatriés (amnistie, indemnisation et réinstallation), même si tous les arbitrages financiers ne sont pas encore rendus à leur sujet, et enfin, un important texte portant diverses mesures d'ordre social. Le premier ministre a promis aux responsables de la majorité qu'il serait « bonifié » pour le 15 mai, bien que la tendance soit à le gonfler par M. Chalandon sur la lutte contre la drogue, une réforme de la formation professionnelle, la suppression de l'âge obligatoire de la retraite dans les conventions collectives, voire l'amélioration de la protection sociale des « conjoints-collaborateurs » des professions libérales promises par M. Chirac.

Un véritable inventaire à la Prévert, qui a de quoi faire frémir des parlementaires qui souhaitent surtout « labourer » leur circonscription.

THIERRY BRÉNIER.

Une « décision erronée » du directeur

Polémique à la centrale nucléaire de Tricastin

Le réacteur nucléaire numéro quatre de Tricastin, où une fuite a été observée dans une partie du circuit de sécurité, le 20 février, a été réparé, mais l'affaire suscite des polémiques. Bien qu'on estime, à EDF, que la sécurité de la centrale n'a jamais été mise en péril, on admet que les règles n'ont pas été respectées.

Jugeant que la fuite (repérée sur un tuyau de 12 millimètres de diamètre mais non sur le circuit principal de sécurité) ne présentait pas de danger immédiat, le directeur de la centrale a fait procéder aux réparations sans arrêter le réacteur. En outre, il n'a pas jugé bon d'avertir les services centraux d'EDF ni le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), qui doivent donner leur autorisation à toute réparation faite sur un circuit de sécurité et décrire la procédure à suivre. Le SCSIN, prévenu officiellement de l'incident, a ordonné le 13 mars d'arrêter le réacteur. Le conseil d'hygiène et de sécurité a, d'autre part, reproché, le 26 mars, les responsables de la centrale, pour faire le point sur cette affaire.

Si l'on se dit persuadé, à la direction de la production d'EDF, que la sécurité de Tricastin n'a pas été menacée, on n'est pas moins enclin à une « décision erronée », non pas en cherchant délibérément à violer les règles, mais en estimant mal leur domaine d'application. Aussi souhaite-t-on à EDF d'être plus strict sur les limites du domaine d'intervention propre aux exploitants des centrales nucléaires.

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1987 a été tiré à 497 305 exemplaires.

Citroën va fermer son usine de Levallois en 1988

Citroën a annoncé, vendredi 27 mars, au cours d'un comité d'établissement, son intention de fermer l'usine de Levallois (Hauts-de-Seine) au premier trimestre 1988, après celles de Nanterre et de Cligny (Hauts-de-Seine) fermées le 1^{er} janvier 1986. Les mille quatre-vingt-dix salariés actuellement employés à Levallois (huit cents dix ouvriers, deux cents employés, techniciens et agents de maîtrise, quatre-vingts cadres) vont être regroupés par la direction pour examiner leurs souhaits et leurs possibilités.

Outre des aides au retour (45 % des ouvriers sont originaires du Maghreb), des mutations dans d'autres usines (notamment à Charente-le-Pont, où l'on emploie actuellement quelque deux cents salariés), Citroën prévoit la création d'un organisme chargé de reclasser les salariés à l'extérieur de l'entreprise, éventuellement après une formation. Sur les mille salariés et un salarié de Nanterre et de Cligny, six cents quatre-vingt-huit ont accepté une mutation ou le retour au pays. Trois cents trente-six ont été licenciés, trente-sept ont été réaffectés dans la région parisienne.

THIERRY BRÉNIER.

La « folie » de M. Bouygues

Challenger ! Pour les Français, ce nom n'évoquera plus la navette spatiale américaine mais le siège social futuriste, solennel et un rien glacé, du numéro un mondial du bâtiment-travaux publics, M. Francis Bouygues. Siège social jadis de terre, mais toujours en chantier, dans un parc de 30 hectares, sis sur les bords de la Bièvre, à Saint-Quentin-en-Yvelines. Quatre cents invités l'ont « pré-inauguré », le vendredi 27 mars, à... quelques jours des audiences publiques devant opposer le « roi du béton » à Jean-Luc Lagardère, patron d'Henriches, pour la reprise de la Une.

Un événement anticipé dont M. Bernard Tapie, candidat aux côtés de son « ami Francis » à TF 1, a donné la clé : « On fait autant du matériel quand on bâtit un siège social que quand on fait un magazine d'actualité ». Culturel, le projet de l'architecte américain Kevin Roche l'est peut-être. Mais architecturalement, sans aucun doute. Les chiffres généralement communiqués le disent assez.

P.-A. G.

Le Rhin rouvert à la pêche

Le Rhin, ses dériviements et dépendances de nouveau ouverts à la pêche le samedi 28 mars dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Les arrêtés préfectoraux qui l'avaient interdit ont été pris après avis du conseil supérieur de l'eau et de ses analyses de l'eau et des poissons faites depuis l'accident survenu à l'usine Sandoz de Bâle, le 1^{er} novembre dernier.

La commercialisation des poissons pêchés sur le Rhin reste interdite pour une durée de six mois. Quant aux anguilles, premières victimes de la pollution Sandoz, leur pêche reste interdite jusqu'au 31 décembre afin de permettre la reconstitution du cheptel.

Grande première sociale

Un projet d'accord sur l'intéressement est conclu à EGF

Grande première sociale à EDF-GDF : pour la première fois une entreprise publique va conclure un accord sur l'intéressement du personnel. A l'issue de négociations qui se sont achevées dans la soirée du 27 mars, quatre fédérations (CFDT, FO, UNCM-CGC, CFTC) - déjà signataires de l'accord social du 10 janvier 1987, ont donné leur accord de principe à un projet qui a pour but de « faire participer le personnel au développement d'EDF-GDF ». Conformément à l'ordonnance du 21 octobre 1986, le conseil supérieur consultant des comités mixtes à la production devra donner son « avis » dans un délai d'au moins quinze jours avant la signature.

Ce texte fait entrer le système d'intéressement en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1987 et pour une durée de trois ans. Mais il sera ren-

gocé au moment de l'achèvement du contrat de plan à la fin de 1988. Les bénéficiaires sont uniquement les actifs d'EGF. L'intéressement permettra aux agents de recueillir les dividendes d'une amélioration de la productivité. Toutefois, il ne jouera que dans des conditions strictement définies.

Selon le contrat de plan, EDF et GDF doivent parvenir à une réduction minimale de 3 % du prix de revient du kilowattheure livré ou de 2,2 % du gaz (sans tenir compte des effets internationaux). Pour que le système d'intéressement s'applique, cet objectif devra être dépassé de 10 % : la baisse devra donc être de 3,3 % pour EDF et de 2,4 % pour GDF mais le calcul sera effectué sur la moyenne de baisse des trois années précédentes. Les règles d'attribution prévoient que la prime comportera pour moitié une partie uniforme et pour moitié une partie hiérarchisée, ce qui avantagera les salariés situés aux échelons supérieurs. Pour un intéressement minimal (dépassement de 10 % de l'objectif du contrat de plan), la prime d'intéressement sera de 500 F en moyenne. Si le dépassement est de 20 %, elle sera de 1.000 F en moyenne par agent (oscillant en fait de 660 F à 1.700 F du bas au haut de l'échelle). Si les sommes ainsi dégagées sont placées pendant cinq ans sur un plan d'épargne entreprise, l'abondement de l'entreprise sera de 100 %.

Le projet d'accord ouvre la voie à des accords décentralisés - au niveau des grandes directions dans un premier temps - qui pourraient être conclus par les seuls signataires de l'accord national et dégager un supplément pour l'intéressement dans une fourchette de 0 à 20 % en fonction des performances sectorielles. Les fédérations CFDT, UNCM-CGC, FO, CFTC ont signé par ailleurs, une déclaration d'intention prévoyant de faire bénéficier les retraités d'EGF d'une « contribution de solidarité » égale à 15 % des sommes distribuées au titre de l'intéressement et venant en déduction de la prime versée aux actifs. Mais pour être prise en compte par la direction, une telle déclaration doit être signée par les cinq fédérations. La CGT, plutôt hostile au projet d'accord, pourra-t-elle refuser de signer ce texte tout en se joignant à la déclaration d'intention ? Elle prendra sans doute le temps de la réflexion.

M. N.

Formation professionnelle : nouvelle « table ronde » en juin. - Après la table ronde de la formation professionnelle, réunie le vendredi 27 mars au ministère des affaires sociales et de l'emploi, une rencontre devrait avoir lieu entre les partenaires sociaux, au niveau inter-syndical, pour, selon les représentants syndicaux et patronaux, « dégager dans une déclaration commune les éléments consensuels ».

En juin, l'ensemble des participants à la rencontre se retrouveront pour une seconde « table ronde ». Ils pourront alors indiquer à M. Philippe Séguin dans quel sens s'orientent leur action commune pour le développement et l'amélioration de la formation professionnelle.

Renaud-Douai : un chèque « libellé par erreur ». - La Fédération CGT de la métallurgie a dénoncé, le vendredi 27 mars, devant la presse le « chèque national (...) » qui vise à jeter le discrédit sur le contrat de Montreuil à partir de la gestion du comité d'établissement de Renaud-Douai par les élus cégétistes. (Le Monde du 25 mars). M. Roger Syrien, administrateur CGT de la Région, a indiqué qu'un chèque de 40 000 francs avait été « libellé par erreur » à son nom par le CE de Douai et a immédiatement révoqué sur un compte bancaire de la coordination Renaud, en soulignant que cette somme revenait légalement à la CGT. M. Bernard Lacombe, secrétaire de la CGT a affirmé que les responsables CGT, mis en cause à Douai avaient le soutien du « bureau confédéral, tout le bureau confédéral ».

Les services de sécurité de la RFA à l'origine de l'arrestation du réseau pro-iranien

Paris, 28 mars (AFP). - L'arrestation récente Paris, de huit terroristes présumés, dont six Tunisiens, a été rendue possible par des renseignements fournis aux enquêteurs français par les services de sécurité ouest-allemands, a-t-on appris samedi 28 mars à Paris de très bonne source.

Ces renseignements ont été obtenus après l'arrestation, en janvier à Francfort, de deux frères, Mohamed Ali et Abbas Hamadei. Cette arrestation avait notamment conduit à la découverte d'un explosif liquide identique à celui que devait découvrir le DST à Paris le week-end dernier.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C E F G H

M. ANDRÉ ROSSINOT invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, président du parti radical, maire de Nancy, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 29 mars, de 18 à 19 h 30.

Avant l'ouverture de la session parlementaire, fixée au jeudi 2 avril, M. Rossinot répondra aux questions d'André Panseron et de Thierry Brénier, du Monde et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Masson.

(Publité)

«TOURISME SNCF» vous propose pour vos vacances de Pâques différentes possibilités :

VOYAGES DE TROIS JOURS :
LA PROVENCE, LE CHARME DE LA CAMARGUE, BRUXELLES, BRUGES, ANVERS, LA HOLLANDE TYPIQUE, VENISE LA SPLENDEUR DE VÉRONE, LA ROCHELLE (2 nuits), INTERLAKEN (2 nuits), BERNE (2 nuits).

VOYAGES DE QUATRE JOURS :
GRAND TOUR DE HOLLANDE, ISTANBUL (3 nuits), ATHÈNES (3 nuits).

VOYAGES DE CINQ JOURS :
PAQUES A ROME, NEW-YORK (3 nuits), MINI-CROISIÈRE AU MAROC.

SÉJOURS D'UNE SEMAINE OU CIRCUIT EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.
L'ÉGYPTÉ : 12 JOURS ou 9 JOURS avec CROISIÈRE SUR LE NIL.
VACANCES OU CIRCUIT EN GRÈCE, EN TURQUIE, ROSAS, CHYPRE, LA CORSE ET LES BALÉARES de FRANTOUR.

VOYAGES
15 JOURS :
- à bord de l'Atlantique : la CHINE
- à bord de l'Émirat : Maroc, Gibraltar, Baléares
- à bord de l'Ansonia : les perles de la Méditerranée
- à bord de l'Albatros : la Grèce, la Turquie
- à bord de Mermoz : les Canaries
et toujours les voyages Train + Hôtel

RENSIGNEZ-VOUS :
- dans les agences de voyages TOURISME SNCF
- dans les gares SNCF
- dans les gares SNCF de Paris et province
- par correspondance : BP 6208 75362 PARIS
- par téléphone : (1) 43.21.49.44

ISLANDE
geysers
et volcans
safari-camping,
circuits-hôtel,
séjour à la ferme
randonnées équestres
neiges insolites
extensions greenland

VOYAGES GALLIA
VOYAGES AGREPA
42, rue Eugène Marcel
75002 PARIS. Tél. 45.08.81.30

L'aventure sereine

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

Expéditions - Import - Export
25 années d'expérience
R.-M. Levy, fabricant - 285, av. de la République
75014 Paris, M^{étro} Alibi

مكتبات الأحياء